

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY

REPORT NO. [REDACTED]

INFORMATION REPORT

CD NO.

UNTRY International

DATE DISTR. 19 December 1950

SUBJECT Transmittal of Publication, Perspectives

NO. OF PAGES

PLACE 25X1A
ACQUIRED [REDACTED]NO. OF ENCLS. 3 (87 pages)
(LISTED BELOW)DATE OF IN
ACQUIRED [REDACTED]SUPPLEMENT TO
REPORT NO.

25X1A

1. Attached for your information and retention are copies of a bulletin Perspectives published weekly in France. The bulletin is sold by private subscription only.
2. Although nothing is known at present concerning the staff of this publication, a French official recently gave a high evaluation to the bulletin, stating that the information compares favorably with information compiled by experts in his office.
3. We would greatly appreciate your comments on the attached bulletin and a statement concerning your future interest in receiving this publication.

Attachments: Perspectives - 1 April 1950 (32 pages)
Perspectives (Supplement) - 1 April 1950 (39 pages)
Perspectives (Supplement) - 18 November 1950 (16 pages)

25X1A

RETURN TO ARCHIVES & RECORDS CENTER

IMMEDIATELY AFTER USE

JOB 782352 BOX

25X1A

25X1A

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R006900230001-9

25X1A

19 December 1950

21

Current issues of this publication (particularly the supplement) will be of considerable value to this office. Too great a delay in delivery will, however, seriously limit its usefulness.

25X1A

30 December 1950

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R006900230001-9

RESTRICTED

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R006900230001-9

CPYRGHT

PERSPECTIVES

BULLETIN HEBDOMADAIRE DU SERVICE D'ÉTUDES INTERNATIONALES
POLITIQUES - ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Directeur : Jacques GASCUÉL

37, BOULEVARD HAUSSMANN - PARIS-IX - TÉL. OPE. 46-39

SIXIÈME ANNÉE

N° 13 - Samedi 1^{er} Avril 1950

SOMMAIRE

Perspectives de la Semaine :

Avant les conversations avec l'U.R.S.S. — Le calendrier international — En présence des vrais problèmes ou la fin des illusions — **France.** Malaise politique et malaise social — Difficultés d'application de la prime de productivité — Les projets antitrusts — L'avenir des finances publiques — **Grande Bretagne.** La situation politique — Politique étrangère et défense nationale — Criminalité et châtements corporels — L'affaire Seretse-Khama — **Etats-Unis.** 50 Etats en 1950 ? — Le Général Eisenhower et la Défense Nationale — Les attaques contre le Secrétaire d'Etat Acheson — L'assistance à l'Europe et les surplus agricoles — **Allemagne.** L'aide de l'Allemagne occidentale à Berlin-Ouest — Les personnages non-officiels discutent de l'Allemagne — L'Allemagne de l'Ouest n'est pas l'Allemagne — **Tchécoslovaquie.** La dernière vague d'épuration — Un discours de M. Gottwald — **Hongrie.** Les mesures de "clémence".

25X1A

Études et Articles :

Il est nécessaire de penser.
La situation économique du Vietnam.
Les perspectives du commerce français avec l'Amérique Latine.

THIS IS AN ENCLOSURE TO
SECTION

Statistiques Annotées :

Le marché de l'or et des devises (tableaux et graphique).
La production de l'or dans le monde en 1949.

Informations et Documents :

L'amélioration de balance internationale or et dollars — Les richesses minières de la Yougoslavie — Une radioscopie de l'opinion allemande — La hausse de la laine et le marché des Etats-Unis — La collecte des céréales en France.

Problèmes Internationaux :

Le chômage dans le monde en 1949.
La production européenne d'acier.

A l'étranger :

Etats-Unis : le fléchissement des exportations en 1949 et la campagne pour le développement des importations.

Le livre de la semaine :

"A la barre de l'Indochine" par l'Amiral Decoux (Plon).

SUPPLÉMENT :

Au présent bulletin est joint un supplément de 74 pages :

Vue d'ensemble et perspectives de la situation monétaire et financière au début de 1950 — Le bilan des Finances françaises pour 1949.

La reproduction partielle ou totale des études, articles et statistiques du Bulletin est strictement interdite, sauf accord spécial avec la Direction.

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R006900230001-9

RESTRICTED

RESTRICTED

Par suite des vacances de Pâques, le prochain bulletin portera la date du Samedi 15 Avril 1950.

P E R S P E C T I V E S D E L A S E M A I N E

Jeudi 30 Mars - 12 H. -

Il est maintenant certain que l'on se prépare, de part et d'autre du rideau de fer, à des conversations qui pourraient avoir lieu au début de l'été. Côté occidental on va s'efforcer au cours de plusieurs Conférences Internationales de mettre fin au désarroi et aux contradictions, d'aligner les positions sur un front commun en vue de faire reculer si possible l'adversaire par le seul étalage de la force. Côté oriental on semble envisager une vigoureuse offensive dans le cadre de la guerre froide. En fait il s'agit de part et d'autre de relances avant d'abattre.

o o o

Du côté russe les Sovièts prépareraient un "coup" sur le secteur occidental de Berlin pour le milieu de mai, et peut-être un nouveau blocus pour l'automne. Il s'agirait en mai de démonstrations populaires soi-disant spontanées effectuées par la jeunesse communiste berlinoise qui réclamerait, au cours de manifestations de genre insurrectionnel, la fin de l'occupation américaine, britannique et française du secteur occidental. Ces manifestations coïncideraient avec des grèves révolutionnaires en France, en Italie et en Belgique où de véritables "Kommandos" s'opposeraient par la force au débarquement du matériel de guerre américain, attaqueraient les convois et s'efforceraient d'interrompre le travail dans les usines d'armement.

Après les élections générales qui auraient lieu le 15 Octobre en zone orientale, un gouvernement militaire communiste serait installé à Berlin qui en effectuerait de nouveau le blocus, non plus avec des troupes russes mais avec la nouvelle armée allemande de l'Est. Les autorités militaires soviétiques auraient déjà installé à cet effet des appareils de brouillage pour les radars alliés afin d'empêcher les atterrissages sans visibilité et d'autre part une nouvelle ligne de chemin de fer "by-pass" grâce auquel ils pourraient faire communiquer la zone située à l'Est de Berlin avec la zone Ouest occupée par eux, en évitant le passage à travers le secteur occidental de l'ex-capitale du Reich, occupé par les alliés.

Voilà du moins les bruits qui courent rapportés notamment par Stewart Alsop dans le New-York Herald. Le seul fait de connaître ces projets et la publicité qui leur est faite est par lui-même assez rassurant. Comme pour la bombe à hydrogène côté Etats-Unis l'intention de bluff semble assez vraisemblable.

RESTRICTED

Perspectives de la Semaine

-:-

Les projets de l'Occident :

L'Occident est en pleine effervescence diplomatique. Le calendrier est des plus chargé : réunion des comités militaires du pacte de l'Atlantique à La Haye, du 24 Mars au 3 Avril, réunion du comité économique et financier de ce même pacte le 29 à Londres, séance du Comité du Conseil de l'Europe à Strasbourg du 30 Mars au 1er avril, Conseil de l'O.E.C.E. (Organisation Economique de Coopération Européenne) à Paris le 4 avril, réunion des ministres des Affaires Etrangères, des ministres des Finances et de la Défense Nationale des signataires du pacte de Bruxelles, à Bruxelles le 16 avril. Réunion des 12 ministres des Affaires Etrangères, des 12 gouvernements membres du pacte Atlantique le 8 mai à Londres. Enfin et surtout, avant cette réunion, rencontre des ministres des Affaires Etrangères des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France, toujours à Londres, aux environs du 5 Mai.

Toutes ces conférences internationales sauf la dernière citée, celle des Trois Grands, sont, en somme, des conférences "d'application" c'est-à-dire auront pour objet de régler des questions dans le cadre des ententes, des pactes ou des traités existants. De fait, elles sont déjà dépassées par les événements. Elles ne tiennent ou ne tiendront pratiquement pas compte de l'offendement de l'influence occidentale en Extrême-Orient, de la renaissance nationaliste industrielle et commerciale de l'Allemagne et du Japon, ou surtout du renversement des forces en faveur de l'U.R.S.S. depuis que le Kremlin dispose de la bombe atomique.

II. Louis Johnson plaisante:

L'importance que l'on doit attacher à ces conférences se mesure à l'irréalisme des propos tenus par M. Johnson, secrétaire américain à la Défense à sa descente d'avion sur l'aérodrome de La Haye. "Nous nous efforçons par la force, a-t-il dit, de décourager les agresseurs et de défendre nos frontières communes, si cela devenait nécessaire. C'est pour ce travail que nous sommes ici. Une paix par la force tel est le but que les pays libres sont décidés à atteindre".

Si M. Johnson avait voulu plaisanter - ce qui n'est pas le cas nous l'espérons - il n'aurait pas dit autre chose. Sans doute n'ignore-t-il pas que s'il plaisait aux Soviets de venir le capturer demain à La Haye même, lui et les 250 délégués qui discutent actuellement dans la capitale néerlandaise et se congratulent, paraît-il des brillants résultats déjà obtenus pour la défense de l'Occident, ce serait un fait accompli en quelques heures à peine. En admettant qu'un conflit général en résulte, M. Johnson et ses délégués seraient sans doute morts depuis longtemps quand d'ici quelques années, les forces américaines essaieraient de retrouver sa trace dans les camps de travail ou au fond des mines de sel. Ce n'est pas avec des propos de ce genre que le Secrétaire à la Défense des Etats-Unis sera pris au sérieux en Europe avec les dix divisions dont il dispose et les 25 qu'il compte mobiliser dans les six premiers mois de la guerre, qu'il fera reculer les gens de Moscou.

"Des menteurs délibérés et des propagandistes à l'intérieur du pays et à l'étranger osent soutenir que notre programme d'armement dépasse les besoins de notre défense - vient de déclarer le général Eisenhower devant les étudiants de l'Université de Columbia - les chefs d'Etat même les plus méfiants, n'ignorent pas qu'il est au-dessous de ce niveau". "Les Etats-Unis

RESTRICTED

Perspectives de la Semaine

-:-

ont poussé le désarmement jusqu'à la limite maximum et dans certains domaines ce point critique a été dépassé", a-t-il précisé.

Quant aux forces armées de l'Union Occidentale - celles qui doivent être mises sur pied d'ici 3 à 5 ans pour barrer la route aux 150 à 200 divisions de l'Armée rouge, M. Louis Johnson est le premier à savoir qu'elles comprendront dans la meilleure hypothèse 35 divisions terrestres, et que du point de vue barrage aérien la seule solution pour les Occidentaux sera de brûler des cièrges en s'en remettant à la Providence du soin de faire exploser en plein ciel les bombardiers russes parce qu'il n'y aura pas autre chose à faire.

M. Churchill prononce un grave avertissement :

"Bien entendu les Etats-Unis ont un stock de bombes atomiques et ce n'est que peu à peu qu'un stock de même importance pourra être accumulé par l'Union Soviétique", a déclaré aux Communes le 29 Mars, dans un grand discours, M. Churchill. La bombe atomique n'est qu'un élément dans la situation militaire mais elle en est la facteur prépondérant. Et si les Etats-Unis disposent d'un stock de 1.000 bombes atomiques - ce chiffre uniquement à titre d'exemple - et la Russie d'un stock de 50 seulement, ces 50 seraient pour nous en cas de guerre. Notre lot serait de passer par des expériences terrifiantes, bien au-delà de ce que nous avons connu jusqu'ici. C'est pourquoi je pense qu'il est encore temps pour un nouvel effort en vue d'un accord pacifique et durable ... Par dessus tout nous ne devons pas dilapider le temps qui nous reste".

M. Churchill a rappelé qu'au moment de son dernier discours, il y a environ un an, il pensait que quatre années s'écouleraient avant qu'une puissance autre que les Etats-Unis puissent disposer de la bombe atomique. Cette époque est définitivement révolue. "Notre position est autrement plus mauvaise aujourd'hui aussi bien quant à la sécurité propre de la Grande-Bretagne que quant aux conditions nécessaires au maintien de la paix dans le monde". Même si ce n'est déjà pas le cas actuellement, avec le temps, les terrifiants moyens de destruction atomique seront un jour entre les mains des Soviets, c'est-à-dire entre les mains de gens que ni la tradition morale ou religieuse, ni les habitudes ne retiendront quant à l'usage qu'ils pourront faire de ces engins de destruction.

Le chef du parti conservateur ne pense pas cependant que le danger de conflit soit imminent. Il préconise un étroit rapprochement anglo-franco-allemand : "pas d'espoir d'une Europe unie sans l'Allemagne et pas d'espoir pour l'Allemagne si ce n'est dans une Europe unie et libre". Il suggère que Paris et Londres s'entendent pour réintroduire l'Allemagne dans la communauté européenne. La France dans la situation où elle se trouve et l'expérience le montrant, n'est pas assez forte, dit-il, pour négocier seule en tête à tête avec l'Allemagne.

La neutralisation de l'Europe occidentale, seule solution possible :

Cependant cette étroite coopération franco-britannique sur le terrain international a peu de chances de se réaliser. M. Bevin et le gouvernement travailliste semblent y être absolument opposés. Seule resterait alors pour sauver la paix, la proposition de Walter Lippmann de neutraliser une bande

RESTRICTED

- 4 -

France - 1 -

-:-

des Etats allant de la Scandinavie et la Grèce en y comprenant l'Allemagne, l'Autriche et notre suggestion d'y joindre la France. Le rôle de tiers dans le dialogue franco-allemand serait alors joué par les petits pays - les Scandinaves, la Hollande, la Belgique et par l'Italie - M. Churchill n'a rien dit de cette solution mais elle découle implicitement de l'impossibilité de réaliser celle qu'il préconise et qui serait, à coup sûr, meilleure.

Les divergences à la veille de la conférence des Trois à Londres.

Comme le fait observer le correspondant du Monde à Washington les Trois iront à Londres avec des préoccupations différentes. La France insiste, et à juste titre, sur la nécessité d'adopter au plus vite une politique commune en Asie du Sud-Est en concentrant les efforts sur l'Indochine. Elle pense qu'il faut procéder par étape dans l'affaire allemande, élargir le pacte Atlantique dans les domaines économiques et surtout politiques, organiser une sorte de directoire occidental chargé de fixer les grandes lignes d'une action commune partout dans le monde.

La Grande-Bretagne - le gouvernement travailliste - met l'accent sur le problème allemand et semble redouter avant tout un regroupement du continent, sans doute pour des raisons autant économiques que politiques. En Extrême-Orient elle voudrait attendre et voir venir, ne rien brusquer, récolter si possible les fruits de sa reconnaissance de Mao Tse Toung.

Les Etats-Unis sont toujours à la recherche d'une politique extérieure. Ils la veulent "totale" et ils ont raison. Mais les moyens jusqu'à présent leur font défaut. Leur grande idée est toujours de transformer en alliés contre les Russes, l'Allemagne et le Japon pour cela les évacuer et de les pourvoir, par la voie d'élections libres, de gouvernements démocratiques.

FRANCE :

Si les grèves sont maintenant terminées le malaise social persiste et persistera tant que l'ensemble des salaires ne sera pas adapté au niveau des prix de consommation. Le président du Conseil cherche un moyen de faire pression sur les employeurs pour qu'ils aillent jusqu'au bout des concessions possibles et ne profitent outre mesure d'une victoire que la menace du chômage a singulièrement facilitée.

Maintenant que le travail a repris il devrait être possible pour le patronat d'envisager de nouvelles concessions. Le gouvernement s'oriente vers un tête à tête employeurs-syndicats, exclusion faite de la C.G.T. Il suggérerait que les deux partis s'entendissent dans chaque cas particulier sur le recours à l'arbitrage, l'arbitre étant désigné par eux d'avance et d'un commun accord, sans que la clause d'arbitrage puisse être tenue pour obligatoire. En l'absence de la C.G.T. qui représente souvent dans les entreprises les deux tiers des salariés, on voit difficilement comment on pourrait aboutir dans cette voie.

RESTRICTED

France - 2 -

-1-

Du côté de la prime de productivité dont les difficultés d'application étaient évidentes a priori, on semble aller vers des primes de rendement dans la mesure où elles n'existent pas encore. Il ne paraît pas que les grands projets mis en avant puissent aboutir à autre chose.

Il est beaucoup question enfin du projet de lois antitrusts. Mis à part l'aspect démagogique de la question ce que l'on veut surtout ce serait rétablir la libre concurrence là où elle n'existe pas afin de faire baisser les prix. L'article 419 du code pénal est insuffisant en ce sens qu'il ne prévoit pas d'introduction possible de l'instance, l'intérêt général n'étant pas représenté, un particulier ou une entreprise pouvant difficilement intenter une action sous prétexte qu'ils ont été victimes du délit de coalition. La magistrature répugne en outre à s'intéresser d'une façon générale aux problèmes économiques. Une magistrature nouvelle est donc indiquée.

Dans ce domaine encore le projet actuellement en discussion semble difficilement applicable. Il laisse à l'arbitraire gouvernemental le soin de discriminer les bonnes ou les mauvaises ententes. La procédure envisagée apparaît, d'autre part, trop compliquée. On ne voit pas là non plus d'aboutissement prochain sur le plan des réalités concrètes.

Le plus préoccupant pour le moment reste la situation des finances publiques, le déficit probable à la fin de ce premier trimestre étant plus important qu'il était prévu. La diminution du trafic sur la S.N.C.F., conséquence du déstockage, représente une diminution de recettes de plusieurs dizaines de milliards. La contre-partie en francs des crédits Marshall ne semble pas devoir atteindre l'importance prévue. Enfin l'ensemble des recettes fiscales dont 43% viennent de la taxe de transaction et de la taxe sur le chiffre d'affaires risque d'être atteint par la mévente qui se manifeste un peu dans tous les domaines.

A la commission d'enquête la situation est de plus en plus trouble. Aux appartés du président et de certains commissaires avec des témoins douteux afin de manoeuvres politiques, s'ajoute maintenant le fait qu'un des commissaires au moins était en relations d'amitié avec Peyré et qu'il a pu quitter la commission absous par ses collègues. Les manoeuvres politiques sont évidentes et s'entrecroisent : manoeuvres du R.P.F., qui a lancé l'affaire, contre le régime, manoeuvre du P.C. qui l'exploite tant qu'il peut, manoeuvre des M.R.P. contre les socialistes.

Dans ces conditions le réquisitoire excessivement dur prononcé contre les généraux perd une grande partie de son autorité morale. Ce qui ressort surtout de l'ensemble des débats, c'est la médiocrité du personnel issu du résistancialisme, qu'il s'agisse de parlementaires ou de fonctionnaires, médiocrité qui a permis le jeu personnel d'aventuriers au service d'intérêts politiques ou financiers. Fort heureusement l'impression demeure que tout cela fait déjà partie du passé et qu'il s'agit d'une liquidation.

J.G.

RESTRICTED

GRANDE-BRETAGNE :**RESTRICTED**La situation politique.

La majorité gouvernementale, qui était de six voix, est jusqu'à nouvel ordre, tombée à trois, un député ayant donné sa démission pour laisser la place au Solicitor General, Sir Frank Soskice, qui avait été battu, et deux autres étant décédés, dont les sièges paraissent beaucoup moins sûrs. A en croire le Sunday Express, M. Attlee estimerait impossible de maintenir bien longtemps la stricte discipline, qui seule lui permet de n'être pas mis en minorité à tout bout de champ. De nouvelles élections seraient dès lors inévitables à l'automne, à la fin de l'année au plus tard. En tous cas, le Labour Party se préoccupe, sans plus attendre, de regarnir ses coffres, les Trade Unions envisagent des levées spéciales, d'autant qu'il va y avoir au printemps renouvellement d'un tiers des Conseils locaux, dont le résultat pourrait avoir grande influence sur les élections législatives. Un effort tout particulier sera tenté dans les circonscriptions où des candidats travaillistes ne l'avaient emporté ou n'avaient eu le dessous qu'à un petit nombre de voix.

Parlant à la Ligue des Jeunesses travaillistes de Lowisham, M. Herbert Morrison exhortait vigoureusement, l'autre jour, les syndicats ouvriers à "se débarrasser démocratiquement, aussitôt qu'ils le pourront, des communistes installés aux positions-clés". N'ayant rien tiré des urnes, ils ne manqueront pas de se rabattre sur l'action industrielle et d'exploiter tous les niais qui sont prêts à suivre leurs conseils. On ne saurait trop avoir l'œil sur eux. Tout n'est pas pour le mieux dans une démocratie économique où des hommes voués corps et âme à la détruire exercent une autorité dominante.

L'Economist, aux yeux de qui il est clair que le Labour Party a rallié le maximum de suffrages sur lequel il peut compter et a épuisé, en légiférant à jet continu pendant cinq ans, tout ce qu'il y avait de réalisable dans son programme, l'engage à laisser là ses manuels de socialisme idéologiques pour repenser ses buts et ses méthodes dans le cadre des réalités d'après-guerre, ralliant ainsi à lui dans un grand parti de gauche toute la masse centrale d'opinion radicale et libérale, dont l'appui jusqu'ici lui a si manifestement fait défaut. Et M. Morrison serait précisément l'un de ceux sur qui il compte le plus pour cela.

Politique étrangère et défense nationale.

Le Parlement partira en vacances le 6 avril, jusqu'au mardi 18, date à laquelle Sir Stafford Cripps doit présenter son budget. Avant qu'il ne se sépare, l'opposition avait réclamé un débat sur la politique étrangère. Ce débat a eu lieu mardi; mais il n'a pas été ouvert, comme l'aurait voulu M. Churchill, par M. Bevin en personne. Celui-ci s'est borné à clore la discussion en reprenant les principaux points soulevés. Le reproche qu'on lui adresse est de traiter les questions séparément, comme on dresse une liste d'objets à laver, sans avoir de vues d'ensemble, à l'heure où, pour la première fois depuis la Révolution française, vient d'être réintroduit par la diplomatie soviétique le principe d'une politique agressive, liée à la propagande universelle d'une idée. Toutes les questions désormais se tiennent. C'est ce qu'a du moins compris le Secrétaire d'Etat Acheson.

RESTRICTED

Grande-Bretagne - 2 -

-:-

En Grande-Bretagne, c'est le silence, hormis quand un Churchill ou quelque autre questionneur intrépide soulève des problèmes d'actualité brûlante; et les invectives qui l'accueillent montrent assez qu'il a touché un point sensible, sur lequel le Gouvernement s'efforçait de masquer son indécision; et qu'est-ce, sur tous ces points, que ce système de demi-engagements et de demi-alliances ? demande encore l'Economist. Pour que l'Occident soit fort et survive, il lui faut unité, stabilité économique et politique, défense effective, et là aussi tout se tient.

On l'a bien vu, ces jours derniers, à l'occasion du vote des crédits provisionnels pour l'armée, la marine et l'aviation. Quelle politique sont-elles destinées à servir ? Quel sera leur rôle respectif à l'intérieur de l'Union occidentale ou de l'alliance Atlantique ? Les types d'avions à construire ne sont-ils pas fonction de l'aide à attendre de l'Amérique, dont les premières Super-forteresses, quatre B.29, ont atterri le 22 dans le comté de Norfolk. De même, quelle sera sur mer la division du travail entre les deux Puissances ? Est-ce de sous-marins, d'armes anti-sous-marines ou d'escorteurs qu'on aura le plus besoin ?

Quant à l'armée de terre, traditionnellement constituée par les soldats de métier de l'Armée régulière, et par les volontaires qui, sans quitter leurs occupations civiles, donnaient un peu de leur temps chaque semaine et quinze jours par an dans un camp à la préparation militaire, dans des formations recrutées sur la partie du territoire où ils résident, on sait quels bouleversements elle a subis du fait de la guerre. Peu de rengagements parmi les Réguliers, dont la durée de service a été ramonée de sept à cinq ans. Le plein emploi et les hauts salaires nuisent aux enrôlements. Le service militaire obligatoire onlève, de son côté, une partie de sa raison d'être à l'armée territoriale, dans les cadres de laquelle les soldats libérés doivent pourtant faire leurs quatre années de réserve. D'où des insuffisances d'effectifs et les profonds remaniements qu'il a fallu apporter aux unités existantes.

Criminalité et châtiments corporels.

Un autre héritage de la guerre, qui cause bien des soucis, c'est le développement de la criminalité, en particulier chez les tout jeunes gens, ceux de 14 à 18 ans, qui ont grandi plus ou moins à l'aventure, dans des foyers où manquait l'autorité du père, quelquefois même sans foyer, à travers bombardements et évacuations (34.750.000 changements d'adresses en six ans, dont 20.750.000 avant la fin de 1942). Cambriolages, violences, attaques à main armée se multiplient au point que les gens hésitent à sortir de chez eux et les femmes à ouvrir leur porte. La police n'est pas assez nombreuse. La presse quotidienne est pleine de ces faits divers. Et la Chambre des Lords a consacré à cette situation deux séances plénières, au cours desquelles sont intervenus d'anciens ministres de l'Intérieur ainsi que les plus hautes autorités juridiques. Par quels moyens intimider les criminels ? Devrait-on rétablir les châtiments corporels, la verge, non le chat à neuf queues, abolis en 1948 dans ce qui n'était peut-être qu'un accès de sentimentalité mal comprise ? Il est à remarquer que la plupart des Juges ont répondu par l'affirmative. Au Gouvernement de décider : s'il tarde à rétablir l'ordre public, le Times prévoit que la demande de rétablissement du fouet deviendra irrésistible.

RESTRICTED

Grande-Bretagne - 3 -

-:-

Seretse Khama.

Les autorités se sont décidées à publier le Livre Blanc dans l'attente duquel Seretse avait ajourné son départ. Ce document, très étendu, n'apprend pas grand'chose de neuf. Il précise la place de la tribu dans le Protectorat du Bechuabaland : 40.000 milles carrés sur 275.000 et 100.000 habitants sur 300.000. Le grand Khama étant mort en 1923 après un règne de cinquante ans, et son fils étant mort deux ans plus tard, restait pour seul héritier Seretse, alors âgé de quatre ans. Le demi-frère de son père, Tshekedi, fut chargé de la régence. Epris de progrès et d'idées nouvelles, c'est lui qui insiste pour envoyer le jeune homme finir ses études en Angleterre où, au sortir de l'Université d'Oxford, il passa ses examens de droit. En septembre 1948, il faisait part à son oncle de l'intention d'épouser une Anglaise et hâtait la date du mariage pour briser toute opposition.

Opposition du Régent, mais aussi de la tribu, qui l'affirma par deux fois à la quasi-unanimité, d'abord dans l'espoir de rendre cette union impossible, puis pour interdire à l'épouse l'entrée du territoire. A la réflexion, on s'avisa cependant que, Seretse écarté, la régence n'aurait plus de fin : perspective à éviter à tout prix; les impôts levés par Tshekedi, notamment pour des fondations d'écoles, l'ayant rendu des plus impopulaires. Aussi un troisième plebiscite, en juin 1949, mois du retour de Seretse, tournait-il à une majorité décisive en sa faveur et en celle de sa femme, qu'il amenait avec lui. Tshekedi s'exilait aussitôt, accompagné de ses partisans, dont cinq sur huit des principaux dirigeants de la tribu. Tribu qui a connu mainte querelle de famille; ce qui explique les craintes et les précautions du Gouvernement de Londres : suspension et interdiction pour cinq ans de résider sur le territoire qu'administreront directement les autorités du Protectorat assistées d'un conseil de notables.

Dans la lettre de protestation, fort bien tournée, qu'il adressait au Times avant de prendre l'avion, Seretse ne parle que du dernier vote. Il invoque l'approbation donnée par la tribu à son mariage, le souvenir de son grand-père, qui eut recours à la Reine Victoria pour le protéger contre l'invasion des Boers; le danger de troubler les bonnes relations existantes entre la Grande-Bretagne et ses amis d'Afrique ou d'Asie; l'iniquité qu'il y a à vouloir empêcher le libre choix d'un chef. "Les Britanniques ont-ils la conscience tranquille ? L'opportunisme ne l'a-t-il pas emporté sur l'intégrité politique ? De la réponse dépend, moralement et politiquement, le statut futur de la Grande-Bretagne, comme métropole du Commonwealth", conclut-il.

Fait plus grave, parce que d'ordre collectif et non plus individuel : quand le Haut-Commissaire, représentant du Roi, est arrivé pour notifier la volonté du Roi, dans la capitale de la tribu, qui compte normalement 35.000 habitants, tous s'étaient dispersés dans la brousse et n'ont pas reparu de tout le séjour de Sir Evelyn Baring, qui avait fait tout exprès en avion, chemin de fer et voiture un trajet de 1.100 milles. Manifestation étonnante de solidarité de la part d'une tribu qui continue de révéler la Reine Victoria et la Couronne britannique à l'égal du grand Khama.

A.L.

RESTRICTED

Etats-Unis - 1 -

-:-

ETATS-UNIS :Cinquante Etats en 1950 ?

L'an 1950 va-t-elle porter à cinquante le nombre des Etats de l'Union ? Nombre qui n'a pas varié depuis 1912. La Chambre des Représentants a voté l'admission de l'Alaska et de Hawaï, jumeaux inséparables, si l'on ne veut pas troubler l'équilibre des partis : car l'un élira des Démocrates et l'autre des Républicains. L'Alaska d'étendue égale à celle du Texas, n'aura qu'un député, Hawaï, deux. Mais tout Etat a droit à deux sénateurs, quelle que soit sa population; c'est même ce qui refroidit l'ardeur à en créer de nouveaux. Pourquoi accorder trois porte-parole à un pays qui ne compte pas plus de 100.000 habitants, alors qu'une circonscription de 300.000 âmes n'en a qu'un à la Chambre et une fraction au Sénat ? Pourquoi un demi-million d'insulaires auraient-ils autant de sénateurs que les huit millions de l'Ohio ou les quatorze de New-York ? Mais la faute remonte aux auteurs de la Constitution; on n'en est pas à une inégalité près; des promesses ont d'ailleurs été faites dont la violation servirait les agitateurs communistes, très actifs aux Iles Sandwich.

Ces Iles, si prospères coûtent moins au Trésor qu'elle ne lui paient d'impôts : "pas de taxation sans représentation, peuvent-elles dire à leur tour. L'Alaska n'est pauvre que pour n'avoir pas été mis en valeur. Promis à la dignité d'Etat, il lui serait possible d'emprunter et de recevoir des subventions, en particulier pour le développement des routes. On s'intéresserait davantage à ses ressources. N'est-ce pas, en outre, le seul point du continent d'où l'on puisse voir la Russie par temps clair ? Ses aérodromes font partie intégrante de la Défense nationale, s'ils laissent à désirer, c'est en grande partie par suite de la faiblesse économique et politique du territoire. A 2.400 milles de la côte Ouest, Hawaï n'est pas moins essentiel à une sécurité qui exige aujourd'hui des bases très avancées. Qui pourrait soutenir, au siècle de l'aviation, que la contiguïté est une condition indispensable pour obtenir l'honneur de prendre place sur la bannière étoilée ?

Le général Eisenhower et la Défense nationale.

Cette Défense nationale, dont les deux postulants se font un argument si puissant, elle vient d'arracher un cri d'alarme au grand stratège de la deuxième guerre mondiale, le Général Eisenhower. "Nous avons désarmé beaucoup plus que ne le veut notre sûreté; tant que nous n'avons pas la certitude que tous les autres en font autant", déclarait-il l'autre jour à New-York. Et il déplorait en même temps la tendance à compter pour rien les amis d'Occident, parce qu'ils n'ont ni la force du nombre, ni celle des armes. Les Etats-Unis doivent être en mesure de les aider aussi bien que de se défendre eux-mêmes, à moins de renoncer à leur idéal de liberté. Ce ne sont pas des colloques entre grands personnages ni des signatures de papiers qui établiront une paix réelle à l'époque où nous vivons mais un climat d'entente et de coopération internationale, appuyée sur une police qui représente toutes les nations et qui soit acceptée et respectée de toutes.

RESTRICTED

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R006900230001-9

La sous-commission sénatoriale des crédits militaires a demandé à l'entendre pour savoir au juste à quoi il faisait allusion, ayant pris lui-même une grande part à la préparation du budget de 1951, dont il soutenait encore les dispositions le mois dernier dans une séance à huis clos. Le Secrétaire à la Défense Louis Johnson n'a pas manqué d'insister sur ce fait en réponse aux critiques qui lui reprochent d'avoir poussé les mesures d'économie à un point qui compromet la sécurité nationale.

Les attaques contre le Secrétaire d'Etat Acheson.

Défense et diplomatie se touchent. Qu'il y ait au Département d'Etat des membres du parti communiste (57, a-t-on précisé d'abord; ensuite, 81) et que le Secrétaire d'Etat en personne soit un "mauvais risque", c'est ce que s'acharnent à affirmer les Républicains du Sénat, conduits par celui que les électeurs du Wisconsin ont en 1946 donné pour successeur à M. Robert La Follette, et qu'on a surnommé "le Robespierre de pacotille", M. Mc Carthy, tandis que son chef de file, le sénateur Wherry dénonçait l'influence prise par M. Acheson dans le rôle d'idole des agitateurs d'extrême-gauche qui veulent à tout prix l'apaisement avec la Russie; influence telle que le Président n'ose pas se débarrasser de lui, de peur de perdre le soutien de ce groupe aux élections de novembre prochain et à celles de 1952.

La bataille se poursuit à la sous-commission pour avoir communication des dossiers secrets du Département d'Etat, du Bureau Fédéral d'Investigation et de la Commission des services civils; ce qui de George Washington à Théodore Roosevelt et W.H. Taft, est contraire à tous les précédents. On ne les aura pas par la force, a dit le sénateur Tydings, qui préside la sous-commission. Peut-être le Département d'Etat les communiquera-t-il volontairement, pourvu que rien n'en soit divulgué et que cela ne crée pas un précédent. Aura-t-on l'autorisation de M. Truman? Comme l'a observé le sénateur Mahon, les Républicains sont bien moins désireux de voir les dossiers que de se les voir refuser par l'Administration.

Leur méthode est d'ailleurs excessivement simple: ils procèdent par association. Prenons le cas de M. Winston Churchill: il est membre de l'Eglise d'Angleterre, dont un haut dignitaire, le Doyen de Cantorbéry a pour les communistes des sentiments bien connus. Il siège à la Chambre des Communes, où il a eu pendant quinze ans pour collègue le communiste Gallacher. Il a participé pendant la guerre aux réunions des Trois en compagnie du communiste bien connu Joseph Staline. Il a offert au Gouvernement de la Russie soviétique toute l'aide économique et technique qui était en son pouvoir. Il appartient à ce parti conservateur dont un membre a été à l'Etat-major du maréchal Tito, à qui il reconnaissait de grandes qualités et à qui M. Churchill lui-même a adressé une lettre pleine d'éloges. Est-il encore besoin d'autres preuves?

Celles que M. Mc Carthy se propose de soumettre à la sous-commission seront apparemment du même ordre. Ce n'est pourtant pas sans conséquences. L'un des hommes qu'il a ainsi compromis a demandé à être entendu cette semaine, sa famille et lui-même ayant été victimes de toutes sortes d'incidents humiliants et ayant été l'objet d'une pétition qui tend à les mettre au ban de leur village.

RESTRICTED

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R006900230001-9

Etats-Unis - 3 -

-Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R006900230001-9

Le terme d'hystérie n'a certes rien d'exagéré. Le Président Truman n'entend pas se séparer d'un collaborateur dont le choix a toujours été considéré comme un des plus heureux qu'il ait jamais fait et qu'il aurait peine à remplacer. Il n'en est pas moins vrai que l'action du Secrétaire d'Etat se trouve contrecarrée par cette furieuse campagne de calomnies.

L'assistance à l'Europe et les surplus agricoles.

Au sein même du Congrès, il en résulte une nervosité qui menace d'affecter toute l'activité législative, notamment le vote des crédits de l'ECA, objet d'un pressant appel du Président Truman, la véritable sécurité, répéto-t-il, étant affaire non pas seulement des forces armées, mais de l'ensemble des conditions dans lesquelles vivent les nations du monde. Aussi faut-il voter intégralement le montant demandé.

Le Sénat a rejeté la proposition de la Chambre d'amputer ce montant d'un milliard de dollars dont l'équivalent serait fourni sous forme de denrées agricoles. Les quatre principales organisations de fermiers ont d'ailleurs été les premières à protester contre un tel cadeau, dont l'effet serait infailliblement d'apporter de l'eau au moulin des adversaires du plan Marshall qui ne veulent voir dans ce plan qu'un moyen commode pour les Etats-Unis de faire de l'Europe le dépotoir des produits dont eux-mêmes ne savent que faire.

Ce problème des surplus sur lequel PERSPECTIVES a plus d'une fois attiré l'attention prend des dimensions de plus en plus embarrassantes 5,8 millions de balles de coton, alors que la production est de 16 millions et la consommation de 14, 500.000 boisseaux de blé reportés de la dernière saison; des oeufs, du beurre, du lait en poudre, des pommes de terre. La Commodity Credit Corporation a \$ 4 millions investis en denrées, dont un quart en blé et un quart en coton; elle en aura bientôt, \$ 6,3 si le Congrès porte sa dotation à \$ 6,8 millions. Il semble qu'on produise de propos délibéré plus qu'on ne peut vendre. La politique de soutien des prix, conçue à l'origine comme un moyen de lutte contre le chômage, est devenue un facteur de surproduction.

C'est assurément là un des éléments malsains de la situation; l'autre étant le financement exoessif par l'Etat d'entreprises immobilières qui menacent de dépasser bientôt les besoins, et, d'une manière plus générale, la surabondance de crédits à la consommation, surtout depuis le début de 1949, et qui, au rapport de la Federal Reserve Bank de New-York, commence à préoccuper sérieusement les milieux bancaires.

A.L.

L'évolution de l'Allomagne de l'Est n'offre aucun intérêt dans les grands lignes de sa politique, bien faciles à prévoir, aussi serait-il inutile de commenter la mise au pas "proprio motu" qu'effectuent les partis prétendus bourgeois acceptant le système de la liste unique préconisé par le parti d'Unité Socialiste pour les prochaines élections. Par contre il est nécessaire d'insister sur l'accord qui vient d'être passé entre l'usine des "Reichswerke" de Watenstedt (soumise au démontage des Britanniques) et la Direction du Commerce Intérieur de Zone orientale car cet accord envisage une augmentation des ventes desdites usines vers la Zone Orientale et apporte ainsi indirectement un appui sérieux de l'Est allemand à la résistance des ouvriers de Watenstedt-Salzgitter aux démontages britanniques. Le fait doit être souligné au moment où vient de se commémorer le trentième anniversaire du Putsch Kapp.

Certaines précisions viennent d'être données sur la façon dont a été "neutralisé" par les Soviets, le Président de la République de l'Est Wilhelm Pieck, en raison de la popularité trop grande dont il était l'objet dans les milieux populaires de toute l'Allomagne. L'isolement dans lequel il est maintenu, sous la surveillance de son secrétaire Walter Bartel, aurait provoqué une scission latente dans le Politbüro allemand Ulbricht, Jendretzki et Franz Dählem étant dévoués aux intérêts du Kominform et les autres, parmi lesquels Grotowohl, Morkor, Ackermann et Ebert restant fidèles à Pieck et aux anciens mythes du "Spartakismo".

L'aide de l'Allomagne occidentale à Berlin-Ouest.

A Bonn le gouvernement fédéral a décidé certaines mesures d'urgence à l'égard de Berlin, considéré comme "territoire en détresse". De fait, depuis le début de l'année 1949, 144.000 chômeurs nouveaux se sont fait inscrire. Le cabinet de M. Adenauer, chancelier fédéral, a pris la décision d'attribuer les adjudications officielles aux entreprises berlinoises par priorité, dans la mesure où les devises ne dépasseraient pas de 5% ceux qui seraient présentés par des firmes occidentales; de plus, 15 millions DM. seront mis à la disposition de Berlin-Ouest pour la construction d'habitations. Mesures qui emportent l'accord unanime de tous les Allemands de l'Ouest, et notamment de la presse socialiste. Celle-ci est beaucoup plus sévère à l'égard de la faiblesse montrée par le gouvernement fédéral (et par les services de surveillance alliés) devant la diffusion sur une grande échelle, en territoire allemand, d'organes nazis, tels "Der Weg" et "Die Brücke", journaux édités à Buenos-Aires, et qui sont utilisés d'ailleurs par Franz Thyssen pour réclamer au gouvernement militaire britannique des dommages-intérêts en raison des démontages intervenus dans les "Fritz Thyssen Hutte".

Les personnages non-officiels discutent de l'Allemagne.

Bien que, dans son "programme en sept points", M. Acheson ait douloureusement avoué que les Etats-Unis étaient "las de jouer le rôle de l'idiot international", et bien que les offres nuancées d'exigences du Chancelier Adenauer aient été assez mal reçues par les milieux officiels de Londres et de Paris, les "officiels" se sont précipités au secours de cette proposition allemande. D'une part M. Churchill a cru devoir, le 16 mars, établir un plan de défense occidentale où l'Allemagne trouvait sa place et jouerait son rôle;

Allemagne

-:-

d'autre part le Général de Gaulle a estimé le moment favorable pour une déclaration qui permet au "Tagesspiegel" d'annoncer : "De Gaulle fait la cour à Adenauer".

Les déclarations de Churchill ont trouvé en Allemagne de l'Ouest un accueil particulièrement réservé, sauf - et cela va de soi - chez le Chancelier Adenauer qui y voit un moyen de faire participer l'Allemagne occidentale au système de sécurité de l'Ouest. Il semble que l'opinion générale des Allemands à l'égard de ce projet puisse se résumer par la réponse joyeusement ironique du leader socialiste Carlo Schmid. "Les Allemands ont remporté une seule victoire en 1945 : la victoire sur le corporatisme; qu'on la leur laisse".

L'Allemagne de l'Ouest n'est pas l'Allemagne.

Tandis que la presse allemande de l'Ouest s'étend largement sur la déclaration du Général de Gaulle, la presse de zone orientale insiste sur le "caractère tragique des rapports franco-allemands" et dénonce l'action de M. François-Poncet qui, sur le Petersberg, développe avec le collaborateur Adenauer son plan d'union européenne, exactement comme son collègue Abetz l'avait fait avec Laval ("Berliner Zeitung" 15/3). Ces notes et leurs divergences de vues doivent être soulignées à une époque où il est question de conversations internationales et où, de l'Ouest allemand, des sondages sont faits sur l'Allemagne Orientale pour des élections générales, ou tout au moins pour un "gentleman agreement" sur le plan économique et politique entre deux portions d'un Etat qui doivent finir par se retrouver. La légende d'une Allemagne définitivement coupée en deux, et celle d'un Etat allemand résolu à servir de bastion à l'Occident, ont des légendes qui ont la vie dure. S'il est simplement artificiel de spéculer sur l'éternisation d'un simple "Statut quo" dans une Allemagne découpée qui sera un jour une Allemagne unie, le jeu devient particulièrement dangereux quand on veut limiter le jeu politique de notre pays à une seule conversation franco-allemande avec un interlocuteur qui exige après avoir offert et dont l'avenir immédiat nous demeure inconnu.

L.T.

TCHÉCOSLOVAQUIE :

La Tchécoslovaquie, qui ne faisait plus guère parler d'elle depuis quelque temps, revient ce mois-ci au premier plan de l'actualité. Elle a mené de front ces derniers temps la lutte contre l'Eglise (en particulier expulsion du dernier représentant officiel du Vatican à Prague), les procès d'espionnage et l'épuration intérieure.

Le procès Louwers à Prague a succédé aux procès Robineau à Szczecin et Vogelaar à Budapest. Il s'agit cette fois d'un industriel hollandais qui s'occupait d'affaires de textiles artificiels et fut accusé non pas tant de sabotage et d'espionnage que plus vaguement de "conspiration capitaliste". Assorti d'une dizaine de comparses tchèques, il a plaidé coupable et mis en cause des diplomates de son pays dont le gouvernement de Prague a naturellement demandé le rappel immédiat.

RESTRICTED

Tchécoslovaquie

-1-

La dernière vague d'épurations.

Pour ce qui est de l'épuration intérieure, une importante session du Comité Central du Parti communiste tchécoslovaque s'est tenue fin février à Prague, en présence des députés et les hauts fonctionnaires membres du parti. Cette session a surtout été marquée par les discours du président Gottwald et de M. Ladislav Kopriva, qui ont l'un et l'autre insisté sur la nécessité d'une vigilance accrue à l'intérieur du parti. M. Kopriva a, en particulier, donné des éclaircissements sur les cas de M. Vilem Novy, ancien rédacteur en chef du Rude Pravo (organe central du P.C. tchécoslovaque) et membre du Parlement, et de M. Milan Reiman, haut fonctionnaire à la présidence du Conseil; le premier, accusé de contacts coupables avec "une personnalité étrangère", a été relevé de ses fonctions il y a deux mois, et le second, mis en cause pour avoir pris connaissance de documents importants qui n'avaient pas de rapport avec ses fonctions propres, s'est suicidé quand on lui demanda de s'expliquer à ce sujet.

On sait par ailleurs que M. Loebl, récemment encore secrétaire d'Etat au commerce extérieur, a disparu de la vie publique, et surtout que M. Clementis vient de démissionner de son poste de ministre des Affaires étrangères. Toutes ces affaires, sauf sans doute la dernière, ne sont pas sans relations avec la "déviation" nationaliste et titiste qui a déjà fait l'objet de quelques procès retentissants. Plus concrètement, il est possible qu'un curieux personnage, disparu l'été dernier alors qu'il se trouvait en Tchécoslovaquie, y ait joué un certain rôle : il s'agit de l'américain Noël Field, intellectuel gauche mis en cause au procès Rajk comme agent des services secrets des Etats-Unis et ami de Tito, et dont on reparlera probablement d'ici peu.

En ce qui concerne le départ de M. Clementis, il est encore trop tôt pour en juger avec exactitude. Tout ce qu'on peut dire, c'est que le remplacement de l'avocat Clementis par le fils de cheminot Siroki, président du parti communiste slovaque jusqu'à sa dissolution en 1948 dans le parti tchécoslovaque, et actuellement vice-président du conseil, marque un raidissement de la politique extérieure tchécoslovaque. C'est en même temps une première application du plan de prolétarianisation du parti, dont parlait dans son discours M. Kopriva.

Un discours de M. Gottwald.

Quant au discours de M. Gottwald à cette session de février du Comité Central élargi, il est suffisamment important pour qu'on s'y arrête quelque peu. Le président à la fois de la République et du parti communiste tchécoslovaque y a fait le point de la situation internationale et intérieure telle qu'elle lui apparaît. Il a brossé d'abord le tableau habituel des récents succès du camp socialiste, au nombre desquels il n'a pas hésité à compter avec une certaine audace dialectique la dénonciation de la "clique Tito". Il a, d'autre part, étudié les problèmes de politique intérieure en fonction des dix objectifs officiellement fixés par le neuvième congrès du P.C. tchécoslovaque en mai dernier; de cet examen, il faut retenir un certain nombre d'idées-forces qui expriment les problèmes et les perspectives actuels de l'ensemble des "démocraties populaires" d'Europe tels qu'on peut les inférer de différents discours et décisions : développement prioritaire de l'industrie lourde en vue d'un équipement massif, introduction du socialisme à la campagne,

RESTRICTED

Hongrio

-1-

par le moyen des coopératives de production, des fermes d'Etat et des stations de machines et tracteurs, lutte contre le haut-clergé catholique et le Vatican que l'on s'efforce d'isoler à la fois du bas-clergé et des autres Eglises, enfin démocratisation de l'Etat par la réforme des collectivités locales (généralisation du régime des comités élus) et démocratisation du Parti par la critique et l'autocritique de tous les responsables; ces deux derniers points, qui peuvent surprendre, s'expliquent sans doute par la volonté d'assouplir les rouages de la vie publique et d'éviter les scléroses bureaucratiques qui menacent toujours les révolutionnaires nantis.

HONGRIE :Les mesures de "clémence".

Ce sont effectivement à peu près les mêmes thèmes que M. Mathias Rakosi, secrétaire générale du parti des travailleurs hongrois, a développé au cours d'une séance plénière du comité central de son parti tenue également en février, en y ajoutant toutefois des menaces particulières à l'égard des "espions" occidentaux.

Ces menaces n'ont d'ailleurs pas empêché que des mesures de clémence viennent d'être décidées à Budapest, qui sont sans doute le premier signe d'un prochain apaisement dans les "démocraties populaires" après les épurations systématiques de ces derniers mois et les deux séries de grands procès Nixte-Rajk-Kostov d'une part et Robineau-Vogeler-Louwers d'autre part. Il s'agit, à l'occasion de la fête nationale du 5 avril (anniversaire de la libération), d'une large amnistie pour les "crimes et délits politiques, économiques et de droit commun", de l'autorisation valable jusqu'au mois d'octobre à tous les émigrés de regagner leur pays sans dommage, et de l'abrogation de certaines mesures discriminatoires que subissait la minorité allemande qui contrairement aux projets initiaux n'a pas été expulsée. Si ce ne sont pas là seulement des mots, peut-être faut-il y voir l'annonce d'une certaine atténuation dans ce secteur de la guerre froide.

G.B.

ETUDES ET ARTICLES

IL EST NECESSAIRE DE PENSER

RESTRICTED

Que l'Occident soit en plein désarroi cela ne fait pas de doute : désarroi moral, intellectuel, politique, désarroi aussi dans les domaines d'application, qu'ils soient économiques, financiers ou militaires.

L'été dernier le Président Truman, au cours d'une déclaration publique, exprimait l'opinion que la guerre froide était gagnée. Il y a quelques jours dans le New York Herald du 24 mars, M. Walter Lippmann concluait, implicitement au moins, qu'elle était perdue. De fait, il dressait un bilan suggestif des défaites diplomatiques essuyées par l'Occident ces derniers mois : effondrement de l'influence occidentale en Chine, désunion au sein du pacte Atlantique, reconnaissance d'une Allemagne et d'un Japon nationalistes, cinq à peine après les capitulations sans conditions, rupture enfin de l'équilibre des forces en faveur des Soviétiques, depuis qu'ils possèdent la bombe atomique.

De ce train le monde occidental glisse rapidement vers la décomposition, et, s'il y a guerre, vers la défaite. La défaite signifierait - il n'y a pas à mâcher les mots - la fin d'une forme de civilisation chère à tous les Occidentaux, l'asservissement à des états totalitaires et policiers eux-mêmes inféodés à Moscou, en bref l'esclavage. Cependant l'Occident possède toutes les ressources nécessaires, morales et matérielles, pour arrêter le glissement. Mais il est temps qu'il se ressaisisse, c'est-à-dire qu'il s'organise, qu'il définisse exactement ce qu'il veut, qu'il fixe, en fonction du but à atteindre, la ligne de conduite à suivre, enfin qu'il s'y tienne et rassemble les moyens adéquats en effectuant l'effort correspondant.

&

& &

Les contradictions sont partout. D'abord dans le domaine moral et intellectuel. L'Occident défend, dit-il, la liberté de croire et de penser. Cependant aux Etats-Unis l'idéologie communiste est considérée comme hérétique et tout communiste comme un agent de l'ennemi. Une commission spéciale cherche à détecter les sympathisants marxistes. Elle en découvre plusieurs dizaines au sein même du Département d'Etat. Les Occidentaux se dressent-ils contre l'impérialisme moscovite ou contre une nouvelle doctrine sociale ?

Au juste que préconisent-ils ? Quel est leur idéal ? Le christianisme ou la technocratie ? L'américan way of life ou l'humanisme ? La coca-cola et les frigidaires ou une certaine façon de penser et de vivre ?

Sur le terrain politique les Occidentaux sont-ils des démocrates libéraux ? Quid de l'Espagne fasciste de Franco et de la Yougoslavie totalitaire du maréchal Tito qu'ils cherchent à englober dans leur système ?

Et que vont-ils faire de l'Allemagne et du Japon ? Les maintenir dans l'état actuel ? C'est pratiquement impossible. Les transformer en alliés, ce qui peut être dangereux ou les rejeter dans le camp adverse, ce qui le

RESTRICTED

-1-

serait davantage encore ? Après avoir rééquipé les Allemands et les Japonais vont-ils renoncer à les défendre et leur interdire de se protéger par leurs propres moyens ? Vont-ils les neutraliser ? Mais cela ne dépend pas d'eux seulement.

Sur le plan économique - nous avons déjà eu l'occasion de souligner cette contradiction - les Etats-Unis disent agir dans l'intérêt de l'Europe occidentale alors que leur intérêt propre est d'abord en question, plus exactement celui de la communauté Atlantique. Cette communauté est-elle une association entre égaux ou un accord de tutelle entre puissance protectrice et puissances protégées ?

Sur le plan monétaire les organismes de Bretton Woods déjà en grande partie dépassés sont-ils destinés à imposer le dollar moyen de paiement international, à susciter dans le monde entier une soif inextinguible de monnaie américaine ou à favoriser le retour de la prospérité en Occident ?

Sur le plan militaire enfin où en est-on, que veut-on ? Tout le système de défense de l'Occident reposait sur l'hypothèse que les Russes ne disposeraient pas de bombes atomiques avant 1952, que la puissance de l'aviation et de la marine soviétique serait toujours inférieure à la puissance de celles des Etats-Unis.

Cependant les Russes ont maintenant des bombes atomiques et le général Bradley, président du Comité des chefs d'Etat-major, vient d'exprimer l'opinion qu'en temps de paix les Etats-Unis ne pouvaient pas s'attendre à rivaliser avec les forces rouges, sur mer et dans les airs, pas plus que sur terre. De fait, les Américains ne disposent actuellement que de 10 divisions réparties sur toute la surface du globe et ne disposeraient, semble-t-il, en temps de guerre que de 25 au bout de six mois, alors que l'U.R.S.S. en met déjà en ligne 150 à 200 et qu'elle doublerait ce nombre en cas de guerre. N'est-on pas cependant unanimement d'accord pour considérer comme décisifs les huit premiers jours d'un éventuel conflit. Et qu'est cette organisation militaire qui place l'Europe en pointe sans assurer sa protection ?

Ce qu'il y a de plus grave enfin n'est-il pas que le désarroi occidental nous conduise peu à peu à l'adoption des méthodes même de l'adversaire éventuel, c'est-à-dire à l'abandon progressif de la liberté, à la multiplication des polices et des contrôles, considéré comme le seul moyen de défense efficace. Ainsi l'ennemi est dans la place avant qu'elle soit investie et tout risque d'être perdu sans qu'il y ait même conflit. Ce n'est pas la Grèce conquise qui s'empare du fer du vainqueur; c'est la Grèce encore libre qui, de ses propres mains forge avant la bataille, les fers qui l'asservissent.

&

& &

Malgré toutes ces contradictions les Occidentaux, ce n'est pas douteux, ont un idéal commun. Peut-être n'est-il pas facile à définir. Il se résume cependant en un seul mot : liberté.

Ce qu'il faut entendre par "liberté" a été précisé par le président Roosevelt dans son message au Congrès du 6 janvier 1941 :

RESTRICTED

-:-

Ce sont les quatre libertés essentielles : la première est la liberté de paroles et d'expression, la deuxième, la liberté de prier Dieu à sa guise, la troisième et la quatrième sont des libérations plutôt que des libertés, des libérations dont nous ne jouissons pas encore mais dont nous espérons jouir un jour : la libération de la misère, c'est-à-dire la possibilité pour chacun de mener une vie saine et paisible, la libération de la peur, c'est-à-dire une réduction générale des armements, "réduction si complète et si totale sur toute la surface de la terre qu'aucune nation ne soit en mesure de commettre un acte d'agression contre aucune autre nation, ou que ce soit, dans le monde entier".

La conquête de ces quatre libertés, ajoutait le président Roosevelt, "n'est pas un rêve chimérique et lointain, mais une possibilité actuelle, réalisable dans notre temps et par notre génération. C'est exactement l'opposé du soi-disant ordre nouveau et de la tyrannie que les dictateurs cherchent à imposer à coups de bombes".

&

& &

Pour qu'effectivement ce rêve ne soit pas chimérique, pour que les libertés ainsi définies ne restent pas des vœux d'esprit, pour "qu'elles combattent avec leurs défenseurs", il faut d'abord que ceux-ci aient une claire conscience de ce qu'ils défendent. Il faut ensuite qu'ils mettent sur pied une défense totale morale, intellectuelle, économique, militaire, valable pour tous et partout, en Europe et ailleurs.

Chacun depuis 1945 absorbé par le souci de ses intérêts propres a perdu de vue l'ensemble. Les Etats-Unis ont surtout cherché à gagner des dollars, plus exactement à préparer le terrain en vue d'en gagner. La Grande-Bretagne s'est efforcée - en vain - mais non sans inconvénients pour les autres, de ne pas perdre son rôle de puissance directrice. La France, affaiblie s'est concentrée sur ses affaires intérieures, ignorant l'évolution mondiale, restant obnubilée par le problème allemand. Personne parmi les dirigeants à Washington, à Londres ou à Paris, "n'a pensé planète sous l'angle occidental". C'est de cela justement qu'il s'agit. Il faut repenser la situation. Pour penser il faut des penseurs. Ce ne peuvent être ni les hommes politiques assaillis par les préoccupations quotidiennes : leur parti et leurs électeurs, ni les hauts fonctionnaires absorbés par leur tâche administrative, trop souvent limités à des spécialisations étroites. Ce ne peuvent être que des hommes libres dégagés de toute responsabilité immédiate, chargés uniquement de réfléchir et de concevoir pour l'ensemble de la communauté Atlantique.

Il ne s'agirait pas de quelque chose d'entièrement nouveau. Le cadre existe : le pacte Atlantique. M. Robert Schuman vient de le souligner, il serait opportun de ne pas limiter le Pacte au domaine strictement militaire, de l'élargir, de le transformer. Un embryon d'organisme existe aussi qui pourrait au moins servir de modèle : le bureau des plans qui fonctionne à la Maison Blanche à côté du président Truman. Il a été fondé par le général Marshall : il pensait que le Président et le Département d'Etat avaient besoin d'un groupe d'hommes entièrement placés en dehors de la conduite immédiate des affaires, ayant pour mission de penser, de conseiller quant à l'orientation de politique générale.

RESTRICTED

Il est nécessaire de penser

-:-

Un bureau de ce genre pourrait être organisé pour tout l'Occident. Il comprendrait un petit nombre de personnes, une trentaine au maximum. Il pourrait être divisé en deux sections : l'une d'information, l'autre des plans proprement dits. Il siègerait tantôt à Washington, tantôt à Londres, Paris ou même dans telle autre capitale. Il aurait un délégué permanent auprès du chef de l'exécutif de chaque gouvernement. Il opérerait par recommandation, en vertu des directives très générales qu'il aurait élaborées.

Son premier souci serait de déterminer la position exacte des pays de l'Europe occidentale à l'intérieur de la communauté Atlantique et dans cet ordre d'idée de modifier le pacte en l'adaptant à la réalité. Les pays de l'Europe occidentale dans l'intérêt même de l'Occident devraient sans doute être libérés de certaines obligations.

Certes, ce schéma n'a rien d'absolu. D'autres organisations sont possibles. Mais l'essentiel demeure : mettre fin au désarroi actuel, être bien convaincu qu'il faut en sortir et pour cela qu'il est nécessaire de penser.

J.G.

RESTRICTED

LA SITUATION ECONOMIQUE DU VIETNAM

En 1949, l'économie du Vietnam a réalisé des progrès limités, mais certains - et cela en dépit du raidissement de la résistance du Viet-Minh. Ces progrès se sont traduits en particulier par une augmentation de la production agricole et industrielle. Ils sont liés, pour une part, à la nouvelle stratégie des troupes franco-vietnamiennes, qui visent désormais des objectifs économiques. L'approvisionnement s'est amélioré.

Mais le commerce extérieur reste très déficitaire et la confiance dans la piastre n'est pas restaurée. La situation reste difficile.

L'attention du public métropolitain, à propos de la situation en Indochine, se concentre d'ordinaire sur les événements politiques, militaires, financiers. Elle néglige trop souvent l'aspect économique du problème. Il est évident pourtant qu'au fur et à mesure que la guerre traîne en longueur, ce dernier facteur prend de plus en plus d'importance.

Les rebelles du Viet-Minh, incapables d'emporter autre chose que des succès épi-
sodiques de guérilla, cherchent à troubler le plus profondément possible la
vie économique du pays, dans le but de nous aliéner la paysannerie anamite.
De son côté, l'armée française n'étant pas assez nombreuse pour occuper en
force tout le pays, doit viser à couper l'approvisionnement en vivres des
bandes viet-minh et à les empêcher de se procurer des subsides.

Cette stratégie, dont nous avons exposé les grandes lignes dans Pers-
pectives (N°41 du 19/1/49) semble avoir été appliquée de plus en plus systéma-
tiquement au cours de l'année 1949 par les autorités militaires françaises.
Elle semble avoir donné déjà des résultats substantiels du point de vue agri-
cole, commercial et financier.

La nouvelle stratégie et l'économie de la zone vietminh.-

Il existe, en effet, un grand contraste entre la situation des grands
centres portuaires et urbains ainsi que des zones contrôlées par le gouverne-
ment régulier et celle des régions qui sont plus ou moins sous la coupe des
rebelles Viet-Minh.

RESTRICTED

La situation économique
du Viet-Nam

-:-

Là où règne le Viet-Minh, l'année 1949 a marqué une grave détérioration. En 1949, en effet, le commandement français a enfin apporté quelque attention à l'aspect économique des opérations. Il lui a fallu relativement peu de temps pour s'apercevoir que le thème général de son action était exactement à l'envers de ce qui était souhaitable et de ce que certains spécialistes anciennement établis dans le pays, conseillaient de faire depuis longtemps.

Alors qu'on s'efforçait à grand'peine d'assurer la circulation du paddy dans la partie Ouest du Delta cochinchinois, on abandonnait au Viet-Minh le delta peuplé et fertile du Tonkin. On a enfin compris qu'il fallait, au contraire, abandonner à elles-mêmes les provinces de l'Ouest cochinchinois en renonçant à une exportation de riz forcée, et chasser du delta tonkinois l'organisation Viet-Minh qui y prélevait abondamment ressources, main d'oeuvre et combattants.

Les résultats de cette action tardivement entreprise ont été immédiats et pour les communistes, désastreux. Le Viet-Minh manque de piastres. Il en transporte moins sur la place monétaire de Hong-Kong où il les échangeait contre des devises. Il manque aussi de moyens de transfert entre les divers points des surfaces qu'il contrôle. Il s'ensuit des difficultés d'approvisionnement en médicaments, produits chimiques et métallurgiques, un véritable retour à une économie du Moyen-Age et des disparités considérables entre le pouvoir d'achat de la piastre Viet-Minh suivant les cantons. Dans l'ensemble, le change de la piastre Viet-Minh est passé de 2,5 à 12 et parfois même 15 pour une piastre indochinoise. Au Tonkin, le pouvoir d'achat de la piastre Viet-Minh qui continue à décroître régulièrement, peut être évalué au vingtième d'une piastre indochinoise. L'écroulement monétaire qui se dessine ainsi devrait, si les circonstances extérieures ne viennent pas le corriger, faire présager un échec prochain de l'entreprise communiste.

L'agriculture.-

On a noté en 1949, dans la zone contrôlée par les troupes franco-vietnamiennes, une augmentation assez sensible des superficies cultivées en riz, qui restent cependant très inférieures aux chiffres d'avant-guerre. C'est ainsi que dans le Sud Viet-Nam, les superficies ensemencées pour la campagne 1949-50 atteignent 1.195.270 hectares en regard de 1.103.000 ha en 1948-49 et d'une moyenne d'avant-guerre de 2.194.000 ha. Le pourcentage par rapport à l'avant-guerre, qui n'atteint encore en moyenne que 54 % en 1949-50 (contre 46 % en 1948-49) est très variable selon le degré de pacification des provinces. C'est ainsi qu'il atteint 92 % dans la province de Goocong et seulement 14 % dans celle de Hatien. Les rendements s'annoncent bons. Ils sont plus faibles dans le Nord Viet-Nam; mais une bonne récolte de riz gluant (servant uniquement à l'alimentation de la population indigène) compense en partie la médiocrité de la production de riz ordinaire. Fin novembre dernier, les superficies ensemencées en riz dans les zones contrôlées du delta tonkinois s'élevaient à 78.000 ha, en regard de 64.000 ha en 1948-49 et de 111.900 avant 45. On sait qu'au cours des derniers mois, de nouvelles provinces ont été libérées dans cette région.

RESTRICTEDla situation économique
du Viet-Nam

-:-

Dans le Sud Viet-Nam, la récolte des arachides de 2ème campagne est terminée; le rendement est bon dans la région de Thudaumot.

Sauf dans la région de Mytho où les soins d'entretien courants sont donnés aux cocoteraies, peu de plantations sont entretenues. Dans cette même région, la baisse des cours des noix de coco qui s'était produite en novembre ne s'est pas maintenue et les prix sont à nouveau ceux pratiqués en octobre.

La récolte du tabac est en cours à Mytho, Bentre, Thudaumot, où le rendement à l'hectare est de 600 à 800 kg de tabac haché. Les superficies cultivées en poivre sont en régression; cette culture est abandonnée dans la région de Rachgia. Dans la région de Thudaumot, la cueillette a été effectuée avant maturité pour profiter des prix avantageux; l'entretien des poivriers y est insuffisant.

La récolte de certaines variétés de fruits est en cours (agrumes, kaimites, sapotilles). Dans la région de Tanan, une extension marquée des cultures de bananiers est signalée. Les cultures maraîchères se développent également de façon appréciable et la production s'intensifie du fait des prix élevés et d'une rentabilité rapide.

Pour les plantations d'Indochine (d'une surface supérieure à 500 ha) la production de caoutchouc en 1949 a atteint 43.400 t., chiffre sensiblement égal au montant correspondant de 1948 (43.9000 t.). La production du mois de décembre, en augmentation appréciable, avoisine 5.000 t. Les milieux spécialisés considèrent que ces résultats représentent un maximum, en égard aux conditions qui ont prévalu dans l'Union indochinoise au cours de l'année sous revue. L'embarquement du caoutchouc indochinois destiné à l'opération de troc contre du sucre américain est en cours. Sur le marché international, la hausse des cours du caoutchouc rapproche ceux-ci des prix demandés par les planteurs de l'Indochine.

L'approvisionnement intérieur et les prix.-

La faculté de se ravitailler en produits du pays est en amélioration pour trois raisons:

1°) La sécurité des communications est meilleure; les échanges sont plus sûrs et la prime au danger tend à diminuer.

2°) Un certain rééquipement s'est effectué dans les moyens de transport, surtout dans les transports terrestres et aériens, mais le déficit dans la batellerie fluviale en Indochine est encore considérable et poserait un grave problème si la paix intérieure revenait.

3°) Le milieu humain a tendu à s'adapter à la situation extraordinaire du moment, en particulier autour des grands centres. C'est ainsi que des zones autrefois peu cultivées ont été livrées par des populations déplacées à des maraîchages importants qui contribuent à l'approvisionnement des villes.

RESTRICTED

La situation économique
du Viet-Nam

-:-

Le pouvoir d'achat intérieur de la piastre a donc vu ralentir le mouvement qui l'affaiblissait. L'indice du coût de la vie pour les Indochinois de la classe moyenne à Saigon, qui s'était élevé de 48 % en 1948, n'a monté que de 13 % en 1949. L'indice de la classe ouvrière qui s'était accru de 42 % n'a monté que de 5 % en 1949 et même une baisse de 4 % s'est manifestée à partir du mois de juin.

Ces indices de prix se retrouvent donc au coefficient 37 par rapport à 1939. Mais il n'est pas mauvais de relever que ce coefficient élevé est dû surtout à l'action de l'indice partiel "logements" qui atteint le chiffre catastrophique de 56, tandis que l'alimentation et l'habillement dépassent 35.

Ces indices tiennent compte évidemment des prix réels que paie le consommateur, c'est-à-dire des prix "marché noir". En ce qui concerne les étoffes et le logement, le manque de logement dans les grands centres urbains est très aigu et impose des désagréments considérables à la population ouvrière. Quant à l'habillement, il y a peu de temps que les tissus de coton se vendent aux prix normaux. Le prix du logement et celui de l'habillement ne peuvent manquer de manifester une baisse si aucun événement monétaire artificiel ne survient. Cette baisse d'ailleurs s'est amorcée récemment.

En réalité, l'observation individuelle montre que le pouvoir d'achat intérieur de la piastre est au 1/20^e de ce qu'il était avant la guerre. L'amélioration intérieure, la tendance à la stabilisation et même à la baisse des produits d'importation, la lente reconstruction des logements dans les centres urbains sont trois facteurs qui devraient logiquement amener en Indochine une baisse sensible du niveau des prix, c'est-à-dire une notable amélioration du pouvoir d'achat de la piastre qui pourrait regagner le 1/15^e et à la rigueur le 1/10^e de ce qu'il était avant la guerre.

L'industrie.-

La production industrielle paraît également s'être améliorée, en particulier dans le Nord Viet-Nam (Tonkin).

Dans le Nord Viet-Nam, la production des charbonnages de Hongay s'est élevée en décembre à 44.072 tonnes, soit le chiffre de production mensuelle le plus élevé pour 1949 et une augmentation de près de 13.000 tonnes sur le mois de novembre. Ceci porte le total de la production des mines de Hongay en 1949 à 352.337 tonnes, soit une légère augmentation par rapport à celle de 1948 qui s'était élevée à 339.000 tonnes environ.

Dans les mines de Dong-Trieu qui ont repris leur production depuis le mois de septembre, des travaux importants en vue du développement de la production en 1950 ont été effectués et les galeries souterraines viennent d'être rouvertes, ce qui permet d'espérer au cours de l'année à venir une production de 150.000 tonnes, soit le quart environ de la production d'avant-guerre.

Pour l'ensemble du Viet-Nam, la production houillère de l'année 1949 peut être estimée à 375.000 tonnes contre 359.000 en 1948.

RESTRICTED

La situation économique
du Viet-Nam

-:-

Pour l'ensemble de l'année 1949, la production de ciment s'élève à 138.000 tonnes de ciment brut et 153.000 tonnes de ciment broyé, ce qui constitue une importante augmentation sur celle de 1948 qui ne s'était élevée qu'à 98.000 tonnes de ciment broyé.

Le commerce extérieur.-

L'année dernière, l'Indochine a vu disparaître graduellement la pénurie de produits industriels, d'importation dont elle avait tant souffert. L'équilibre a été atteint nettement dès le milieu de l'année, sauf pour d'assez rares produits: métaux non ferreux et certains produits chimiques. Dorénavant, le demi-grossiste ou le détaillant peut se présenter chez l'importateur et être certain, s'il verse des arrhes, d'une livraison dans les trois mois, si même il ne trouve pas sur stock ce qu'il cherche. Là encore, l'Indochine a vu le mouvement de hausse se ralentir. La hausse de l'indice officiel des prix des produits d'importation n'a été que de 9 % en 1949 contre 68 % en 1948.

Le mécanisme de l'approvisionnement extérieur est cependant le même qu'en 1948, et tout aussi artificiel.

Pour acheter dans les pays à devises "dures", l'Indochine ne dispose que d'exportations très chétives qui, en 1949, ont été encore inférieures à celles de 1948. Sur ces pays à devises recherchées, les exportations sont inférieures d'un tiers à celles de l'année précédente.

Par ailleurs, les allocations de devises par l'Office des Changes métropolitain ont été largement inférieures à celles de l'année précédente. Cependant, en raison du retard dans l'application des programmes, les importations en provenance de pays à devises dures ont été en poids supérieures de 20 % à celle de 1948.

L'Indochine a donc continué à se tourner largement vers la France.

Budget et monnaie.-

Bien que le même mystère continue d'entourer le bilan de la banque chargée de l'émission des piastres, il semble que la position technique de la monnaie indochinoise ne se soit pas affaiblie en 1949. Au contraire, le chiffre de la circulation est à peu près stable aux environs de 18 fois son chiffre de 1939.

Etant donné que ^{le} Corps expéditionnaire déverse dans le pays des sommes très importantes pour les dépenses de sa campagne une telle situation peut paraître paradoxale. Comment ce paradoxe s'explique-t-il?

En Indochine, la vie monétaire est actuellement influencée par quatre facteurs monétaires principaux qui s'appliquent à une production intérieure qu'on peut estimer grossièrement en progrès de 25 % en 1949 par rapport à 1948, tandis que l'amélioration des moyens de transport est suffisante pour que la production ne stagne pas et soit échangée en totalité.

RESTRICTED

La situation économique
du Viet-Nam
-:-

1°) La situation budgétaire attire évidemment l'attention au premier chef. Le deuxième collectif du budget ordinaire de 1949 comporte 1.892 millions de dépenses couvertes presque entièrement par des recettes réelles. Ce budget s'établit ainsi à 16 fois son montant d'avant-guerre, mais à ce budget ordinaire, s'ajoutent des budgets extraordinaires et spéciaux sur lesquels la publicité n'est faite que partiellement, qui sont d'un ordre de grandeur voisin du budget ordinaire, étant financés seulement en partie par la Métropole, tandis que le Trésor indochinois leur apporte des avances qui ne peuvent en définitive provenir que de l'inflation.

En l'absence de données précises que les autorités financières se gardent de divulguer, on peut estimer, semble-t-il, à quelque 500 millions de piastres la contribution des budgets extraordinaires et spécial au foisonnement monétaire en 1949.

2°) Les dépenses militaires sont certainement le plus gros facteur d'expansion monétaire en Indochine. Il est impossible de connaître la partie des dépenses militaires effectuée en Indochine, car le coût annuel des dépenses militaires en Indochine que l'on sait être de 9 milliards de piastres environ ne représente pas la réalité des sommes dépensées dans la Péninsule. On peut hasarder que l'Armée n'effectue en Indochine qu'un total de paiements de l'ordre de 3 milliards par an.

Les deux facteurs précédents tendent à augmenter la circulation d'un montant qu'on ne peut qu'estimer très imparfaitement, mais qui pourrait être de l'ordre de 3,5 milliards par an; pour les contrebalancer, il existe deux facteurs de résorption qui sont:

3°) Le déficit de la balance commerciale que l'on peut estimer pour 1949 aux environs de 2 milliards de piastres. Il était de 1,2 milliards en 1948.

4°) Les transferts de capitaux non commerciaux sur la France. Nous en ignorons le montant, mais ce dernier doit être important, si l'on tient compte de l'existence d'une forte population civile et militaire française en Indochine, du fait qu'une partie très importante de l'élite indochinoise a de plus en plus tendance à prendre des intérêts en France et, lorsqu'elle en a les moyens, à y prévoir son installation définitive.

On peut supposer que le montant de ces transferts s'est élevé en 1949 à non loin de 1,5 milliards de piastres.

Le jeu des quatre facteurs précédents conduit à un certain équilibre entre les deux facteurs inflationnaires et les deux facteurs déflationnaires. Cette supposition est corroborée par la constatation d'une certaine stagnation dans le total de la circulation des billets de banque et des comptes de la Banque d'émission. Ce total n'a augmenté que de quelques centaines de millions et l'effet de cette augmentation sur les prix a dû être annulé par l'augmentation de la production intérieure.

La situation économique
du Viet-Nam

RESTRICTED

--

CONCLUSION.--

Comme on le voit, la situation économique et financière du Viet-Nam reste, en dépit des progrès réalisés, très fragile. Même en supposant que la Chine communiste conserve l'attitude de passivité relative qui semble être présentement la sienne, même si l'aide américaine rend notre action militaire plus efficace et apporte une aide substantielle à l'économie vietnamienne, il faut prévoir une longue guerre d'usure, le Viet-Minh cherchant à nous lasser et nous-mêmes visant à le priver de ses ressources agricoles et financières.

Reste à savoir si une action psychologique sur les milieux influents du Viet-Nam est possible, en vue d'abréger cette "lutte au finish". Politique qui demanderait de l'intelligence, de la hardiesse et surtout une connaissance intime de la mentalité annamite.

J.G. F.

RESTRICTED

LES PERSPECTIVES DU COMMERCE FRANCAIS
AVEC L'AMERIQUE LATINE

I.- L'ETAT ACTUEL DES ECHANGES.-

La place qu'occupe l'Amérique Latine dans le commerce français d'importation et d'exportation, quoiqu'en progression constante, d'une année à l'autre, est assez minime: le tableau suivant en donne la preuve:

	Importations de l'Amérique d.Sud	Exportations vers l'Amérique du Sud
	(en % du commerce ext. de la France)	
- 1938	10 %	8 %
- 1948	11 %	7,5 %
- 1949	8 %	11,6 %

Évalué non plus en pourcentage du commerce extérieur de la France, mais en valeur, la progression apparaît plus nettement au cours des récentes années.

- Le commerce extérieur français avec l'Amérique du Sud -
 (en milliards de francs)

	Importation	Exportation	Balance (en pourcentage du commerce ext. globale)
1938	3,5	1,7	50 %
1948	52,5	17,7	34 %
1949	53,8	52,9	98 %

L'année 1949 a donc vu se réaliser un équilibre à peu près parfait de notre balance avec l'Amérique Latine. Mais cet équilibre est un équilibre de restriction: les quantités échangées sont insuffisantes.

Notre exportation vers l'Amérique Latine ne pourra se développer qu'à une condition essentielle: faire, au préalable, un effort d'importation sans lequel l'Amérique latine ne pourrait payer les produits que nous sommes susceptibles de lui vendre.

II.- Le problème majeur des importations.-

L'Allemagne, depuis 1930, avait parfaitement réalisé cette nécessité d'acheter en Amérique du Sud toutes les matières premières disponibles afin d'être sûre d'y vendre ses produits manufacturés excédentaires. L'idée, parfaitement saine fut exploitée à partir de 1924 en vue de préparer la guerre. Elle

Le commerce français
avec l'Amérique Latine

-1-

a de la sorte, été entachée d'un préjugé nettement défavorable aux yeux des autres nations. Elle doit pourtant être reprise aujourd'hui.

Quelles importations?

On peut distinguer trois catégories dans les importations françaises:

1°) Les matières premières achetées actuellement avec l'aide Marshall dans la zone dollar. Le Plan Marshall devant se terminer en 1952, il faut qu'à cette date la France puisse:

- Soit se procurer autrement les dollars nécessaires;
- Soit trouver ailleurs les matières premières de façon à ne pas devoir les payer en dollars.

La première solution semble impossible dans l'état actuel ou prévisible des choses: la pénurie de dollars est générale dans le monde. L'Amérique Latine prise dans son ensemble n'a pas vis-à-vis des U.S.A. de balance excédentaire, donc pas de réserve en dollars où nous puissions puiser grâce à des exportations sans contre-partie. Seuls quelques pays, - le Venezuela, Cuba, le Mexique dans une certaine mesure - exportent aux Etats-Unis qu'ils n'en importent.

C'est donc à la seconde solution qu'il faut en venir. Il se trouve que l'Amérique latine dispose dès maintenant ou en puissance de toutes les matières premières dont nous avons besoin: céréales, corps gras, coton, métaux non ferreux, pétrole.

2°) Les produits dont nous sommes consommateurs, mais dont le besoin est moins urgent; le café qui jusqu'à la fin des restrictions, rentrait dans cette catégorie, est depuis, considéré par le gouvernement comme une denrée essentielle.

3°) Enfin, les produits qui nous paraissent superflus parce que nous les produisons nous-mêmes en quantité suffisante, soit en France (vins), soit dans nos territoires d'outre-mer (riz, cacao).

Ces deux dernières catégories de produits sont donc moins essentielles à notre consommation nationale, quoique la production de l'Union française soit souvent encore insuffisante: c'est, entre autres, le cas du riz indochinois. Pourtant, c'est sur elles que doit porter avant tout notre effort d'importation. L'Amérique Latine ayant des difficultés à les écouler nous vendra d'autant plus facilement les produits de la première catégorie que nous lui assurerons des débouchés pour les deux autres. Le problème est donc de réexporter en Europe contre des devises qui nous manquent (livres, francs belges, etc ...) les produits des catégories 2 et 3, la France devenant ainsi un centre de redistribution pour l'ensemble de l'Europe.

....

Les moyens de réaliser cette politique.-

RESTRICTED

Un tel changement de conception dans la politique commerciale de la France à l'égard de l'Amérique Latine, politique traditionnellement fondée sur la priorité des exportations, suppose des vues à longue échéance et des méthodes nouvelles.

Il faut d'abord que nos principales maisons de commerce installent en Amérique du Sud des succursales ou des filiales, ou qu'elles envoient sur place des agents plus actifs. L'industrie de la laine a déjà sur place, surtout en Argentine, de nombreux représentants qui sont à même par la connaissance qu'ils ont du pays, d'effectuer des achats au meilleur compte et de travailler avec les tiers pays. L'exemple est à suivre.

Il faut ensuite dresser des plans d'importation portant sur plusieurs années; condition essentielle de l'approvisionnement régulier de nos industries transformatrices. Du même coup, les producteurs sud-américains auront la certitude d'avoir toujours des débouchés et les échanges entre la France et l'Amérique Latine seront stabilisés.

La France dispose d'un certain nombre d'atouts. Elle a passé avec la plupart de ces pays des accords de paiement qui lui permettent d'acheter, sans limitation, les matières premières et les produits locaux. Elle dispose d'un réseau bancaire important et de premier ordre. Elle jouit enfin d'un prestige certain que notre abstention prolongée ne manquerait pas de ruiner rapidement.

Toute cette politique d'importations n'a d'ailleurs d'autre justification que le besoin impérieux de trouver aux produits français un débouché supplémentaire; elle en est la condition nécessaire.

III.- Le problème des exportations.-

L'Amérique Latine, tout comme l'Europe, manque de dollars: c'est particulièrement vrai pour l'Argentine qui, à cet effet, a mis en place une réglementation draconienne des échanges et aussi pour le Brésil dont les exportations sont surtout dirigées vers des pays à devises fortes. Le tableau ci-dessous donne une idée du déficit en \$ de l'Amérique Latine.

- Le commerce extérieur de l'Amérique Latine avec l'Amérique du Nord -
(en millions de dollars)

	Exportations	Importations	Déficit
- 1938	522	614	82
- 1947	2.514	4.355	1.841
- 1948	2.736	3.520	784

La diminution du déficit provient comme on le voit d'une restriction des importations beaucoup plus que d'une intensification des exportations, c'est donc un commerce de pénurie qui tend à prédominer en Amérique Latine.

RESTRICTED

Le rôle de l'Europe, et donc de la France, est tout tracé: elle doit accroître ses exportations dans cette zone.

Quelles exportations?

On peut distinguer trois catégories de produits exportables:

1°) Les articles de luxe et certains produits de plus large consommation comme l'automobile et les textiles. Pour ces derniers, l'Amérique Latine se passera d'ailleurs de plus en plus des achats extérieurs, grâce à la production argentine et brésilienne qui a fait, pendant la guerre, des progrès remarquables. Pour les produits de haute qualité, les possibilités d'exportation demeurent, du côté français, mais il faudrait que les pays de l'Amérique Latine renoncent à la politique de prohibition.

2°) Le petit outillage mécanique et les objets fabriqués. La France doit faire là un rude effort. Les produits correspondants anglais, allemands, suisses mêmes, sont beaucoup plus connus que les nôtres.

3°) Le matériel d'équipement, enfin, dont l'Amérique Latine est largement importatrice dans la période d'industrialisation qu'elle traverse (locomotives, matériel de raffinage, équipement électrique pour les nouvelles centrales).

Les conditions de ces exportations.-

La France est assez mal placée à cet égard: des efforts sont nécessaires:

1°) D'abord faire connaître nos produits en organisant à cet effort des expositions et^{en} envoyant, comme le faisaient traditionnellement les Allemands avant la guerre, des techniciens et des commerçants qualifiés.

2°) Même connus, les produits français comparés par exemple aux produits allemands ou anglais, sont en raison de leurs prix trop élevés d'un écoulement souvent difficile. La France doit donc augmenter sa productivité afin de pouvoir baisser ses prix de vente.

3°) Enfin, l'importance du marché qui constituent les 150 millions d'habitants de l'Amérique Latine attire tous les pays européens industrialisés. Comme les importations, il est de l'avantage de tous ces pays de s'entendre, c'est-à-dire de procéder entre eux à une répartition, soit des marchés, soit des produits, sans toutefois aller jusqu'à la constitution de cartels internationaux que les Etats-Unis condamneraient immédiatement.

CONCLUSION.-

Cette politique commerciale nouvelle n'a rien de révolutionnaire: prendre des marchandises là où elles sont et les vendre à qui en a besoin est parfaitement classique. Mais la force du slogan moderne "exporter ou mourir" en a caché aux yeux de trop d'industriels la sagesse et la valeur. Il n'y a actuellement pas d'autre solution pour exporter en Amérique Latine que d'en importer les excédents de production. De trop nombreux exemples dans le passé ont montré que ~~si~~ que la France ne joue pas ce rôle d'acheteur principal, puis de redistributeur. Il n'y a aucune raison pour que nous y renoncions a priori.

STATISTIQUES ANNOTÉES
=====

LE MARCHE DE L'OR ET DES DEVISES

La cotation du Napoléon au-dessous de 3.500 francs, celle du lingot au-dessous de 500 francs le gramme ont déterminé un peu d'émotion dans les milieux spécialisés. Quelques remous ont également agité certains thésauriseurs privés, mais il ne semble pas que la masse des détenteurs d'or s'en soit autrement ému. Une bonne proportion des acheteurs des dernières années se retrouve cependant en perte et plus encore en pouvoir d'achat qu'en valeur nominale.

Ce calme pourrait surprendre, car l'évolution des cours semblerait démontrer que l'or est des valeurs réelles celle qui a causé le plus de déboires depuis la Libération. En réalité, le comportement des amateurs d'or indique très clairement que la thésaurisation du métal précieux vise moins à couvrir le risque monétaire que le risque fiscal et le risque politique. Or, si celui-là est, sinon totalement écarté, du moins ramené à des proportions très modestes, ceux-ci subsistent suffisamment pour que restent enfouis dans les cachettes particulières les quelques milliers de tonnes qui s'y sont progressivement entassés.

Quoi qu'il en soit, du palier de 4.260 pour un Napoléon, qu'on avait observé en décembre et janvier, l'or est tombé le 16 mars à 3.460, pour se tenir aux environs de 3.500. A ce prix, et compte tenu de la cotation du dollar au marché parallèle (365 environ) le métal monnayé se tient à la parité de 50 à 52 dollars l'once, alors qu'il y a quelques mois, cette parité était supérieure à 62 \$ l'once. Le lingot, lui, est revenu dans le même temps de 52 à 42 \$ l'once, conservant un écart de 2 à 3 \$ avec des places internationales comme Tanger.

Chacun s'interroge sur la limite possible de la baisse, quoique que celle-ci ne semble devoir se produire que par à-coups, tempérés par les arbitrages et les prises de position temporaires de la spéculation. A 35 \$ l'once, et à 350 francs le dollar, la parité du lingot ressort à 394 francs le gramme, celle du Napoléon à 2.285, prix auquel il convient d'ajouter une prime de monnayage d'au moins 20 %, ce qui porterait à quelques 2.800 francs le plancher de baisse de la pièce de 20 francs dans les conditions les plus favorables, comme aussi les plus théoriques.

En même temps que baissait l'or, les devises fléchissaient. Le dollar se tient moins de 15 francs au-dessus de son cours officiel, à quelques semaines de l'ouverture de la saison touristique. Il est donc peu probable qu'on enregistre, en l'absence de fait nouveau, des mouvements spectaculaires sur cette devise dans le mois à venir. La Livre sterling a fléchi au plus bas à 850 francs, 130 francs au-dessous de sa parité, mais vraisemblablement avec un marché étroit et, du moins à Paris, sans grande signification. En tout état de cause, les discussions sur la libération des échanges et dans une certaine mesure, des paiements, peuvent peser sur les cours des devises noires qui, paradoxalement, pourront se trouver un jour plus difficiles à utiliser que les devises officielles devant lesquelles les portes s'ouvriront plus largement.

Le marché de l'or
et des devises

- TABLEAU I -

- Cours officiels de l'or et des devises à Paris -
(antérieurs à février 1948)

	Napoléon	Livre billet	Dollar billet	Franc- suisse	Observations
Début 1941	1.500	280	185	30	
Octobre 1942	3.500	500	240	60	De l'arrêt de l'avance al- lemande en Russie au dé- barquement en Afrique du Nord.
9 Novembre 1942	5.000	750	340	100	
Août 1943	2.050	325	137 1/2	45	
6 Juin 1944	3.200	580	224	82 1/2	Chute de l'Italie Débarquement en Normandie
1er Août 1944	4.225	860	325	98	
6 Septembre 1944	3.100	552	205	75	Avant la Libération de Paris.
16-31 Octobre 1944 ...	4.887	725	265	103	Après la Libération de Paris.
Fin Mai 1945	4.900	560	186	98	Craintes d'estampillage des billets.
4 Juin -	4.700	560	175	95	Echange des bil. français
Fin Juin -	3.750	400	125	80	
Fin Déc. -	4.300	575	198	69	Dévaluation du franc.
Fin Janv. 1946	6.900	830	330	105	
Fin Mai -	5.350	780	280	87	Veille du référendum.
Fin Août -	4.250	685	230	71	
Fin Octobr. -	5.000	815	295	98	Veille du référendum.
8 Novemb. -	4.300	905	310	106	
15 - -	5.000	925	320	108	Veille des élections.
2 Janvier 1947	4.300	975	325	104	
31 - -	3.450	825	280	80	Politique d'action sur les prix.
26 Avril -	2.500	600	210	60	
6 Mai -	3.000	700	235	69	Crise politique
23 - -	2.600	630	220	60	
20 Juin -	3.050	740	272	71	Crise financière
Fin Juil. -	2.850	730	265	67	
3 Sept. -	4.200	730	295	88	Arrêt de ventes suisses
12 - -	3.825	690	291	79	
7 Oct. -	4.500	750	320	82	Craintes de mesures mon.
Fin - -	3.400	700	285	72	
Mi-Nov. -	3.800	740	310	77	Après les élect. mun.
Fin Déc. -	3.800	780	336	81	
25 Janv. 1948	3.925	830	337	81	Agitation sociale. Plan Mayer. Avant le marché libre.

RESTRICTEDmarché de l'or
et des devises

-1-

TABIEAU IICours de l'or et des devises depuis
l'institution des marchés libres

	Marchés libres officiels			Marché parallèle			Observations
	Napo- léon	\$	F.-S.	\$	£	F.-S.	
2 Février 1948:	-	311	-	305	760	73	
1er avril - :	4.200	305,2	75,9	355	815	85	)Cotation du franc suisse
10 juin - :	3.900	305,6	76,35	346	970	87	)Détente internationale
28 sept. - :	6.125	314	80,35	485	1.315	122	
14 oct. - :	3.850	312,8	80,65	476	1.250	121	
22 oct. - :	6.200	313	80,10	490	1.375	125	)Aménagement monétaire
4 nov. - :	5.450	314,2	80,10	458	1.250	117	
10 - - :	6.100	314,6	80,10	485	1.300	122	
30 - - :	5.750	315	80,10	487	1.390	121	
16 déc. - :	6.200	318,4	79,75	545	1.600	133	)Hausse des devises.
25 janv. 1949 :	5.525	318,2	79,80	465	1.350	116	)Emission de l'emprunt.
28 - - :	6.150	318,4	79,85	495	1.435	124	) 5 %
22 févr. - :	4.375	318,6	79,90	395	1.130	95	)Reprise du franc.
26 avril - :	3.950	329,80	83,60	340	1.045	86	)Aménagement monétaire
12 mai - :	4.260	328,80	-	362	1.070	90	
28 juin - :	4.000	329,80	82,60	340	950	84 1/2	
19 août - :	4.680	330,60	83,50	397	1.108	99	)Tension
20 sept. - :	4.440	350	-	384	1.010	99	)Alignement monétaire
5 oct. - :	4.570	349,20	81,00	399	1.010	91	
31 déc. - :	4.260	349,00	81,10	391	895	91,50	
20 janv. 1950 :	4.260	349,40	81,45	392	910	91,50	)Baisse de l'or et des
15 févr. - :	3.930	349,20	81,25	390	915	89,50	) devises
16 mars - :	3.460	349,40	81,40	363	850	84	
22 mars - :	3.520	349,40	81,30	366	860	84,75	

RESTRICTED

Le marché de l'or
et des devises

- TABLEAU III -

- Cours de l'or à Bombay et à Alexandrie -

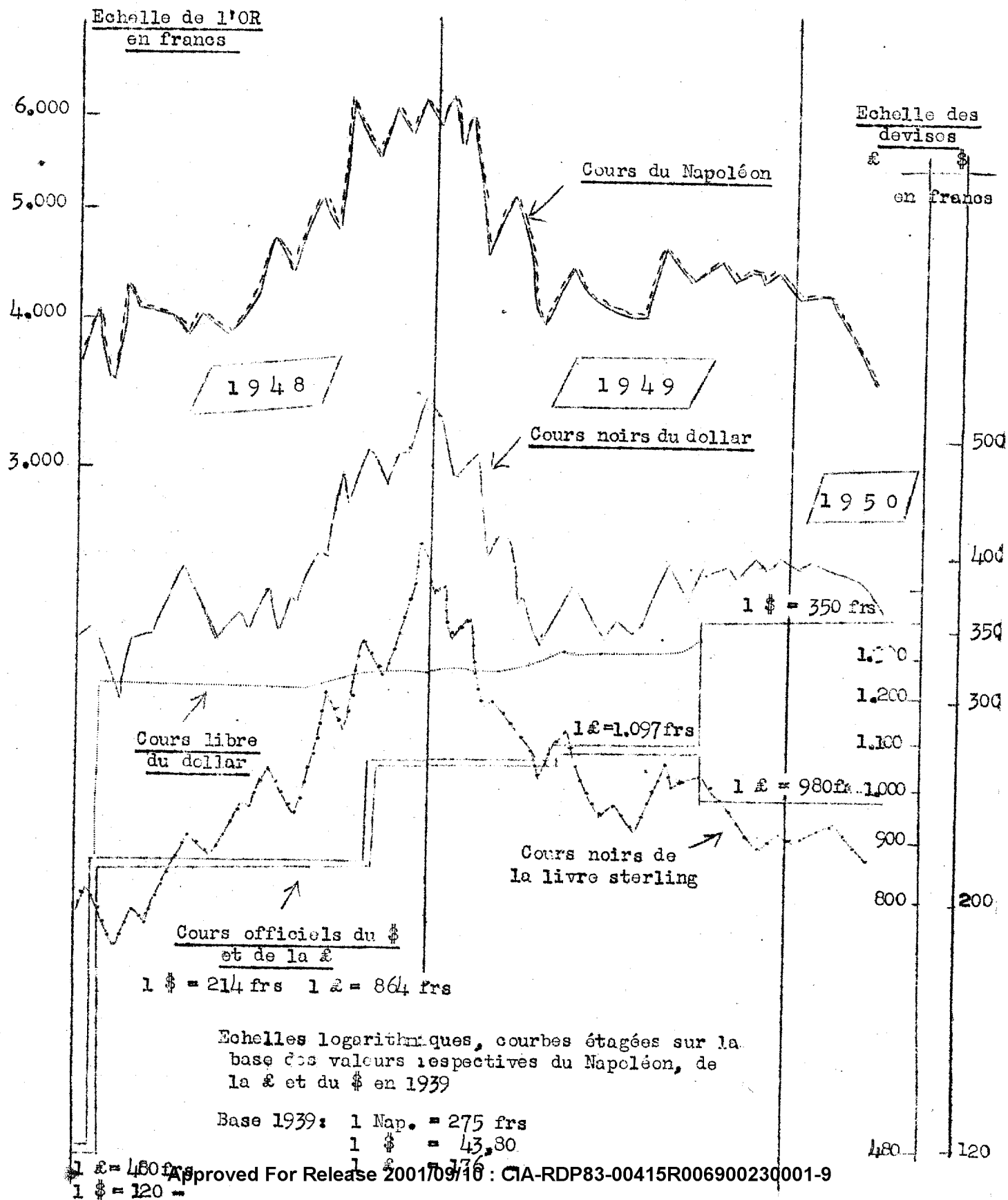
	Fin déc. 1945	29 jan. 1949	31 déc. 1949	15 Fév. 1950	22 Mars 1950
<u>B O M B A Y .-</u>					
Prix de l'or (pour 1 tola, soit 11 gr. 67 en roupies)	83	119	113	116	115
Prix du souverain, en roupies	59	75,12	75	75	75
Parité en francs du souverain	2.545	8.000	5.070	5.180	4.860
<u>A L E X A N D R I E .-</u>					
Prix de l'or (pour 1 dirhem, soit 3 gr. 115) en piastres	203	147	167,50	154	155
Prix du souverain, en piastres	622	403	485	442	450
Parité en francs du souverain	3.580	6.000	4.450	4.150	3.970
Prix du souverain sur le marché clandestin	5.300	7.275	4.900	4.410	4.220

- TABLEAU IV -

Cours de l'or à Tanger et sur
diverses places européennes

	30/12/48	Fin-déc. 49	Mi-Fév. 50	Mi-Mars 1950		
	Cours du souverain	Cours du souverain	Cours du souverain	Cours du souverain	Parité en francs	Cours du souverain à Paris
Bruxelles	785 F.-B.	629 F.-B.	615 F.B.	588 F.-B.	4.200	4.220
Rome	9.100 L.	8.125 L.	7.875 F-B	7.550 lire	4.150	4.220
Tanger	500 P.	647 P.	630 P.	656 P.	4.630	4.200
Amsterdam	-	12,10 \$	11,40 \$	11,20 \$	4.065	4.120

EVOLUTION DES COURS DE L'OR, DE LA LIVRE STERLING
ET DU DOLLAR EN 1948 ET 1949



RESTRICTED

Production de l'or
dans le monde

PRODUCTION DE L'OR DANS LE MONDE

- 712 TONNES EN 1949, U.R.S.S. NON COMPRIS -

La grande firme de métaux précieux de Londres, Samuel Montagu et Cie vient de publier sa revue annuelle sur l'or. Celle-ci comporte une évaluation de la production mondiale du métal jaune. Le chiffre retenu pour 1949 est de 22,9 millions d'onces de fin, soit environ 712 tonnes, contre 22,2 millions d'onces en 1948, soit 690 tonnes, la production de l'U.R.S.S. n'étant comprise dans aucun de ces chiffres. Le détail pour les principaux pays producteurs est donné dans les tableaux ci-dessous:

A.- Production, en milliers d'onces de fin - 1 once = 31 gr. 1035.-

P a y s	1930	1940	1945	1946	1947	1948	1949
Union sud-africaine	10.716	14.038	12.225	11.927	11.200	11.585	11.705
Etats-Unis	2.139	4.863	915	1.462	2.165	2.025	1.996
Canada	2.102	5.311	2.697	2.828	3.070	3.530	4.075
Australie	467	1.614	657	824	937	888	880
Mexique	669	883	524	430	465	368	350
Cote de l'Or	241	894	539	586	558	673	660
Rhodésie	548	832	568	545	523	514	535
Colombie	159	632	507	437	383	325	370
Philippines	179	1.140	13	1	60	209	250
Divers	945	4.435	2.398	2.261	2.163	2.083	2.079
Total sans l'URSS ...	18.165	37.000	21.043	21.301	21.524	22.200	22.900
U.R.S.S.	1.222	2.000	2.000	2.000	2.000	2.000	2.000
Total avec l'URSS ...	19.387	39.000	23.043	23.301	23.521	24.200	24.900

Sous cette forme, les statistiques sont difficiles à interpréter pour qui n'a pas la pratique des unités de mesure anglo-saxonnes.

Aussi, les avons-nous traduites en tonnes, dans un second tableau symétrique du précédent:

RESTRICTED

.....

—:—

B.- Production mondiale d'or (en tonnes de fin).—

P a y s	1930	1940	1945	1946	1947	1948	1949
Union sud-africaine	333	437	380	371	348	360	364
Etats-Unis	67	151	28	45	67	63	62
Canada	65	165	84	88	95	110	127
Australie	15	51	20	26	29	28	27
Mexique	21	27	16	17	18	11	17
Cote de l'Or	7	28	17	18	17	21	20
Rhodésie	17	26	18	17	16	16	17
Colombie	5	20	16	14	13	10	12
Philippines	5	34	0,4	-	2	7	8
Divers	29	211	75,6	67	64	64	64
Total sans l'U.R.S.S.	564	1.150	655	663	669	690	712
U.R.S.S.	40	62	62	62	62	62	62
Total avec l'U.R.S.S.	604	1.212	717	725	731	752	774

L'année 1930 est celle des travaux de la Délégation de l'Or de la Société des Nations. On craignait à cette époque une insuffisance de la production d'or qui semblait ne pouvoir s'adapter au rythme de la conjoncture mondiale. En réalité, la production du métal monétaire s'est développée à une cadence accélérée puisqu'elle a doublé de 1930 à 1940, année où elle a atteint son maximum. Encore ne doit-on compter que pour ordre la production de la Russie évaluée à 2 millions d'onces (62 tonnes) par Samuel Montagu.

Elle a ensuite décliné pendant les années de guerre, les forces productives des pays ayant été dirigées vers d'autres activités. Le plus bas a été touché en 1945, mais la production s'est ensuite développée à nouveau, assez lentement d'ailleurs. Elle sera dorénavant favorisée par la dévaluation de la livre sterling qui a permis d'améliorer la rentabilité des mines d'Afrique du Sud. Enfin, la tolérance de vente de l'or sur les marchés libres est susceptible de stimuler l'extraction tant que les cours de ces marchés resteront supérieurs aux taux officiels.

Ce qui nous semble intéressant de noter, c'est à la fois la faiblesse relative de la production par rapport aux stocks existants, et son importance quant à la capacité d'absorption de la thésaurisation privée.

La production de 1949, 23 millions d'onces en chiffres ronds, représente 712 tonnes de métal fin. La valeur au cours officiel est de 800 millions de dollars, soit 280 milliards de francs actuels.

.....

Production de l'or
dans le monde

-:-

Les stocks d'or officiels mondiaux (U.R.S.S. non compris) sont de l'ordre de 35 milliards de dollars, dont 24 milliards détenus par les seuls Etats-Unis. Ceux-ci détiennent donc plus de 30 fois la production annuelle d'or qui n'est que le 1/50^e des stocks pré-existants. La production ne peut donc pas jouer un rôle monétaire déterminant quant au redressement des encaisses des Banques d'émission appauvries.

Par contre, la production annuelle est de beaucoup supérieure aux possibilités d'absorption de la thésaurisation. On estimait celles-ci à moins de la moitié de l'or couramment extrait.

Remarquons à titre de curiosité, que les 700 tonnes annuelles de la production d'or représentent un volume équivalent à celui qui serait traité sur le marché de Paris pendant un millier de séances animées, soit pendant plus de 4 ans d'une activité qui ne se démentirait pas.

Le rapprochement de ces données montre que l'avenir de l'or est intimement lié aux décisions que prendront les gouvernements quant au rétablissement d'un système monétaire basé sur l'or. Aussi longtemps que l'étalon-or ne sera pas rétabli par les grandes puissances, les cours du métal connaîtront des fluctuations anarchiques, suivant l'état des nerfs des spéculateurs et des thésauriseurs.

RESTRICTED

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R006900230001-9

Balance internationale
or et dollars

INFORMATIONS ET DOCUMENTS

L'AMELIORATION DE LA BALANCE INTERNATIONALE
OR ET DOLLARS

Le ministère américain du Commerce annonce que, pour la première fois depuis la fin de la guerre, il y a eu en 1949 un reflux d'or et de dollars des Etats-Unis vers les autres pays.

La balance or et dollars en dehors des Etats-Unis a augmenté de 440.000.000 de dollars pendant le dernier trimestre de 1949 à la suite de transactions avec les Etats-Unis, précise la section des Affaires Economiques du ministère. Ce rétablissement compense la perte de 420.000.000 de dollars que ces pays avaient subie plus tôt dans l'année.

Dans l'ensemble, souligne le rapport, "les pays étrangers ont pu franchir le cap de l'année sans avoir à compléter l'aide reçue des Etats-Unis en puisant dans leurs propres réserves pour faire face à leurs obligations dans ce pays".

"La balance des paiements internationaux des Etats-Unis pour le quatrième trimestre 1949 reflète ainsi une amélioration considérable de la position économique des pays étrangers".

Le rapport fait ressortir néanmoins que cette amélioration s'explique davantage par une réduction des exportations américaines que par une augmentation des bénéfices en dollars de ces pays étrangers.

"Les achats par les Etats-Unis de produits étrangers et le paiement de services, n'ont pas varié du troisième au quatrième trimestre de l'année dernière. L'augmentation des importations américaines a été principalement compensée par une diminution saisonnière des dépenses faites par les voyageurs américains à l'étranger, y compris les sommes déboursées pour leur "transport".

(Des chiffres plus récents, ayant trait aux exportations et importations américaines pendant le mois de janvier 1950, ne font qu'accentuer la diminution des premières et l'augmentation des secondes, ce qui contribue évidemment à combler encore plus le déficit en dollars).

Expliquant les raisons de la diminution des exportations américaines pendant 1949, le rapport précise que celle-ci est due pour moitié à la réduction de l'aide des Etats-Unis aux pays étrangers. "Néanmoins", poursuit-il, "le restant de cette diminution des exportations a eu pour effet un changement de la situation, faisant passer la réduction des réserves étrangères du rythme annuel de 600 millions de dollars durant le premier semestre de l'année à une augmentation au rythme annuel de 700 millions de dollars pendant le second semestre".

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R006900230001-9

RESTRICTED

- 2 -

LES RICHESSES MINIERES DE LA YUGOSLAVIE

Il existe, comme on sait, vingt-six matières premières dites stratégiques, qui permettent de mesurer la richesse minérale d'un pays et ses possibilités d'approvisionner l'industrie nationale sans avoir recours aux importations : le fer, le manganèse, le chrome, le wolfram, le molybdène, le nickel, l'aluminium, le cuivre, l'étain, le plomb, le zinc, l'antimoine, le mercure, le platine, le pétrole, le charbon, le graphite, le magnésite, l'asbeste, le fluorine, le soufre, les pyrites, le calcium, le phosphato et l'iode. La Yougoslavie en possède vingt-trois.

Voici la place qu'occupe la Yougoslavie dans la production de quelques-unes de ces matières :

	<u>EUROPE</u>	<u>MONDE</u>
- Bauxite	1ère	2ème
- Plomb	1ère	5ème
- Chrome	1ère	6ème
- Antimoine	1ère	4ème
- Mercure	2ème	2ème
- Cuivre	2ème	8ème
- Zinc	2ème	8ème

UNE RADIOSCOPIE DE L'OPINION ALLEMANDE

Les résultats d'une enquête conduite par "l'Institut für Demoskopie" viennent d'être publiés.

2.000 personnes, soigneusement choisies, représentant la population de l'Allemagne occidentale, avec leur standing de vie, revenus, opinions politiques, âges et autres caractéristiques furent questionnées par 400 reporters. Interrogés sur leurs opinions à propos des élections du Parlement fédéral, 20% dirent qu'ils n'avaient pas participé aux élections parlementaires. Parmi ceux-ci :

- 41 % par manque d'intérêt politique,
- 34 % se sentant incapables de voter pour des raisons personnelles,
- 23 % par manque de confiance dans les programmes des partis,
- 2 % ne voulaient pas voter sous la domination étrangère.

Ne votèrent pas principalement ceux qui avaient un revenu de moins de 50 marks, c'est-à-dire 12.00 dollars, et de même les femmes et les moins de 30 ans.

Questionnés quant à leur confiance dans les partis politiques, 51% dirent leur déception et seulement 13% leur satisfaction. Pour l'avenir politique, 47% étaient optimistes et 25% pessimistes; les hommes étant en général optimistes que les femmes.

RESTRICTED

- 3 -

A cette question : "Croyez-vous que l'Allemagne a encore un avenir politique ?" 61% répondirent "OUI" et 17% "NON".

A cette question : "Pensez-vous qu'il soit favorable aux Allemands d'essayer de créer une entente pacifique avec d'autres peuples ou de laisser toute initiative aux autres nations ?" les réponses furent les suivantes :

- 64 % pour une initiative allemande,
- 10 % pour une initiative étrangère,
- 3 % pour une tentative de collaboration,
- 14 % pour une politique d'attente,
- 9 % sans opinion.

LA HAUSSE DE LA LAINE ET LE MARCHÉ DES ETATS-UNIS

De déclarations faites par le Département du Commerce des Etats-Unis il résulte que la hausse très importante constatée au cours des derniers mois sur les cours de la laine n'est pas due seulement aux achats russes, mais aussi à la faiblesse persistante de la production lainière des Etats-Unis, qui ne peut satisfaire que 35% des besoins locaux. L'industrie des tissus de laine peignée, en particulier, souffre d'être obligée de passer par des fournisseurs étrangers pour son approvisionnement en matières premières. La consommation de la laine représentait 58,9 % de la consommation totale de textiles en 1948 et 65,2 % en 1949.

D'après le Département du Commerce, la situation ne saurait s'améliorer, tant que le public américain ne voudra pas renoncer aux tissus de laine de qualité supérieure pour des laines de qualité moyenne ou inférieure.

LA COLLECTE DE CEREALES

Au 1er mars 1950 la collecte de céréales atteignait les chiffres ci-dessous (nous ajoutons entre parenthèses les chiffres correspondants au 1er mars 1949):

- Blé	54.265.278 qtx. (39.898.892)
- Seigle	1.636.269 " (1.739.147)
- Avoine	1.679.517 " (590.396)
- Orge	2.453.615 " (799.157)

Pour mieux mesurer l'importance de ce chiffre, note Le Petit Mounier, (23 Mars) il nous suffira de préciser qu'il est supérieur de sept millions

RESTRICTED

- 4 -

de quintaux à la plus forte des collectes totales enregistrées depuis 1937, à l'exception de la campagne 1938-1939 qui constitue toujours le record de collecte de blé, avec 73.220.000 quintaux".

Et ce journal d'estimer que la collecte totale, pour 1949-50, au 1er juillet 1950 pourrait être de l'ordre de 62 millions de quintaux.

"Or ce total ne semble nullement hors de portée. En effet, si les perspectives de la récolte 1950 se maintiennent durant ce printemps aussi favorables qu'à l'heure actuelle, il est fort probable que les producteurs s'efforceront de conserver le moins de blé possible, contrairement à ce qui s'était passé l'an dernier à pareille époque. On envisagerait alors une collecte fort proche de 65 millions de quintaux.

"Sans doute - et le fait vaut d'être signalé - avons-nous pu exporter depuis le début de la présente campagne, environ 3.400.000 quintaux de blé.

Mais, de toute évidence, et sauf calamité atmosphérique ou nouvelles exportations substantielles, l'Office des Céréales va se trouver en fin de campagne devant un stock de report que l'on évalue déjà entre 12 et 15 millions de quintaux, soit plus de trois mois de consommation intérieure !

"Mais les difficultés que va rencontrer l'O.N.I.C. (ou l'O.N.I.B. si le bon sens l'emporte enfin..) ne s'arrêteront pas là, car ce n'est 'un secret pour personne que la récolte 1950 promet, elle aussi, d'être largement excédentaire, ce qui mettrait l'Office devant la perspective d'un énorme excédent de blé dans le courant de la prochaine campagne".

Peut-être convient-il de ne pas s'affoler prématurément. On ne saurait oublier qu'avant la guerre nous importions, bon an mal an 8 ou 10 millions de quintaux de céréales secondaires, provenant surtout d'Indonésie. Durant la campagne 1949-50 il a fallu procéder encore à des achats de ce genre, mais cette fois en provenance de pays proprement étrangers. Il y a là, un débouché possible pour la production française de céréales, si l'on veut bien ne pas séparer le problème du blé de celui des céréales secondaires.

RESTRICTEDLe chômage dans le monde
en 1949PROBLEMES INTERNATIONAUXLE CHOMAGE DANS LE MONDE EN 1949

Le chômage a augmenté au cours des douze derniers mois dans 16 des 20 pays d'Europe, d'Amérique et d'Océanie pour lesquels le Bureau International du Travail possède des statistiques récentes.

Les quatre pays où le nombre des chômeurs a diminué depuis un an sont l'Irlande, la Suède, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

En Grande-Bretagne, le pourcentage des sans-travail est resté bas, bien qu'il ait légèrement augmenté, il était de 1,7 % (352.900) en décembre 1949 contre 1,5% (350.200) un an auparavant.

Aux Etats-Unis, les derniers chiffres donnent 4.480.000 chômeurs, soit 7,9 % de la main-d'oeuvre en janvier 1950 - chiffre record depuis 1941 - contre 2.664.000, soit 4,4% en janvier 1949.

Au Canada, 222.100 travailleurs assurés (9,7%) étaient sans travail en décembre 1949 contre 144.100 (6,3 %) en décembre 1948.

En France, le nombre des demandes d'emploi (y compris les demandes de changement d'emploi) était de 153.500 en décembre 1949 contre 98.600 un an auparavant.

En Hollande, le nombre des chômeurs totaux est passé de 32.700 en novembre 1948 à 49.900 en novembre 1949.

En Belgique, le chômage continue d'être important : 309.000 des assurés, soit 15,4% en janvier 1950 contre 253.600, soit 12,7% en janvier 1949.

Au Danemark, 69.600 syndiqués, soit 11,1%, étaient sans emploi en janvier 1950 et 61.000 ou 10% au début de 1949.

En Norvège, bien que le chômage ait été, en moyenne, moindre en 1949 qu'en 1948, en décembre 1949, cependant, on comptait 12.000 sans-travail, soit 1,6% des assurés contre 9.900 soit 1,4% en décembre 1948.

En Finlande, le nombre des chômeurs a doublé : de 26.300 en janvier 1949 à 52.900 en janvier 1950.

Dans la République fédérale d'Allemagne le chômage est toujours élevé. Dans les zones d'occupation britannique et américaine, le nombre des salariés inemployés est passé de 742.900 soit 5,7% en décembre 1948 à 1.481.900 soit 10,9% en décembre 1949 et, dans la zone française, de 16.700 soit 1,2% en décembre 1948 à 76.600, soit 5,1% en décembre 1949.

RESTRICTED

- 2 -

Le chômage dans le monde
en 1949

-:-

En Autriche, le nombre des demandes d'emploi enregistrées était de 93.600 en décembre 1948 et de 139.600 en décembre 1949.

En Italie, le nombre des chômeurs inscrits est passé de 1.481.600 en octobre 1948 à 1.502.300 en octobre 1949.

Au Portugal, le nombre des demandes d'emploi enregistrées était de 1.400 en décembre 1948 et de 1.900 en décembre 1949.

En Espagne, le nombre des chômeurs est passé de 129.500 en novembre 1948 à 169.300 en novembre 1949.

En Suisse, 15.500 travailleurs étaient chômeurs complets en janvier 1949 et 30.200 en janvier 1950.

A Porto-Rico, 100.000 personnes soit 14% de la main-d'oeuvre étaient sans travail en octobre 1949 contre 74.000, soit 10,9% en octobre 1948.

Voici la situation dans les pays où le chômage a diminué :

En Irlande, 36.300 personnes, soit 9,4%, des assurés étaient en chômage en janvier 1950 contre 42.100, soit 10,8%, douze mois auparavant.

En Suède, 2% des syndiqués, soit 18.600, étaient sans travail en novembre 1949 contre 2,5%, soit 23.900, en novembre 1948.

En Australie et en Nouvelle-Zélande, le chômage qui était insignifiant a encore légèrement décreu. En Nouvelle-Zélande, il y avait, en novembre 1949, 30 assurés en chômage et en Australie, 0,8% des syndiqués étaient sans travail au cours du dernier trimestre de 1949.

Les chiffres du Bureau international du Travail ne couvrent pas la totalité du monde. Pour certains pays, on ne dispose pas de statistiques et, pour d'autres, les chiffres ne sont pas suffisamment complets ou à jour pour être pris en considération.

LA PRODUCTION EUROPEENNE D'ACIER

La production européenne d'acier a réalisé en 1949 de très importants progrès. Pour la première fois depuis la guerre, la moyenne des années 1936-38 a été atteinte et même dépassée. De 1948 à 1949, l'augmentation a été de 16,5 %, ainsi que l'a constaté le Comité de l'Acier de la Commission Economique pour l'Europe.

En 1949, les pays d'Europe, à l'exclusion de l'U.R.S.S., ont produit 55.131.000 tonnes métriques d'acier brut et 40.444.000 tonnes métriques de fonte à gueuses et de ferro-alliages de hauts-fourneaux. La production de l'acier brut pour 1949 dépasse de 7,8 millions de tonnes celle de 1948; celle de la fonte à gueuses dépasse de 5,4 millions de tonnes celle de 1948, soit une augmentation respective de 16,5 et de 15,5 %.

A l'exception de la Belgique, du Luxembourg et de l'Italie, tous les pays d'Europe ont produit plus d'acier brut en 1949 qu'en 1948. En Italie, la production n'a pas augmenté, en raison surtout d'une pénurie d'énergie hydro-électrique, alors qu'en Belgique et au Luxembourg, c'est l'insuffisance des commandes qui a constitué la raison essentielle de la diminution de la production, laquelle est tombée de près de 8 millions de tonnes par an en mars 1948 à 5 millions de tonnes environ en novembre 1949.

Le secrétariat de la C.E.E. estime que si les demandes d'acier européen avaient été plus élevées pendant toute l'année 1949, 2 à 3 millions de tonnes supplémentaires d'acier brut auraient été produites.

La production record du Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni, qui est le plus important des producteurs européens d'acier et de fer, a atteint des chiffres-record dans la production des métaux ferreux. Sa production d'acier brut s'élevait pour 1949 à 15.802.000 tonnes métriques, soit 4,5 % de plus qu'en 1948 (15.115.000 tonnes métriques) et 32,7 % de plus que la moyenne 1936-38, qui était de 11.911.000. La production britannique de fonte à gueuses et de ferro-alliages de hauts-fourneaux a atteint pour 1949 9.645.000 tonnes métriques. Ce chiffre dépasse de 2,3 % les 9.425.000 tonnes de 1948 et de 24 % la moyenne de 1936-38, qui était de 7.781.000 tonnes.

Les progrès de la production française.

La production française vient assez loin derrière celle de la Grande-Bretagne avec 9.122.000 tonnes en 1949. Mais elle a accompli des progrès relativement plus importants, augmentant de 24 % par rapport à 1948 (7.236.000 tonnes) et de 49 % par rapport à 1938 (6.221.000 tonnes).

La production européenne d'acier

-:-

La production des Etats-Unis et de l'U.R.S.S.-

Au cours de l'année dernière, la production d'acier brut est tombée à 70.635.000 tonnes métriques aux Etats-Unis d'Amérique, alors qu'elle était de 80.415.000 en 1948. La production américaine de fonte à gueuses et de ferro-alliages de hauts-fourneaux s'est élevée en 1949 à 49.169.000 tonnes, contre 55.379.000 tonnes en 1948.

Selon les évaluations du secrétariat de la C.E.E., la production d'acier brut en U.R.S.S. est passée de 16.500.000 tonnes métriques en 1948 à 20.600.000 tonnes métriques en 1949, et la production de fonte à gueuses et de ferro-alliages de hauts-fourneaux, de 14 millions de tonnes métriques en 1948 à 16.700.000 en 1949.

Les perspectives pour 1950.-

Le secrétariat de la C.E.E. estime à plus de 62 millions de tonnes la production maximum pour 1950 des pays d'Europe, à l'exclusion de l'U.R.S.S. Toutefois, l'étude qu'il a effectuée des tendances actuelles de la demande d'acier dans les différents pays d'Europe porte à conclure que la production sera vraisemblablement considérablement inférieure à ce chiffre. Les évaluations de la production éventuelle ont été calculées pour les différents pays en se fondant soit sur la meilleure production mensuelle obtenue en 1949, compte tenu des congés, soit sur les augmentations prévues que l'on connaît.

- Production annuelle d'acier brut -
(en milliers de tonnes métriques)

P a y s	Moyenne 1936-38	1947	1948	1949 (°)
1.- Royaume-Uni	11.911	12.929	15.115	15.802
2.- (France	6.950	5.733	7.243	9.122
(Sarre	2.404	708	1.228	1.758
(Allemagne	(a) 18.168	3.259	5.845	9.702°
3.- (dont:				
(Zones occidentales	17.637	3.059	5.560	9.152
(Zone soviétique		200	285	550°
4.- Belgique	3.103	2.885	3.917	3.851
5.- Tchécoslovaquie	1.862	2.286	2.650	2.650°
6.- Pologne	1.344	1.579	1.956	2.300(1)
7.- Luxembourg	1.976	1.714	2.453	2.273
8.- (Italie	2.105	1.691	2.125	2.043
(Trieste	45°	-	24	30

RESTRICTED

La production européenne d'acier

-1-

P a y s	Moyenne 1936-38	1947	1948	1949 (a)
9.- Suède	1.018	1.191	1.254	1.350(2)
10.- Hongrie	622	597	746	890
11.- Autriche	580	357	648	827(1)
12.- Espagne	371	608	624	710(2)
13.- Yougoslavie	171	311	367	500°
14.- Pays-Bas	44	203	342	440(1)
15.- Autres pays	375	579	780	883
Total pour l'EUROPE	53.049	36.630	47.317	55.131
U.S.A.	42.906	51.380	80.415	70.635
U.R.S.S.	17.380	13.000°	16.500°	20.600(e)

(°) - Evaluation.

(a) - Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre de mois sur lesquels porte l'évaluation.

(b) - Evaluation fondée, soit sur la meilleure production mensuelle obtenue en 1949, soit sur les projets connus d'augmentation de la production.

(c) - Les chiffres relatifs à la capacité d'après-guerre sont empruntés au tableau 49 de l'"Evolution et perspectives de la sidérurgie européenne" (publication du C.E.E.)

(d) - Ce chiffre s'applique à l'Allemagne dans ses frontières de 1937 (à l'exclusion de la Sarre).

(e) - Il a été officiellement annoncé que la production d'acier brut en U.R.S.S. a, en 1949, atteint 125 % de la production de 1948.

En 1950, la sidérurgie européenne pourrait produire plus de 62 millions de tonnes d'acier; les perspectives d'alimentation en matières premières sont généralement bonnes, mais la demande réelle d'acier européen pourrait bien ne pas suffire à justifier une production aussi considérable (Voir à ce sujet Perspectives, N° 5 du 4 Février 1950: Vers une surproduction d'acier en Europe?)

En 1949, la production d'acier aurait pu être de quelque 2 à 3 millions de tonnes plus élevée si certains producteurs n'avaient eu de la difficulté à écouler leur production.

La production européenne d'acier

-:-

Il s'agit surtout de difficultés financières et de difficultés de change. Au cours de l'année, le marché qui était un marché de "vendeurs" s'est transformé de plus en plus en un marché d'"acheteurs" et les prix, en général, ont sensiblement baissé.

Les problèmes essentiels.-

Les problèmes essentiels qui se posent aujourd'hui et qui se poseront demain sont tout différents de ceux qui se posaient il y a deux ans. Les nouveaux problèmes sont les suivants:

- a) Les difficultés commerciales d'écouler tout l'acier qui peut être produit;
- b) le risque que des installations trop considérables ne soient créées dans l'industrie sidérurgique et partant le risque de surproduction de certains produits d'acier;
- c) la nécessité d'augmenter la consommation de l'acier;
- d) la nécessité de diminuer le coût de l'acier destiné à la consommation européenne ou à l'exportation;
- e) la nécessité de rassembler les données exactes nécessaires à une étude rigoureuse de l'évolution de la production, de la consommation et du commerce extérieur de l'acier afin de découvrir en temps utile les mesures concrètes qu'il conviendra de prendre pour faire face aux problèmes qui surgiront.

Certains de ces problèmes ne revêtent pas la même acuité dans tous les pays en raison de la différence de leur structure économique. C'est ainsi notamment que pour la Tchécoslovaquie et certains autres pays d'Europe orientale, il y a encore nécessité d'accroître la production de l'acier et que dans ces pays les difficultés pour l'obtention des équipements nécessaires persistent.

La régularisation des commandes de matériel ferroviaire.-

Les gouvernements devraient envisager d'établir des plans de passation de commandes de matériel ferroviaire afin d'éviter des variations trop prononcées de la demande d'acier, en raison de l'importance qu'il y a, pour maintenir l'emploi dans la sidérurgie à un niveau élevé, à éviter les fluctuations de ce genre.

C'est un fait bien connu que la demande d'acier jusqu'ici a toujours été sujette à des fluctuations de grande amplitude et qu'elle est particulièrement sensible au resserrement des affaires. Lorsque la demande d'acier diminue, la production décroît et le chômage s'étend, non seulement dans les aciéries et dans les industries consommatrices d'acier, mais aussi dans les houillères, les mines de fer, les transports, etc....

En Europe, les chemins de fer sont parmi les plus gros consommateurs d'acier. Dans l'entre-deux-guerres, la plupart des compagnies de chemins de fer

RESTRICTED
La production européenne d'acier

passaient la plupart de leurs commandes de matériel roulant, rails et outillage, pendant les "années de prospérité" et ne commandaient presque rien pendant les périodes de crise; c'est ainsi que les chemins de fer ont contribué, dans une large mesure, à faire tomber la consommation apparente d'acier en Europe de 116 kilos par habitant (1929) à 56 kilos (1932).

Si chaque pays s'efforçait de répartir uniformément ses commandes sur une période, par exemple, de cinq ans, la situation pourrait se trouver fort améliorée par rapport à l'avant-guerre. Une telle décision permettrait l'écoulement régulier d'une part importante de la production d'acier et contribuerait à empêcher les fluctuations brusques du rythme de fonctionnement des aciéries; elle permettrait aux fabricants de matériel roulant d'utiliser mieux leurs possibilités de production et les mettrait en mesure de satisfaire en tout temps la demande extra-européenne; elle permettrait aux administrations des chemins de fer d'acheter leur matériel à un prix moyen inférieur; elle garantirait une plus grande stabilité d'emploi au personnel ouvrier de la sidérurgie et de l'industrie du matériel roulant.

RESTRICTED

RESTRICTED

Etats-Unis

A L' E T R A N G E R

ETATS-UNIS

LE FLECHISSEMENT DES EXPORTATIONS EN 1949 ET LA CAMPAGNE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES IMPORTATIONS

L'évolution du commerce extérieur des Etats-Unis en 1949 a été caractérisée par un fléchissement des exportations de 5% par rapport à 1948 et de 16% par rapport à 1947. Cette diminution inquiète d'autant plus les milieux dirigeants américains que se gonflent les stocks de denrées agricoles invendues. C'est là un argument de poids en faveur de la prorogation du Plan Marshall. C'est aussi un argument mis en avant par un certain nombre de congressmen en faveur du remplacement d'un milliard de dollars de crédits prévus par le plan en question pour l'année 1950-51 par son équivalent en produits alimentaires.

Un autre moyen de développer les exportations serait de permettre aux autres pays de gagner des dollars en vendant leurs produits aux Etats-Unis. C'est ce que commencent à comprendre un certain nombre de personnalités de l'industrie et du commerce qui préparent une campagne destinée à convaincre l'opinion publique de la nécessité de développer les achats de produits étrangers.

L'évolution du Commerce extérieur en 1949.

Les statistiques définitives pour 1949 montrent que de faibles progrès seulement ont été réalisés au cours de l'année écoulée vers un plus grand équilibre de la balance du commerce des Etats-Unis. La valeur totale des exportations de marchandises s'est maintenue à près du double de celle des importations.

En effet, les exportations se sont élevées à 12 milliards de dollars, chiffre inférieur de 5% à celui de 1948 et de 16% au chiffre-record, celui de 1947. Les importations ont atteint 6,6 milliards de dollars soit 7% de moins que le chiffre-record de 1948, mais 16% de plus qu'en 1947. Si l'on tient compte de la baisse des prix survenue en 1949, le volume des exportations, selon les évaluations, a en fait dépassé de 2% celui de 1948, tandis que le fléchissement du volume des importations n'a été que de 3% environ, malgré le ralentissement du mouvement des affaires pendant les premiers mois de 1949 et le fait que, pour de nombreux produits, le marché est désormais dominé par les acheteurs.

En conséquence, l'excédent des exportations sur les importations des Etats-Unis a été ramené de 5,5 milliards de dollars en 1948 à moins de 5,4 milliards. Bien que ce chiffre représente une diminution sensible par rapport à l'excédent de 8,7 milliards de dollars de 1947 et que le mouvement soit généralement considéré comme un pas dans la bonne direction, cette évolution n'est pas jugée entièrement satisfaisante par certains experts commerciaux, du fait qu'elle marque un progrès vers l'équilibre revêtant entièrement la forme d'une contraction des exportations et non celle d'une expansion des

RESTRICTED

- 2 -

Etats-Unis

--

des importations et du volume total des échanges. L'importance de l'écart montre, en outre, que quatre ans après la fin des hostilités, de nombreux pays continuent à dépendre des exportations américaines et sont, dans une large mesure, dans l'impossibilité de payer ces marchandises par des ventes sur le marché américain.

L'Administration s'attend à voir le fléchissement de l'excédent des exportations se poursuivre en 1950. Les évaluations de son ordre de grandeur varient entre 3,5 milliards et 4 milliards de dollars en plus. On prévoit une nouvelle diminution modérée des exportations, principalement à cause de la réduction escomptée des crédits pour l'aide à l'étranger et dans la mesure même de cette réduction. En revanche, on s'attend, selon le niveau de l'activité économique aux Etats-Unis, à une certaine augmentation des importations, par suite, en partie, de la baisse des prix résultant de la dévaluation et aussi à cause des efforts qui ont été entrepris en vue de développer les ventes sur les marchés de la zone-dollar. Cependant, dans l'état actuel des choses, peu d'observateurs, semble-t-il, pensent que le déséquilibre aura disparu à la fin de 1952 ou que la "pénurie de dollars" cessera de dominer les perspectives à court terme dans le domaine du commerce extérieur.

Les chiffres globaux de 1949 ne révèlent pas les mouvements divergents qui se sont produits en 1949. Une forte augmentation des exportations, se combinant avec le fléchissement des importations, a entraîné pour les six premiers mois un excédent des exportations correspondant à un chiffre annuel de 6,6 milliards de dollars. Pendant le second semestre, les exportations ont diminué sensiblement, tandis que les importations ont marqué de légers progrès pendant chacun des cinq derniers mois, de sorte que l'écart est tombé à un niveau correspondant à un chiffre annuel de 4,1 milliards de dollars. En décembre, les exportations, en valeur, ont été inférieures de 11% à la moyenne mensuelle de 1948 et de 6% à celle des mois précédents de 1949, tandis que les importations se sont élevées à un niveau représentant une progression de 11% par rapport à la moyenne des onze premiers mois de l'année et une légère augmentation par comparaison avec la moyenne mensuelle de 1948.

La campagne pour l'accroissement des importations.

Les spécialistes gouvernementaux américains en matière de commerce extérieur se disent très encouragés par l'augmentation des importations aux Etats-Unis, augmentation qui s'est manifestée pour le sixième mois consécutif, en janvier 1950, pour atteindre au rythme annuel de 7.500.000.000 de dollars? Développement d'autant plus satisfaisant que les organisations industrielles, commerciales et syndicales apportent leur soutien énergique au gouvernement dans son effort pour accroître ces importations.

C'est ainsi que la N.A.M. (National Association of Manufacturers), association nationale des fabricants, qui représente 16.000 entreprises industrielles, s'est jointe aux deux plus importantes fédérations de syndicats américains, l'American Federation of Labor (A.F.L.) et le Congress of Industrial Organizations (C.I.O.) pour s'associer aux efforts gouvernementaux.

La N.A.M. se propose d'expliquer la nécessité d'augmenter le volume des importations aux Etats-Unis, grâce à une série de grands meetings dans les principales villes américaines. La première de ces manifestations, prévue à New-York dans la quatrième semaine de mars, réunira avec les fabricants les représentants de l'Export managers club, organisation new-yorkaise groupant les représentants des sociétés d'exportation américaines.

"Ce que veut la N.A.M., précise à ce sujet le magazine Business Week, c'est la diminution du déséquilibre entre nos importations et nos exportations, sans quoi le contribuable américain devra continuer de payer une large part de nos exportations (comme c'est le cas en exécution du plan Marshall), ou alors les exportateurs américains perdront une partie considérable de leurs affaires."

Comme les organisations patronales, MM. William Green, président de l'A.F.L. et Philip Murray, président du CIO, ont pris nettement position en faveur de l'augmentation des importations, tandis que des représentants du gouvernement sont en train d'appliquer un vaste programme d'éducation du public, lui démontrant que les Etats-Unis sont en mesure d'absorber un volume de marchandises étrangères et de services beaucoup plus grand que ce n'est le cas actuellement. Une telle politique, est-il expliqué au peuple américain, aidera les autres nations à se procurer les dollars dont ils ont besoin pour l'achat de marchandises et de services américains.

Soulignant qu'un volume d'importations plus nombreuses aux Etats-Unis contribuerait à l'effort de pays comme ceux d'Europe occidentale pour rétablir leur économie sur des bases saines, M. Dean Acheson, secrétaire d'Etat, a de son côté déclaré récemment : "L'une des choses qu'il nous faut faire consistera à mettre les autres pays en mesure d'acheter, en échange de leurs propres produits, les matières premières qui leur sont nécessaires pour nourrir et vêtir leurs populations et pour leur donner du travail. Cela signifie que nous devons acheter leurs marchandises et leurs services dans une mesure plus large que nous ne le faisons à présent. Cette action, nous devons l'entreprendre même si elle exige des ajustements ici, chez nous, et elle exigera certains ajustements".

Certaines industries américaines, a ajouté M. Acheson souffriront probablement de la concurrence que des produits étrangers feront aux marchandises américaines. "Si tel est le cas, a-t-il affirmé, il faudra trouver les moyens permettant d'opérer les ajustements qui en résulteront dans les meilleures conditions possibles".

Vers un nouvel abaissement des barrières douanières américaines ?

Commentant d'autre part les négociations tarifaires que doivent reprendre une quarantaine de pays dont les Etats-Unis lorsqu'ils se réuniront, en septembre 1950 à Torquay (Angleterre), le magazine U.S. News and World Report écrit que les milieux commerciaux américains s'attendent que cette conférence ait pour résultat un nouvel abaissement des tarifs douaniers américains, qui sont maintenant en moyenne de 14,5 % sur tous les produits soumis aux droits d'entrée. Les tarifs américains ont été diminués précédemment de 3,8% à la suite de concessions faites par les Etats-Unis aux conférences tarifaires de Genève et d'Angecy.

- 4 -

Etats-Unis

-:-

A noter que la loi sur les accords commerciaux, adoptée l'an dernier par le Congrès des Etats-Unis, autorise le Président à abaisser les tarifs d'un tiers au-dessous du niveau existant, en d'autres termes de les faire descendre jusqu'à 9,6%. L'U.S. News and World Report estime toutefois qu'il n'est guère probable que les droits d'entrée sur des articles comme la laine ou les textiles finis seront diminués autant que cette loi l'admet. Le magazine estime néanmoins qu'il y a des chances relativement fortes que soient pratiquées des réductions sensibles sur des produits tels que les vins, les chaussures, la bonneterie, les mouchoirs, la coutellerie, la porcelaine, la verrerie, la bijouterie, les instruments scientifiques et les machines spécialisées.

Bien entendu, les réductions de tarifs susceptibles d'être consenties par les Etats-Unis lors de la conférence de Torquay seraient applicables à toutes les nations amies aussi bien qu'aux quarante pays participants, comme ce fut d'ailleurs le cas à Genève et à Annecy. Ainsi, espère-t-on, ces réductions pourraient exercer la plus grande influence possible pour ouvrir le marché américain aux marchandises étrangères.

RESTRICTED

"A LA BARRE DE L'INDOCHINE"

par l'Amiral DECOUX (Ed. PLON -
un volume in-8° de 500 pages -
540 francs).

Dans son livre - un peu long - l'Amiral Decoux retrace toute l'histoire de son proconsulat indochinois entre 1940 et 1945, depuis l'heure où il prit la barre sans l'avoir sollicitée jusqu'au jour où il en fut arraché par l'intervention brutale des autorités japonaises.

Son action - quoiqu'ils en disent l'un et l'autre - ne diffère que par d'imperceptibles nuances de celle qu'inaugura son prédécesseur, le général Catroux pendant les courtes semaines durant lesquelles celui-ci exerça ses fonctions après l'armistice. Il s'agissait, par une politique de concessions disputées, de conserver la souveraineté française sur la fédération indochinoise, en épargnant aux populations autochtones comme à la colonie européenne les souffrances d'une agression et d'une oppression par des forces ennemies manifestement supérieures.

Le problème ressemblait dans une certaine mesure à celui que tentait de résoudre sur le sol métropolitain le gouvernement de Vichy mais dans des conditions cependant moins désavantageuses que pour ce dernier. L'Indochine n'avait pas été en guerre avec le Japon et si elle était la plus faible, elle n'avait pas été vaincue sur le champ de bataille. L'Amiral Decoux s'efforçait, par un mélange de résistance et de souplesse, en portant, sans l'atteindre jusqu'au point de rupture la tension des rapports, de sauver tout ce qui pouvait être sauvé au plus grand profit de l'Indochine et au moindre mal pour les anciens alliés de la France. Cette politique poursuivie jusqu'au moment où les forces japonaises eussent été menacées de près par la défaite, aurait eu, espérait-il, pour couronnement le recours des Japonais à l'entremise de l'Indochine pour leur ménager un accès auprès des vainqueurs.

Mais cette attitude aboutit à l'échec. En Mars 1945 les autorités militaires japonaises, inspirées peut-être par l'exemple allemand, s'emparèrent avant terme de tous les leviers de commande soigneusement préservés jusqu'alors et - non sans effusion de sang - internèrent les autorités, les troupes et même la population française. L'Amiral attribue ce fatal dénouement aux imprudences de correspondants occultes du gouvernement provisoire, créant ainsi un hiatus dans la continuité de la souveraineté française qui ne put être par la suite complètement rétablie. Il se flatte du moins d'avoir épargné aux Français pendant 5 ans un régime qui, à en juger par ce qu'il fut durant quelques mois, aurait coûté la vie à des milliers d'entre eux.

Les conditions de ce drame, les épisodes de cette sourde lutte quotidienne sont relatées dans tous leurs détails. On ne peut sans émotion se représenter la vie de nos compatriotes isolés par la défaite et pris entre deux feux sur cette lointaine terre d'Asie où depuis lors le sang français n'a pas cessé de couler.

A.L.H.

Imprimé dans les bureaux de "PERSPECTIVES"
37, Bd. Haussmann - PARIS - 9° -

Le Directeur-Gérant, J. GASQUEL.

RESTRICTED

PERSPECTIVES

RESTRICTED

CPYRGHT

BULLETIN HEBDOMADAIRE DU SERVICE D'ÉTUDES INTERNATIONALES
POLITIQUES - ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Directeur : Jacques GASCUEL

37, BOULEVARD HAUSSMANN - PARIS-IX^e - TÉL. OPE. 46-34

SIXIÈME ANNÉE.-

SUPPLÉMENT AU N° 40 - Samedi 18 Novembre 1950

BILAN ÉCONOMIQUE ET FINANCIER
=====

DE LA FRANCE AU 1^{er} NOVEMBRE 1950
=====

I.- VUE D'ENSEMBLE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU 1^{er} NOVEMBRE 1950.-

II.- BILAN DE LA SITUATION MONÉTAIRE.-

Aucune modification des tendances, lente progression des prix et de la masse monétaire.

III.- BILAN DE LA SITUATION BUDGÉTAIRE.-

La situation de la Trésorerie est satisfaisante, mais des inquiétudes subsistent.

IV.- BILAN DE LA SITUATION AGRICOLE.-

Les récoltes sont abondantes, sauf pour le blé.

V.- BILAN DE LA SITUATION INDUSTRIELLE.-

Une nouvelle expansion de la production industrielle.

VI.- BILAN DE L'EMPLOI, DES PRIX ET DES ÉCHANGES.-

Diminution du chômage, hausse des prix, reprise des transports, importantes rentrées dues au tourisme, balance commerciale en excédent.

CPYRGHT

THIS IS AN ENCLOSURE TO
DO NOT DETACH

SO DE 32600

RESTRICTED

RESTRICTED**I****VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE**
AU 1er NOVEMBRE 1950

La France a réussi à éloigner encore de quelques semaines l'échéance, c'est-à-dire le jour où elle devra prendre des décisions qui, sur le plan économique et financier, se traduiront nécessairement par le retour à l'autorité et à l'austérité. Elle a passé le mois d'octobre dans une euphorie relative, que les perspectives d'un nouvel et nécessaire ajustement des salaires et des prix, d'un accroissement important de la charge des impôts, ont à peine troublée. La plupart des dirigeants responsables, réduits à l'impuissance par une assemblée ingouvernable, espèrent d'une sorte de miracle la prolongation de l'ère des facilités, et la très grande majorité des Français se refuse à accepter la réalité, l'idée même qu'ils vont avoir à affronter des difficultés.

•
••

Celles-ci, à dire vrai, bien que proches, ne se manifestent encore qu'enveloppées de brouillard. Rien n'est décidé pour le réarmement. L'effort à accomplir en Indochine n'est pas fixé. L'incertitude subsiste quant à l'aide que nous apporteront les Etats-Unis. Sur le plan national, les répercussions des guerres en Asie et de la préparation de la guerre en Europe, ne se font pas encore sentir. La hausse des prix s'est ralentie et n'a pas déjà atteint l'importance que l'on pouvait craindre et qu'elle atteindra sans doute dans les mois qui viennent. Les incertitudes et les complications que promet l'avenir se manifestent cependant par des signes non équivoques: le retour à la priorité donnée dans le secteur privé aux liquidités monétaires, et dans le secteur public les complications budgétaires pour l'an prochain.

Sur le plan monétaire, on constate, depuis le début de l'année, une augmentation des billets en circulation d'environ 200 milliards, un accroissement continu du stock d'or des particuliers, ainsi qu'une mévente dans les magasins de détail. Il semble que, consciemment ou inconsciemment, les Français sentent l'orage venir, prennent en conséquence leurs précautions.

Sur le plan budgétaire, compte tenu des réductions de dépenses possibles, des emprunts, de l'injection de crédits acceptable sans dangers (une centaine de milliards au titre du budget) et qui sera, bien entendu, présentée sous un autre nom, il reste encore un supplément fiscal de l'ordre de 200 milliards (Voir Perspectives N° 39 du samedi 11 Novembre). S'ajoutant à une charge d'impôts qui atteint déjà 1.300 milliards, soit plus de 30 % du revenu national, cette masse additionnelle ne peut pas ne pas se faire lourdement sentir.

Cependant, la situation économique reste très favorable et en voie d'amélioration constante.

Du point de vue agricole, la récolte de blé s'est élevée à 73 millions de quintaux au lieu de 88,8 en 1949, mais cette diminution peu importante n'entrave en rien notre ravitaillement. Au surplus, les livraisons aux

RESTRICTED

Vue d'ensemble de la situation
économique et financière

-:-

organismes stockeurs se font à un rythme très rapide, soit que les cultivateurs aient suffisamment de blé en stock, soit qu'eux aussi préfèrent l'argent liquide aux marchandises. La récolte de vin a été la meilleure depuis 1939 (50 millions d'hectolitres). Les autres récoltes sont également satisfaisantes dans l'ensemble, malgré un mois de septembre assez froid et fort humide. Les exportations de produits agricoles n'ont cessé de se développer atteignant 65 milliards pour les huit premiers mois de cette année, au lieu de 65 milliards pour l'ensemble de l'an dernier.

La production industrielle, après la baisse des mois d'été, s'est relevée plus vite qu'il y a un an. L'indice est de nouveau à 125 sur la base de 100 en 1938 et laisse prévoir une activité pour le quatrième trimestre supérieure, en moyenne, à celle des six premiers mois.

Le raffinage du pétrole, la production de ciment, d'électricité, d'automobiles, d'acier (726.000 tonnes en septembre) atteignent leur plus haut niveau et même battent tous les records. Malgré la sécheresse d'octobre, le remplissage des barrages permettra sans doute d'éviter cet hiver des coupures de courant. La sidérurgie est gênée par le manque de ferrailles et de coke.

L'exportation de la ferraille a été interdite. La pénurie de coke correspond à un renversement complet du marché charbonnier (1) par suite de la reconstitution des stocks par la clientèle, due surtout aux perspectives des commandes de guerre.

Ces perspectives ont déjà ramené une brusque reprise d'industries qui marquaient une certaine stagnation: la chimie, la production des métaux, les textiles par exemple.

On ne peut s'empêcher d'observer le contraste persistant entre l'activité du textile et du cuir d'une part, celle des grandes industries de base de l'autre. Il semble que le soi-disant libéralisme empêche le développement des industries modernes, que la concentration industrielle (non pas financière) du fait de l'Etat ou d'organismes privés, soit la condition essentielle de ce développement.

Le chômage continue de diminuer. Le nombre des demandes non satisfaites est pratiquement insignifiant, inférieur d'un tiers à ce qu'il était au premier avril dernier. Le fameux "plein emploi" est pratiquement réalisé en France.

La balance commerciale en France est excédentaire, non seulement pour l'ensemble des échanges de la France, avec ses territoires d'outre-mer et l'étranger, mais avec l'étranger seul. Si les monnaies étaient, comme autrefois, librement convertibles entre elles et en francs, notre situation serait excellente, meilleure qu'elle n'a jamais été depuis vingt ans. En volume, nous exportons 62 % de plus qu'en 1938 et nous importons 11 % de moins. Notons enfin que le tourisme a fait rentrer au cours du premier semestre de l'année 35,9 millions de dollars, soit autant que toutes les exportations françaises vers les Etats-Unis pendant la même période.

(1) - à signaler, après avoir été pratiquement atteint pour la première fois depuis douze ans le niveau d'avant-guerre.

RESTRICTEDIIBILAN DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

Aucune modification des tendances:
lente progression des prix et de la masse monétaire

Le rapport du Conseil National du Crédit pour le troisième trimestre 1950 a confirmé, dans l'ensemble, les indications que nous avions tirées, le mois dernier, de l'observation de nos statistiques et de notre graphique habituel. On note un ralentissement, en 1950, du rythme d'accroissement de la masse monétaire, ralentissement portant notamment sur le volume des dépôts bancaires.

Le Conseil National du Crédit dispose de statistiques à fin septembre qui n'ont encore été que partiellement publiées, mais qui montrent que cette tendance s'est poursuivie pendant le troisième trimestre.

Nos chiffres diffèrent quelque peu, en valeur absolue (1), des statistiques officielles, mais celles-ci n'étant communiquées que trimestriellement, nous préférons poursuivre la confection de nos propres séries, dont la tendance, qui seule nous intéresse, concorde jusqu'à présent avec celle qu'indique le C.N.B.

Nous noterons également un certain fléchissement de l'indice de la vitesse de circulation de la monnaie scripturale qui revient à l'indice 122, après s'être tenu entre 130 et 140 pendant plusieurs mois. Dans l'ensemble, cette courbe qui s'était considérablement relevée de 1945 au milieu de 1949 tend à fléchir depuis plus d'un an, en fait depuis que des menaces de crise économique avaient commencé à peser sur le monde. Il est possible (notre graphique ayant 2 mois de retard sur l'actualité, par suite de la lenteur de la publication des statistiques) que la reprise de l'activité néo du réarmement général, conduise à un nouveau retournement de cette tendance. Toutefois, l'observation directe enseigne que les moyens de règlement restaient encore rares au début de novembre et que l'activité des affaires, au moins au stade de la consommation, n'était pas absolument satisfaisante.

De même, les prix de gros, s'ils continuent à monter, montent moins vite. De septembre à octobre, ils se sont élevés de l'indice 2.238 à l'indice 2.266, soit au rythme annuel d'augmentation de 15 %, sensiblement moins élevé que celui que nous avions noté pour les mois précédents (18,7 % en moyenne annuelle de juin 1949 à septembre 1950). Ainsi subsiste le parallélisme que nous observons depuis plus d'un an entre la courbe des prix et celle de la masse monétaire.

(1) - Nous évaluons la masse monétaire globale à 2.947 milliards en avril 1950, 2.999 en juin et 3.125 en septembre (chiffre provisoire), alors que les chiffres du Conseil National du crédit sont respectivement 2.692, 2.828 et 3.046.

- 2 -

La situation économique
et monétaire
-:-

L'indice de la production semble quant à lui, devoir retrouver rapidement, après le fléchissement saisonnier de l'été, son niveau du premier semestre, à 25 % environ au-dessus de l'indice de base 1938.

L'évolution rapide des conditions internationales n'a donc pas eu encore de répercussions sérieuses sur l'économie française qui a conservé jusqu'ici ses tendances particulières. Il va de soi que cette situation est susceptible de se modifier au cours des mois prochains, selon l'importance de la tâche qui nous sera confiée et les moyens que nous aurons à mettre en oeuvre pour la remplir.

Cependant, après la hausse de l'été, le marché de l'or a retrouvé son calme, et la Bourse des Valeurs ne reprend aucune vigueur.

Situation d'attente, dans l'ignorance de ce qui va être fait, aussi bien dans le domaine financier que sur le plan militaire. On verra plus clair quand seront précisées les conditions d'équilibre des différents chapitres du prochain budget.

o o o

RESTRICTED

- Principaux éléments de la situation économique et monétaire -

	Déc. 1938	Déc. 1945	Déc. 1948	Déc. 1949	1 9 5 0				
					Mars	Juin	Juill.	Août	Sept.
Dettes de l'Etat, - (milliards de frs)									
Dettes (Intérieure	(1) 432	1.823	2.451	2.724	2.781	2.869	"	"	"
totale (Extérieure	13	9	935	1.182	1.236	1.236	"	"	"
Intérieure à ott.	99	746	942	990	1.024	1.099	"	"	"
Avances d. bques d'émission	36	476	745	772	768	759	"	"	"
dont avances pr. B. de F.	21	-	151	158	166	167	162	164	164
Encaisse-or de la B. de F. (t) (3):	2.160	1.369	394	395	395	395	395	465	465
Masse monétaire...									
Circulation des bil. (milliards de frs)	111	570	988	1.278	1.322	1.383	1.414	1.455	1.467
Dépôts dans les bques (milliards frs) (6)	66	434	1.182	1.350	1.332	1.402	1.403	1.404	1.427
Cts. cts postaux (d°)	4	49	165	209	201	214	225	226	230
Total (milliards de frs)	181	1.053	2.354	2.837	2.854	2.999	3.042	3.085	3.125
Volume journa- liers d. comp. à Paris (mil- liards frs)...	15	3,4	26,2	37,0	35,7	45,1	46,3	46,7	44,2
Dépôts dans les Caisses d'épar- gne (milliards de frs)	64	265	397	487	533	564	574	590	600
Marché de l'or.- Cours du Napoléon	275	1.450	5.900	4.280	3.410	3.370	3.890	3.610	3.680
Taux de l'argent.- Taux d'esc. à la B. de France:									
(4)	2,50	1,625	3	3	3	2,50	2,50	2,50	2,50
(5)	-	-	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50

La situation économique
et monétaire

-:-

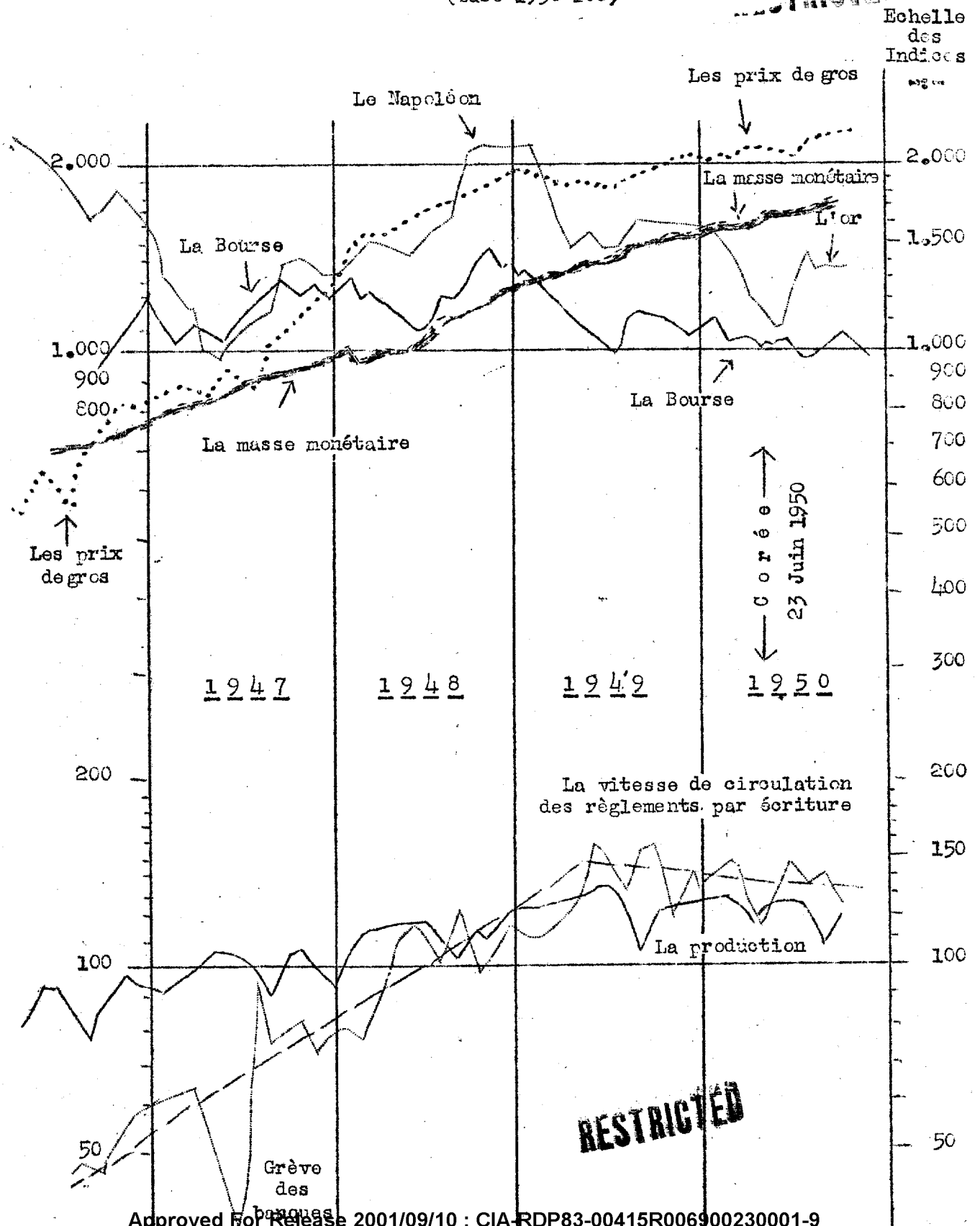
	Déc. 1938	1945	Déc. 1948	Déc. 1949	1950				
					Mars	Juin	Juil.	Août	Sept.
Taux de capitali- sation des va- leurs à revenu fixe (2)	6,10	3,37	7,13	7,54	6,50	6,65	6,77	6,70	6,63
Taux des oblig. émises (2)	6,93	3,63	6,19	7,04	6,92	7,26	7,02	7,04	7,01
Taux des valeurs à rev. var. (2) ..	4,29	0,83	1,76	4,48	4,51	4,54	5,74	5,66	5,39
<u>Indice base 100</u> <u>en 1938:</u>									
Masse monétaire..	100	585	1.297	1.576	1.586	1.666	1.690	1.714	1.736
Vitesse de circu- lation des règl. p. écrit	100	37	108	133	130	133	134	136	122
Prod. industr.	100	63	121	126	112	123	117	101	127
Prix de gros (7) ..	100	469	2.971	2.002	2.102	2.035	2.123	2.207	2.238
Cours du Napoléon (8)	100	1.507	2.145	1.556	1.240	1.225	1.415	1.313	1.338
Bourse de Paris (valeurs à reve- nu var.) (9) ...	100	699	1.366	1.085	1.045	1.056	961	1.020	1.080

- (°) -- Chiffres provisoires ou estimations.
 (..) -- Chiffres non encore publiés.
 (1) -- Août 1939 au lieu de 1938.
 (2) -- 1938 Moyenne annuelle. Nouvelle série à partir de 1950.
 (3) -- Non compris l'or en gage, réintégré dans l'encaisse en août 1950.
 (4) -- Taux d'escompte commercial. Taux ramené à 2,50 % le 7 juin 1950.
 (5) -- Taux de l'achat par la Banque de France des effets publics à 3 mois d'échéance au plus.
 (6) -- A partir d'octobre 1947, estimation de la masse totale des dépôts, par application d'un coefficient de 1,66 au montant des dépôts dans les six grandes banques, la situation de l'ensemble des banques n'étant plus comparable aux précédents (élimination des agences d'outre-mer).
 (7) -- Prix de gros: 2.266 en octobre 1950.
 (8) -- Indice de l'or: 1.327 à fin octobre 1950.
 (9) -- Indice de la Bourse: 1.045 à fin octobre 1950.

- INDICES-CLÉS DE LA CONJONCTURE -

(base 1938=100)

RESTRICTED



IIIBILAN DE LA SITUATION BUDGETAIRE**RESTRICTED**

La situation de la Trésorerie est satisfaisante,
mais des inquiétudes subsistent

Le retard et l'irrégularité des publications officielles relatives à la situation budgétaire de l'exercice en cours nous obligent à limiter cette brève étude aux huit premiers mois de l'année.

Nous rappelons que les chiffres de dépenses et de recettes pour l'année 1950, tels que les prévoyait la loi des maxima s'établissaient comme suit:

- Dépenses -

- Services de l'Etat	1.510.497 millions
- Réparations des dommages de guerre et investissements productifs ...	727.000 -
Total	<u>2.237.497 millions</u>

- Recettes -

Total	<u>2.217.000 millions</u>
dont:	
- Contre-valeur Marshall	250.000 -
- Emprunts	130.000 -

Nous pouvons dès lors évaluer, par rapport aux prévisions annuelles, le pourcentage des dépenses et des recettes effectuées au cours des huit premiers mois:

- Dépenses :

- Services de l'Etat	53 %
- Réparations des dommages de guerre ...	58,5 -
Total	<u>54,4 %</u>

- Recettes :

Total	<u>54,5 %</u>
- dont contre-valeur Marshall	50 %

Il y a donc, apparemment, un équilibre parfait entre le total des dépenses et celui des recettes effectuées au 31 août 1950. Si l'on s'en tenait à cette constatation, on aurait tout lieu de se montrer optimiste sur les résultats budgétaires de l'exercice 1950. Il convient toutefois de nuancer cet optimisme à la lumière des deux constatations suivantes:

- d'une part, les ressources en provenance de l'aide Marshall étaient moins abondantes que le budget ne le prévoyait: à la fin du huitième mois,

RESTRICTED

La situation budgétaire

elles n'étaient encore que de 50 % par rapport aux évaluations originelles pour l'ensemble de l'année;

.. d'autre part, des recettes effectuées que nous envisageons dans le tableau ci-joint ne tiennent pas compte des ressources d'emprunt.

Dès lors, on doit conclure que les recettes purement fiscales (impôts directs et indirects) atteignaient, à la fin du mois d'août, un pourcentage plus élevé que le pourcentage des recettes globales (54,8 %). Cette situation est-elle due à une accélération dans la rentrée des impôts, ou bien à un supplément des recettes par rapport aux prévisions, obtenu grâce à une augmentation de la production et des échanges? Ce second facteur a certainement joué, et même de façon sensible; mais l'élévation de certains prix atténue l'intérêt de cette constatation.

Au total, la situation budgétaire à la fin d'août 1950 était satisfaisante. Toutefois, à cette date, la plus grande partie des répercussions budgétaires du réarmement ne s'était pas encore fait sentir, soit que les ouvertures de crédit n'aient pas encore été votées, soit que, votées, elles ne soient pas traduit par des décaissements immédiats.

Par conséquent, il est imprudent de procéder à des extrapolations à partir des résultats de la période comprise entre janvier et août 1950. C'est l'étude de la situation budgétaire pendant les derniers mois de l'année qui seule nous permettra de porter sur elle un jugement d'ensemble.

o o o

- ETAT DE DEVELOPPEMENT DES DEPENSES POUR L'EXERCICE 1950 -
(en millions de francs)

Désignation des dépenses	30 Juin 1950	31 Juillet 1950	31 Août 1950
I.- BUDGET ORDINAIRE.-			
Services civils	408.834	474.363	547.266
Dépenses militaires	109.862	127.439	156.345
Total Budget ordinaire	518.696	601.802	703.611
A déduire virements bancaires ou pos- taux en cours d'exécution	5.726	5.089	
Total net	512.970	596.713	
II.- RECONSTRUCTION ET EQUIPEMENT.-			
Services civils	29.807	38.647	42.570
Dépenses militaires	37.834	39.709	45.929
Total des dépenses de recons- truct. (déduet. comprises)	67.642	74.850	88.499
III.- REPARATION des dommages de guerre et opé- rations de prêts et de garanties.....			
	312.878	359.218	426.517
Total	892.860	1.030.781	1.218.627
IV.- DIVERS.-			
Derniers renseignements parvenus des territoires d'outre mer (sauf AFN)....	42.958	52.958	64.974
Dépenses à imputer	59.906	83.145	73.950
TOTAL GENERAL	995.724	1.166.884	1.354.606
			(1)
(1) - Y compris: déduction des virements bancaires et postaux en cours d'exécution.			

RES-101-101
.....

La situation budgétaire

-2-

- ETAT DE DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 1950 -
(en millions de francs)

Désignation	30 Juin	31 Juillet	31 Août
- PRODUITS RECOUVRABLES EN FRANCE -			
I.- IMPOTS ET MONOPOLLES.-			
1°) Produits des contributions directes et taxes assimilées	215.438	291.115	308.848
2°) Produits de l'enregistrement	38.110	50.388	55.739
3°) Produits du timbre	6.062	9.541	11.366
4°) Produits de l'impôt sur les opérations de Bourse	782	922	1.022
5°) Produits de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	11.378	18.374	20.312
6°) Produits de l'impôt de solidarité nationale	1.784	2.042	2.193
7°) Produits des douanes	65.638	77.859	93.707
8°) Produits des contributions indirectes....	23.144	26.827	30.217
9°) Produit de la taxe sur le chiffre d'aff....	256.534	302.984	349.263
10°) Produit de la taxe sur les transactions..	71.868	84.865	97.347
11°) Produits du monopole des poudres à feu ..	389	494	743
Total du paragraphe Ier	691.127	865.406	970.757
II.- EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES	39.324	39.366	39.387
III.- PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ETAT..	3.727	4.296	4.842
IV.- PRODUITS DIVERS	38.655	47.639	53.658
V.- RESSOURCES EXCEPTIONNELLES.-			
Produit de la liquidat. d. biens ital. en Tunisie	234	267	277
Sommes à prev. de l'accord fr.-it. du 29/11/47.	1.038	1.203	1.203
Prod. du prél. excep. & de l'emp. libér. de cepr.	1.201	7.140	1.439
Int. et amort. des prêts consent. en exéo. de l'art. 42 de la loi N°48.466 du 21/3/48	798		8.101
Ressources affectées à la reconst. de la fct. de commerce & de pêche & de la flotte rhénane	3.704	4.010	4.199
Recettes af. à la caisse aut. de la reconstr..	1.639	2.030	2.247
Contre-valeur de l'aide consentie par le gouv. des E-U (Plan Marshall)	99.000	111.000	124.000
Total des ressources exceptionnelles	107.614	126.910	141.466
TOTAL GENERAL	880.447	1.083.617	1.210.110
- RECAPITULATION DES RECETTES DE L'EXERC. 1950 -			
Imputation définitive	880.447	1.083.617	1.210.110
Dern. rens. parv. des territoires d'outre-mer à l'exception de l'Afrique du Nord	3.026	3.678	4.464
Recettes à imputer	27.725	30.202	36.029
Revers. de fonds sur les dép. des minist. n'a- yant pas encore donné lieu à annul. de dép....	1.970	3.633	3.835
Total	913.168	1.121.130	1.254.438

RESTRICTED**IV****BILAN DE LA SITUATION AGRICOLE AU 1er OCTOBRE 1950**

Les conditions météorologiques n'ont pas été très favorables en septembre: la température assez fraîche et une forte humidité ont rendu difficile la récolte de betteraves et ont eu une action défavorable sur la richesse en sucre des betteraves et la richesse en alcool des vins tout en contribuant à augmenter l'importance de la production de ces deux produits. Par contre, les travaux d'automne ont pu se faire dans des conditions normales et même plutôt favorables.

Les estimations de récoltes au 1er octobre 1950 sont satisfaisantes.

LES CEREALES.-

Blé: Les résultats des battages n'ont pas apporté de changements appréciables aux estimations établies à la date du 1er septembre. On peut compter sur 73.300.000 quintaux contre 80.824.000 quintaux pour la récolte de 1949 avec un rendement moyen de 17,16 quintaux à l'hectare (au lieu de 19,14 quintaux en 1949).

Bien que la récolte de blé soit inférieure à celle de 1949, les livraisons aux organismes stockeurs s'effectuent à un rythme très rapide pour diverses raisons: avance dans les travaux par suite d'une récolte plus précoce qu'en 1949, utilisation plus développée des moissonneuses-batteuses, uniformité du prix du blé pour toute la campagne, besoins de trésorerie des agriculteurs.

Orge: 15.715.000 quintaux au lieu de 14.313.000 quintaux en 1949.

Avoine: 32 millions de quintaux comme en 1949.

Maïs: 3.212.000 quintaux contre 1.940.000 en 1949.

Riz: On espère que la récolte se situera entre 330.000 et 400.000 quintaux.

LES PLANTES SARCLEES.-

Pommes de terre: Les pluies de septembre ayant favorisé la végétation des pommes de terre tardives, on estime la récolte à 117 millions de quintaux (primeurs exclus), mais on craint qu'elle ne se conserve assez mal en raison des fréquentes attaques de mildiou et de la teneur élevée en eau des tubercules.

Betteraves industrielles: L'évaluation de 115 millions de quintaux faite au 1er septembre sera certainement dépassée (94 millions en 1949), mais les pluies très abondantes des dernières semaines et l'ensoleillement insuffisant ont abaissé la densité.

RESTRICTED

La situation agricole

—:—

Les légumes secs: Le mauvais temps a retardé les récoltes et nuit à la qualité des produits récoltés.

Les cultures maraîchères: L'humidité de septembre a provoqué une abondance exceptionnelle de légumes d'automne. Les marchés ont été abondamment approvisionnés en choux, salades, oleris, poireaux, carottes et navets.

Les vignobles: Les conditions atmosphériques des mois d'août et septembre ont été favorables aux vignobles. La récolte de cette année peut être estimée à 58 millions d'hectolitres (contre 42 millions en 1949). Ce sera la plus abondante que l'on ait connue depuis 1939 (58 millions en moyenne de 1930 à 1939), mais les vins seront de qualité moyenne, plus faibles en alcool que ceux de l'an dernier.

Si l'on ajoute à ce chiffre ceux du stock à la propriété (6.200.000 hectolitres) et de la récolte algérienne (14.500.000 hectolitres), on constate que 80 millions d'hectolitres seront disponibles cette année, contre à peine 60 en 1949. Les cours du vin ont déjà baissé et permettront peut-être à la consommation, réduite d'1/3 depuis 1938, d'absorber la récolte en se développant à nouveau.

Les cultures fruitières: Les fruits ont souffert des conditions météorologiques défavorables de l'automne et la récolte n'a pas été belle pour les pommes et poires de table. Par contre, bonne récolte de raisins de table et récolte exceptionnellement abondante de pommes et poires à cidre en Bretagne et en Normandie.

La production fourragère et l'élevage: Les pluies de septembre ont été favorables à la repousse des fourrages. Grâce aux larges possibilités d'alimentation en herbe, le cheptel s'est maintenu en nombre et en poids. La production laitière est en moyenne de 20 à 25 % supérieure à celle de l'an dernier et elle demeurera relativement abondante pendant tout l'hiver.

LES EXPORTATIONS AGRICOLES.-

Les exportations françaises de produits agricoles ne cessent de se développer. Elles ont atteint 65 milliards de francs pour les huit premiers mois de 1950, contre 65 milliards pour l'ensemble de 1949 et 32 milliards pour 1948. 8 millions de quintaux de blé ont été exportés en 1950.

On peut craindre que la médiocrité de notre dernière récolte de céréales, sans menacer l'approvisionnement de la Métropole et de l'Afrique du Nord, ne compromette le développement de cette politique d'exportation.

V

BILAN DE LA SITUATION INDUSTRIELLE AU 1er OCTOBRE 1950Vers une nouvelle expansion de la production

Le relèvement de la production au lendemain des congés payés a été cette année particulièrement marqué. Le retour au niveau d'avant la période des vacances a été plus complet et plus rapide que les années précédentes.

L'indice général de la production industrielle (base 100 en 1938) sans bâtiment est remonté de 99 en août à 125 en septembre, soit à un niveau légèrement supérieur à celui de juin (126). En 1949, l'indice était passé de 100 en août à 120 en septembre alors qu'il était de 129 en juin.

	1949	1950
- Mai	131	128
- Juin	129	124
- Juillet	116	116
- Août	100	102
- Septembre	120	125
- Octobre	122	-

Ainsi, alors qu'en 1949, l'activité industrielle s'était fortement ralentie au 4ème trimestre et n'avait pas retrouvé le niveau élevé du 1er semestre, en 1950, au contraire, une nette reprise se manifeste dès août, s'accroît en septembre et laisse présager une activité du 4ème trimestre supérieure à celle du 1er semestre. Après un an de ralentissement, le développement de la production industrielle semble donc reprendre.

La reprise présente cependant un caractère différent selon les branches d'industries.

Certaines industries ne font que poursuivre régulièrement leurs progrès. C'est le cas de l'industrie du pétrole (250 % du niveau de 1938), du ciment (224 %), des briques et tuiles (102 %), de l'électricité (167 %), de l'automobile (169 %). Toutes ces industries dépassent largement leur niveau du début de 1950.

Pour d'autres industries au contraire, l'essor de la rentrée se présente comme une brusque reprise d'activité après une période de stagnation. C'est le cas de l'industrie chimique (134 %), du textile (110 %) et surtout de la production des métaux (142 %). Dans ces branches, l'affaire de Corée, la hausse mondiale des matières premières et les perspectives de réarmement ont incité les utilisateurs à reconstituer leurs stocks à tous les échelons pour se prémunir contre une hausse des prix. D'où un afflux très important de commandes dans ces branches, afflux qui ne correspond peut-être pas à un niveau normal d'activité et qui a parfois un caractère spéculatif. De toutes façons d'ailleurs, les industries sollicitées ne seraient pas capables de satisfaire immédiatement toutes les commandes.

RES RUCED

- 2 -

Les disponibilités en électricité et en carburants sont larges, mais il faut que l'extraction du charbon (106 %) suive le mouvement d'expansion et que les approvisionnements de coke et de matières premières textiles se développent, ce qui paraît douteux dans les circonstances actuelles.

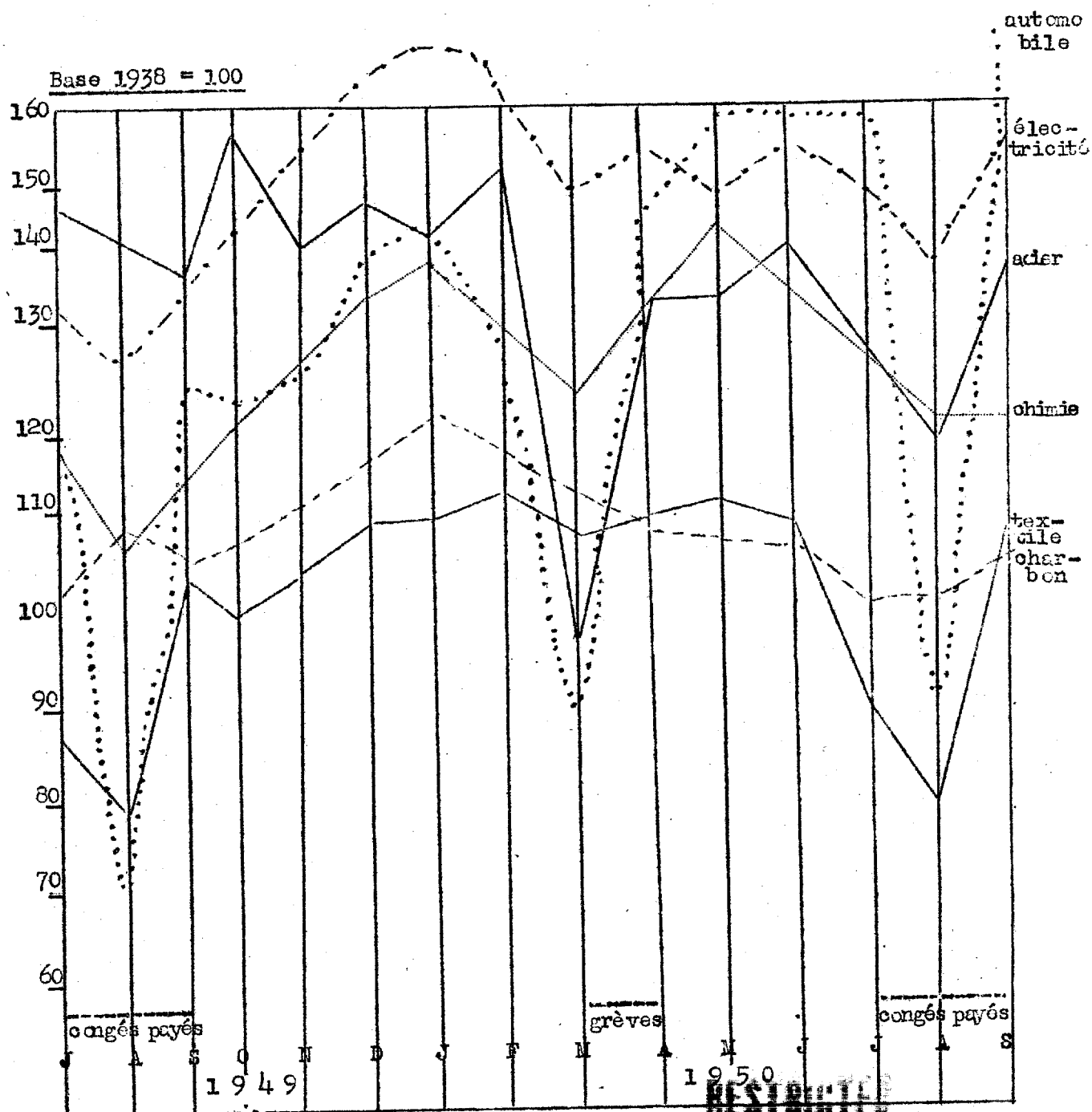
- Les indices de la production industrielle -

(Base 100 en 1938, corrigés de l'inégalité du nombre de jours ouvrables).
Chiffres définitifs, d'après l'Institut National de Statistique, jusqu'en août 1950, estimations provisoires de Perspectives pour septembre 1950.

Groupes d'activités	Moy. mens .			1 9 4 9					1 9 5 0								
	29	48	49	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S
Electricité...	76	139	143	128	141	147	154	165	165	163	147	154	154	158	145	136	157
Gaz (naturel et d'usine) ..	109	155	172	162	178	180	190	198	185	163	176	175	156	154	141	163	163
Pétrole et carburants ..	110	115	159	165	161	150	173	164	169	178	189	185	185	184	617	223	250
Comb. minéraux solides	110	91	105	98	103	106	107	112	112	110	102	102	104	98	96	97	99
Extrac. de mi- néraux métal.	147	73	97	93	85	98	99	99	97	99	79	95	96	89	92	85	92
Extrac. de mat. Extract. de mat. de constr.	134	100	109	101	96	108	106	105	97	106	105	119	120	119	124	121	120
Extract. et rép. de mat. div. ...	96	122	125	95	126	130	131	131	139	142	140	134	144	141	118	108	145
Prod. métaux.	151	119	143	131	138	144	139	144	142	144	98	136	140	137	132	121	142
Transf. de mé- taux	150	120	141	119	138	138	136	137	140	139	114	131	137	134	129	97	134
Ind. du verre.	161	157	146	107	117	119	138	163	159	151	145	149	150	145	140	132	134
Céramique	170	113	119	109	119	125	123	122	116	117	115	127	132	135	126	121	130
Bâtiment	190	123	125	112	134	133	124	127	116	117	121	121	121	123	126	112	125
Ind. chimique.	113	128	126	104	113	120	125	134	136	133	125	139	144	130	125	123	134
Croustille ...	90	147	154	83	152	163	167	166	153	179	113	128	174	162	180	104	160
Tabacs, allum.	107	117	128	26	134	152	147	154	150	153	159	147	150	150	155	27	150
Corps gras ...	92	56	64	52	73	76	73	61	60	62	61	68	67	65	71	80	75
Textiles	120	102	101	75	106	100	104	109	108	111	108	113	115	112	86	86	110
Cuir	117	78	67	47	91	84	93	75	72	70	64	72	76	71	77	56	70
Papier	63	100	100	58	94	99	105	110	111	111	112	115	120	117	97	87	115
Presse-Edition.	63	94	100	81	76	81	95	96	96	92	96	94	101	100	93	84	100
Indice général (av. bâtim.) ..	133	113	123	102	122	123	123	126	125	125	112	122	128	125	117	101	127
Indice général (ss bâtim.) ..	125	111	122	100	120	122	123	126	126	126	111	122	128	124	116	99	125

RESTRICTED

L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE



RESTRICTED**LES SOURCES D'ENERGIE****LE CHARBON.**

La production de charbon est passée de 4.041.000 tonnes en août à 4.265.000 tonnes en septembre 1950, soit à 106 % du niveau moyen de 1938 contre 108 % en septembre 1949. Le rendement individuel a atteint en septembre un nouveau record avec 1.234 kilogs par jour et par poste au fond et a dépassé, pour la première fois depuis 12 ans, la moyenne d'avant-guerre (1.229 kilogs en 1938). Rappelons qu'en septembre 1949, le rendement individuel n'atteignait que 1.108 kilogs par jour. Le nombre des mineurs au fond est passé de 190.240 en septembre 1949 à 171.280 en septembre 1950.

Les importations sont passées de 571.000 tonnes en août à 611.000 tonnes en septembre 1950 (au lieu de 1.314.000 tonnes en septembre 1949). Elles ne représentent que 36 % de la moyenne d'avant-guerre (1.709.000 tonnes en 1938). Ces importations sont venues d'Allemagne pour 69 %, de Grande-Bretagne pour 11 %, du Bénélux pour 10 % et pour 10 % également de Pologne et d'U.R.S.S. Les livraisons de la Sarre sont passées de 251.300 tonnes en août à 424.000 tonnes en septembre.

Unité = tonne	U.S.A.	Grande-Bretagne	Belgique Pays-Bas	Maroc	Pologne	Ruhr	URSS	Total
1938 (moy. mensuelle)	-	539.700	552.700	-	-	419.000	-	1.709.000
Janvier 1950	28.480	100.901	203.707	4.550	96.809	604.068	-	1.038.315
Février	-	102.885	111.927	550	78.625	553.926	-	847.913
Mars	-	165.754	149.435	-	53.389	583.807	-	952.385
Avril	-	125.453	127.888	8.280	20.034	422.052	-	703.707
Mai	9.919	123.937	86.925	1.025	68.266	400.423	-	690.495
Juin	-	118.154	104.956	-	69.294	413.368	-	705.772
Juillet	-	118.085	77.275	-	41.805	404.157	-	631.322
Août	-	59.642	62.035	-	51.367	392.842	4.200	571.000
Septembre	-	69.759	55.550	-	54.887	423.619	7.500	611.000

La situation du marché du charbon, mauvaise cet été, s'est renversée. Le gonflement des stocks sur le carreau, qui avait atteint son maximum en août avec près de 3 millions de tonnes, a cessé et la résorption des stocks se produit actuellement au rythme de 100.000 tonnes par semaine. Beaucoup des demandes actuelles, qui ne peuvent toutes être satisfaites, visent à constituer des stocks privés, qui ne l'ont pas été pendant les vacances malgré des avertissements répétés. Le charbon ne manque pas d'une façon générale, mais la capacité de livraison est limitée et une certaine pénurie de charbon maigre et de charbon à coke gêne à la fois les foyers domestiques et l'industrie sidérurgique.

RESTRICTED

....

La situation industrielle

-1-

L'ELECTRICITE.-

La production d'électricité s'est développée pour faire face aux besoins accrus de l'industrie au moment de la rentrée. Elle est passée de 2.260 millions de KWH en août à 2.550 millions en septembre 1950, soit une augmentation de 12,5 %, atteignant ainsi 167 % du niveau de 1938, au lieu de 149 % en septembre 1949.

L'énergie hydro-électrique a représenté 43 % du total produit, au lieu de 34 % seulement en septembre 1949. Le coefficient de remplissage des barrages atteignait encore 81 % fin septembre. Il est tombé à 65 % en raison de la sécheresse du mois d'octobre (contre 29 % fin octobre 1949). Les pluies abondantes du début de novembre auront sans doute pour effet d'améliorer encore les conditions d'hydraulicité déjà très favorables.

Malgré l'accroissement de la demande, il est peu probable que des coupures de courant soient nécessaires cet hiver.

LES CARBURANTS.-

La production française de produits pétroliers s'est encore développée en septembre. 1.411.000 tonnes de pétrole brut ont été raffinées contre 1.298.000 en août et 950.000 en septembre 1950. Il y a donc progrès de 50 % en un an. Le rythme actuel représente deux fois et demie celui d'avant-guerre.

Les approvisionnements de la France en pétrole brut (8.700.000 tonnes pour les huit premiers mois de 1950) viennent pour 58 % du Moyen-Orient (Arabie séoudite, Koweït, Iran), pour 25 % de l'Irak, pour 12 % du Venezuela, de 5 % des autres pays d'Amérique. Il est à remarquer que les Etats-Unis fournissent seulement 0,7 % du total des importations françaises de pétrole brut.

La production de septembre a atteint 297.000 tonnes pour l'essence (199.000 tonnes en 1938 et 211.000 en septembre 1949); 259.000 tonnes pour le gas-oil (49.000 tonnes en 1938 et 162.000 tonnes en septembre 1949); 665.000 tonnes pour le fuel-oil (182.000 tonnes en 1938 et 420.000 tonnes en septembre 1949).

o o o

RESTRICTED**LES PRODUCTIONS****LA SIDERURGIE.-**

Les résultats statistiques aujourd'hui connus confirment l'importante reprise de l'industrie sidérurgique au lendemain des congés payés, reprise que nous avons signalée dans notre dernier "Bilan". (Perspectives du 14 oct. 1950)

La production sidérurgique dans son ensemble a retrouvé le plus haut niveau atteint en janvier et février derniers. La production de septembre 1950 a été aussi importante que celle de septembre 1949. La production d'octobre a dû probablement atteindre un chiffre record et dépasser le niveau moyen de 1929.

La production de fonte est passée de 593.000 tonnes en août à 654.000 tonnes en septembre. Celle d'acier de 629.000 tonnes à 726.000. Celle de produits finis laminés de 403.000 tonnes à 528.000. Les chiffres de septembre 1950 sont équivalents à ceux de septembre 1949. Ils représentent 133 % de la moyenne de 1938 pour la fonte, 142 % pour l'acier et 150 % pour les produits finis laminés.

Pour octobre, on estime l'ensemble de la production franco-sarroise à 1.050.000 tonnes d'acier au lieu de 912.000 en septembre, le précédent record étant de 985.000 tonnes en mars 1949. En septembre, l'Allemagne occidentale avait produit 1.076.000 tonnes d'acier.

Ces résultats, qui sont assez satisfaisants, auraient pu être encore meilleurs si des difficultés ne s'étaient produites quant à l'approvisionnement en ferraille et en coke. L'exportation des ferrailles a été réglementée. Le coke manque en raison de la baisse des importations (163.000 tonnes en août 1950 au lieu de 194.000 tonnes par mois pendant le premier semestre 1950 et 328.000 tonnes par mois en 1949), baisse imputable au développement de la production sidérurgique allemande. Des négociations sont en cours pour obtenir de l'Allemagne occidentale des livraisons supplémentaires de coke, indispensables pour permettre à la production de se développer encore pour satisfaire les besoins. Sur le marché intérieur, les demandes sont supérieures de 25 % aux possibilités. Quant aux exportations de produits sidérurgiques, elles ont atteint en juillet 1950 285.000 tonnes (dont 253.000 vers l'étranger) contre 110.000 tonnes par mois en 1949 et 39.000 tonnes par mois en 1948 et les demandes se multiplient.

L'AUTOMOBILE.-

Avec la rentrée de septembre, l'activité de l'industrie automobile a atteint un niveau record. 24.690 voitures particulières ont été sorties ainsi que 9.900 véhicules utilitaires. L'indice pondéré de la production automobile (base 100 en 1938) est passé de 80 en août à 169 en septembre 1950, dépassant d'un tiers celui de septembre 1949.

RESTRICTED..

Au cours des neuf premiers mois de cette année, l'industrie automobile a produit 182.148 voitures et 69.223 véhicules industriels et autocars. Renault a construit 58.564 voitures, Citroën 46.295, Peugeot 34.214, Simca 20.633, Ford 12.910, Panhard 6.712, Hotchkiss 1.287, Salomon 878, Talbot 324, Rover 320, Delahaye-Delage 221.

Pendant le même temps, nous avons exporté 64.007 voitures d'une valeur globale de 21.658.359.000 francs et 15.846 véhicules industriels valant au total 7.094.395.000 francs.

Nous avons vendu 18.922 voitures et 10.157 camions dans les pays de l'Union française et 45.085 voitures et 5.689 camions à l'étranger.

Nos meilleurs clients pour les voitures ont été l'Union belgo-luxembourgeoise, avec 11.373 unités, l'Algérie avec 6.208, la Suède avec 6.014, la Suisse avec 4.650, le Maroc avec 4.234, puis les Pays-Bas avec 3.276, la Grande-Bretagne avec 2.401, les Etats-Unis avec 2.233, la Tunisie avec 2.109, l'AOF avec 1.994, l'Indochine avec 1.764, l'Allemagne avec 1.682, l'Uruguay avec 1.311.

Notons que nous avons importé 2.537 voitures au cours de la même période, dont 1.151 des Etats-Unis, 883 d'Allemagne, 257 de Grande-Bretagne.

LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION.--

C'est aussi un nouveau record qui a été atteint par la production du ciment. 655.000 tonnes en septembre 1950, soit 224 % du niveau de 1938 contre 134 % en septembre 1949. Mais des difficultés se présentent pour l'ensachage.

Les briques et tuiles ont également battu un record avec 361.000 tonnes en septembre, soit 102 % du niveau d'avant-guerre.

L'INDUSTRIE CHIMIQUE.--

La reprise a été également très marquée dans l'industrie chimique, dont l'indice d'ensemble est passé de 121 en août à 134 en septembre 1950 (contre 114 en septembre 1949).

L'INDUSTRIE TEXTILE.--

Les statistiques, maintenant connues, de l'industrie textile, permettent d'apprécier l'importance de la chute de production due aux congés payés. L'indice d'activité est tombé de 112 en juin à 86 en juillet et en août (75 en août 1949). La reprise de la rentrée semble très marquée et l'indice s'établirait à 110 (au lieu de 106 en septembre 1949).

Mais de graves problèmes se posent pour l'approvisionnement en matières premières. Les décisions américaines de réduire à 2 millions de balles leurs exportations du 1er août 1950 au 31 mars 1951 (sur une production de 15 millions de balles) met les cotonniers français dans une situation très difficile.

RESTRICTED

Nos importations de coton américain, qui avaient atteint le chiffre de 653.000 balles sur un total de 1.121.000 balles importées en France, vont se trouver réduites à 198.000 balles, soit au 1/3. Dans ces conditions, les industriels craignent la fermeture des usines dès février-mars.

Quant à la laine, elle est rare et chère. Bien qu'un chiffre d'affaires très important se soit traité en septembre sur les stocks existants en raison de la hâte des acheteurs à se prémunir contre la hausse, un chômage partiel a déjà commencé à Roubaix-Tourcoing dans les industries du lavage et du triage.

Une solution partielle pourrait être trouvée dans l'emploi des fibres artificielles. Les industriels essaient, dès maintenant, de s'organiser en prévision d'une pénurie des matières premières naturelles: les filateurs de laine font actuellement des mélanges qui peuvent aller parfois jusqu'à 70 % de fibranne, ceci dans le but notamment d'abaisser les prix des tissus.

RESTRICTED

RESTRICTEDVI
1950

BILAN DE L'EMPLOI, DES PRIX ET DES ECHANGES
AU 1er NOVEMBRE 1950

L'EMPLOI.-

Le nombre de chômeurs secourus a continué à diminuer en septembre. Il est passé de 47.246 le 1er septembre à 43.975 le 1er octobre 1950, soit au même niveau qu'en octobre 1949. Ainsi, le chômage a diminué d'environ 25 % depuis le maximum du 1er avril 1950 (61.638 chômeurs). Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est remonté de 122.600 au 1er septembre à 128.447 au 1er octobre 1950, mais reste inférieur à celui du 1er octobre 1949 (132.400 demandes). Par rapport au 1er avril 1950 (182.202 demandes) la diminution a atteint un tiers.

Ce mouvement de régression du chômage est saisonnier. On l'observe tous les ans. Mais les années précédentes, son ampleur était réduite et ne suffisait pas à compenser l'augmentation due à l'hiver. A chaque automne, le nombre des chômeurs et des travailleurs sans emploi se trouvait très supérieur à celui de l'automne précédent, et, d'une année à l'autre, le chômage s'aggravait. Cette année, pour la première fois, la régression d'avril à octobre a été d'une telle ampleur qu'elle a annulé presque complètement l'aggravation très forte constatée de septembre 1949 à mars 1950.

Cette régression du chômage est sensible surtout dans le département de la Seine et, d'une manière générale, au Nord de la Loire. Les possibilités de placement restent importantes dans la région parisienne, le Nord et l'Est. L'agriculture, la fabrication des textiles, les industries forestières demandent de la main d'oeuvre. Les métiers du bois, du cuir, la confection, les professions administratives refusent les offres. Il est à noter que sur 128.000 demandes d'emploi non satisfaites, 24.000 émanent de manoeuvres pour travaux et 17.500 d'employés de bureau.

Ces chiffres ne fournissent pas une idée exacte du chômage réel (de nombreux individus ne sont pas chômeurs secourus parce qu'ils ne remplissent pas les conditions nécessaires à l'obtention de l'allocation de chômage, notamment en ce qui concerne la durée de résidence; des travailleurs en chômage négligent de se faire inscrire dans les services de main d'oeuvre comme demandeurs d'emploi). Des sondages récents permettent d'estimer à 300.000 environ le nombre des chômeurs réels, totaux ou partiels.

Néanmoins l'amélioration est évidente par rapport à l'avant-guerre. En 1938, on comptait 373.600 chômeurs inscrits et 400.000 demandes d'emploi, chiffres correspondants à des effectifs réels plus élevés. Le chômage est donc beaucoup moins important aujourd'hui.

D'autre part, l'activité de la main d'oeuvre est nettement supérieure au niveau d'avant-guerre. Par rapport à 1938, les effectifs employés dans les entreprises sont en augmentation de 6 %, la durée hebdomadaire du travail de 13,7 % (43,7 heures de travail par semaine au lieu de 40 heures) et, au total, le niveau d'activité de la main d'oeuvre de 21%.

RESTRICTED

LES PRIX.-

La hausse des prix s'est poursuivie en octobre, mais avec une ampleur beaucoup plus réduite qu'en août et septembre.

L'indice des prix de gros qui avait augmenté de 3 % en juillet, 4 % en août, 1,3 % en septembre, a progressé de 1,2 % en octobre.

L'indice des prix des produits alimentaires qui avait baissé de 2 % en septembre, a marqué un recul de 1,5 % en s'inscrivant au niveau 1.753 en octobre contre 1.781 en septembre. Ce fléchissement résulte des baisses enregistrées sur les cours des viandes et saindoux (5 %), du fromage (8 %), du sucre (7 %) et du vin (17 %), en partie compensées par des hausses sur les prix du lait (application des tarifs d'automne), des oeufs (12 %), de pommes de terre (7 %) et des haricots secs (4 %).

L'indice des prix des produits industriels (ensemble des matières premières et des produits demi-finis) s'est élevé à 2.773 en octobre contre 2.695 en septembre, soit une augmentation de 3% en octobre contre 5,2 % en août et 3,7 % en septembre.

L'indice partiel des matières premières est passé de 2.802 à 2.844. La hausse est due à celle du caoutchouc, dont l'indice est passé de 3.500 à 4.080, des pâtes à papier (3.067 contre 2.121), des textiles (5.168 contre 5.093) et des cuirs (2.925 contre 2.814). Les produits chimiques ont légèrement baissé (2.798 contre 2.838).

L'indice des produits demi-finis est passé de 2.588 à 2.702. La hausse tient à celle du caoutchouc (1.921 contre 1.633), des papiers (2.255 contre 1.864), des textiles (4.743 contre 4.518) et du bois (1.886 contre 1.847).

D'octobre 1949 à octobre 1950, les prix de gros ont progressé de 13,2%.

L'indice des prix de détail à Paris, qui avait augmenté de 5,5 % en août et 4,3 % en septembre, a monté de 1,8 % en octobre.

L'indice partiel des 29 articles d'alimentation est passé de 2.009 à 2.043, soit une hausse de 1,7 %. Cette hausse résulte surtout de celle du lait et des oeufs. En revanche, le prix du vin a baissé.

L'indice du chauffage et de l'éclairage est resté à 1.640. Le prix du savon est monté de 6 %.

D'octobre 1949 à octobre 1950, les prix de détail à Paris, ont augmenté de 8,4 %.

Le nouvel indice des prix de détail, établi sur la base 100 en 1949, accuse une hausse pour les 41 denrées alimentaires de 4 % en septembre et 2,2% en octobre (113,6 en septembre et 116,1 en octobre), reste stationnaire pour le chauffage et l'éclairage (119,9) et pour les fruits et légumes frais (92,2).

RESTRICTED
Les Prix
des Echanges
-:-

Base 100 en 1938	Oct. 1949	Nov. 1949	Janv. 1950	Fév. 1950	Mars 1950	Avril 1950	Mai 1950	Juin 1950	Juil. 1950	Acût 1950	Sep. 1950	Oct. 1950
- <u>Prix de gros</u> - (en fin de mois)												
Prod. ali- mentaires	1.861	1.866	1.920	1.894	1.950	1.933	1.867	1.704	1.781	1.818	1.781	1.758
Prod. in- dustriels	2.140	2.144	2.210	2.219	2.252	2.261	2.296	2.365	2.465	2.596	2.692	2.773
Ind. gén.	2.000	2.005	2.065	2.057	2.101	2.097	2.081	2.035	2.123	2.207	2.236	2.266
- <u>Prix de détail à Paris</u> - (moy. d. mois)												
Aliment. (29 art)	1.901	1.930	1.921	1.929	1.920	1.942	1.925	1.858	1.839	1.938	2.009	2.043
Chauf. écla- rage (4 ar)	1.369	1.369	1.407	1.431	1.432	1.431	1.428	1.514	1.514	1.514	1.640	1.640
Ind. gén. (24 art)	1.884	1.912	1.910	1.920	1.906	1.922	1.906	1.845	1.825	1.925	2.007	2.043

LES ECHANGES INTERIEURS.-

Les perspectives de reprise dues au réarmement ont provoqué le développement des échanges intérieurs de marchandises. Mais, il semble que ce mouvement soit limité pour l'instant au stade de la production, les affaires commerciales restant très calmes.

Le trafic de la S.N.C.F. semble se développer à nouveau. Le nombre de tonnes kilométriques utiles est passé de 2.886 millions en juillet à 2.873 millions en août et 3.480 millions en septembre, soit un chiffre supérieur à celui de septembre 1949 (3.427 millions). Par contre, le nombre de voyageurs-kilomètres reste inférieur à celui de l'an dernier: 2.600 millions en septembre 1950 au lieu de 2.921 millions en septembre 1949.

Le nombre des faillites qui avait baissé en août et en septembre, période de vacances, est remonté en octobre. Il est passé de 130 en septembre (dont 27 dans la Seine et 103 dans les autres départements) à 340 en octobre 1950 (dont 58 dans la Seine et 282 dans les départements) contre 322 en octobre 1949.

Le nombre des liquidations judiciaires a également augmenté, passant de 49 en septembre à 150 en octobre 1950 contre 102 en octobre 1949.

LE TOURISME.-

La saison touristique 1950 a été particulièrement brillante. Depuis la Libération, la France a accueilli plus de neuf millions de touristes étrangers,

RESTRICTED

sans compter dix millions d'excursionnistes ou de "transitaires", qui ont passé dans notre pays soixante millions de journées et procuré des recettes évaluées à 350 milliards de francs, dont la moitié sous forme de devises.

Ces recettes étaient en 1947 de près de 20 milliards de francs en devises. Elles passaient l'année suivante à 34 milliards et en 1949 à 49 milliards. Pour la saison qui est sur le point de prendre fin, on peut évaluer à plus de 70 milliards de francs les recettes en devises reçues par l'office des changes.

En ce qui concerne le seul problème dollars, le tourisme a rapporté au cours du premier semestre de l'année 1950 35,9 millions de dollars, soit la même somme que toutes les exportations françaises vers les Etats-Unis réalisées pendant la même période.

Le tourisme apparaît ainsi véritablement comme la "première industrie d'exportation" française.

Quels sont les touristes qui se sentent le plus volontiers attirés par notre pays? Les Britanniques, dont le nombre a triplé depuis 1943, sont cette année en augmentation de 50 % par rapport à l'année dernière. Ils arrivent ainsi au premier rang de notre clientèle touristique (178.000 visiteurs). Les Américains viennent ensuite avec 123.000 visiteurs suivis, dans l'ordre, des Belges, et des Luxembourgeois, des Nordiques, des Néerlandais, des Suisses, des Italiens, des Espagnols et des Portugais.

LES ECHANGES EXTERIEURS.-

Pour la seconde fois, cette année depuis vingt ans, la balance commerciale de la France se trouve en excédent, non seulement pour l'ensemble des échanges, mais aussi pour les échanges avec l'étranger qui, en septembre comme en juillet, ont laissé un solde bénéficiaire de 1 milliard de francs. Cette amélioration est due à la diminution des importations et au développement des exportations.

Les importations ont diminué de 7 % en valeur d'août à septembre et les exportations ont augmenté de 8 % en valeur pour la même période.

Les importations ont atteint en septembre 74.824 millions de francs contre 80.282 millions en août et 2.970.937 tonnes contre 2.747.800 tonnes. Les exportations se sont accrues: 83.146 millions de francs en septembre contre 77.024 millions en août et 3.140.241 tonnes contre 2.636.407 tonnes.

Notre balance commerciale a été ainsi en excédent de 8.322 millions de francs. Elle ne l'avait été auparavant qu'en juillet avec 5.969 millions. Le commerce avec les pays étrangers a laissé un excédent de 1 milliard de francs, avec 54.589 millions aux importations et 55.604 millions aux exportations. L'excédent avait déjà été de 1 milliard en juillet. Pour les neuf premiers mois de l'année 1950, les importations se sont élevées à 777.116 millions et les exportations à 720.589 millions. Le déficit se trouve ainsi ramené à 56.527 millions de francs contre 64.849 millions pendant les 9 premiers mois de 1949.

COMMERCE EXTERIEUR

Unités: milliards de frs	Moy. mens. 1938	Moy. mens. 1949	Sept. 1949	Janv. 1950	Févr. 1950	Mars 1950	Avril 1950	Mai 1950	Juin 1950	Juil. 1950	Août 1950	Sept. 1950
IMPORTATIONS												
- de l'étranger	2,8	56,9	55,5	66,2	73,3	72,4	70,5	57,6	69,2	52,1	59,6	54,6
- de l'Union française	1	19,9	19,1	21	23	21,3	22,4	23	27,8	22	20,6	20,2
Total	3,8	76,8	74,6	87,2	96,6	93,7	92,9	80,6	97	74,1	80,2	74,8
Tonnage (en 1.000 tonnes)	3,932	3,889	3,636	3,605	3,490	3,382	3,433	3,092	3,274	2,714	2,748	2,971
EXPORTATIONS												
- vers l'étranger	1,8	38	35,1	47,4	53,3	47,1	49,1	48,5	54,2	53,1	49,2	55,6
- vers l'Union française	0,7	27,2	23,6	26,8	32,2	29,3	30	25,9	26,4	27	27,8	27,5
Total	2,5	65,2	58,7	74,2	85,5	76,4	79,1	74,4	90,6	80,1	77	83,1
Tonnage (en 1.000 tonnes)	2,249	2,247	2,042	2,290	2,340	2,327	2,547	2,533	3,049	2,767	2,636	3,140
BALANCE COMMERCIALE												
Importations compensées par les exportations à concurrence de:												
- pour l'étranger	65 %	67 %	63 %	72 %	73 %	65 %	70 %	84 %	78 %	102 %	83 %	102 %
- pour l'Union française	70 %	136 %	125 %	128 %	140 %	138 %	154 %	113 %	131 %	123 %	134 %	136 %
INDICES BRUTS du volume du commerce extérieur (1938 = 100)												
- Importations	100	104	105	115	115	112	113	97	110	86	91	89
- Exportations	100	132	119	145	159	147	153	149	179	165	148	162

RESTRICTED

RESTRICTED

LES ECHANGES DE LA FRANCE AVEC LES DIFFERENTES ZONES MONETAIRES

(en millions de francs)

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R006900230001-9

	1938	1949	1950					
		Septemb.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Septemb.
Zone dollar.-								
- Importations	7,518	14,000	18,000	18,000	11,100	14,800	12,500	9,300
- Exportations	2,620	2,000	3,300	3,500	3,900	4,300	4,500	5,800
Balance	4,898	12,000	14,700	14,500	7,200	10,500	8,000	3,500
Import. couvertes p. les export. à concour.	34 %	14 %	18 %	19 %	35 %	29 %	36 %	62 %
Zone livre.-								
- Importations	9,318	16,800	18,700	17,400	18,300	22,800	14,500	20,100
- Exportations	4,340	8,100	9,900	11,200	9,600	12,200	11,700	10,400
Balance	4,978	8,700	8,800	6,200	8,700	10,600	2,800	9,700
Import. couvertes p. les export. à concour.	46 %	48 %	53 %	64 %	52 %	53 %	80 %	52 %
Autres pays.-								
- Importations	16,737	24,700	35,700	35,100	28,200	31,700	25,100	25,200
- Exportations	15,240	25,000	33,900	34,400	35,000	37,700	36,900	39,400
Balance	1,497	300	1,800	700	6,800	6,000	11,800	14,400
Import. couvertes p. les export. à concour.	91 %	101 %	95 %	98 %	124 %	119 %	147 %	157 %

RESTRICTED

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP83-00415R006900230001-9

Approved For Release 2001/09/10 : CIA-RDP85-00411R000900230001-9

PERSPECTIVES

RESTRICTED

CPYRGHT BULLETIN HEBDOMADAIRE DU SERVICE D'ÉTUDES INTERNATIONALES
POLITIQUES - ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Directeur : Jacques GASCUEL

37, BOULEVARD HAUSSMANN - PARIS-IX - TÉL. OPE. 46-39

SIXIÈME ANNÉE.-

N° 13 - SAMEDI 1er AVRIL 1950

VUE D'ENSEMBLE ET PERSPECTIVES
DE LA SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE AU DÉBUT DE 1950

LE BILAN DES FINANCES FRANÇAISES
POUR 1949

25X1A

THIS IS AN ENCLOSURE TO
DO NOT DETACH

LA MONNAIE ET L'OR.-

La monnaie.- La Banque de France.- L'or de la France; le stock d'or clandes-
tin.- Valeur comparée du franc aux diverses périodes.

LE BUDGET DE 1950.-

L'élaboration du budget.- La présentation du budget.- Le contenu du bud-
get: les dépenses; les recettes; le déficit?- La charge du budget par
rapport au revenu national.- Les économies budgétaires.- La lutte con-
tre la fraude fiscale.- Les recouvrements budgétaires en 1949.- Les
subventions économiques.

LA DETTE PUBLIQUE FRANÇAISE.-

La dette publique globale.- La dette intérieure et extérieure; évolution
comparée.

CREDIT ET BANQUE.-

L'évolution des disponibilités monétaires.- La situation des banques en
1949.- L'épargne au cours de l'année 1949.- La répartition des crédits
par branches d'activité.- Le financement de la production et des échan-
ges autres que le crédit bancaire.

ANNEXE: La situation des six grandes banques en 1949.

RESTRICTED

RESTRICTED

VUE D'ENSEMBLE DES PERSPECTIVES DE LA SITUATION
FINANCIERE DE LA FRANCE AU DEBUT DE 1950

A la fin mars 1950, la situation financière de la France témoigne d'un redressement certain. Le signe apparent le plus spectaculaire en est l'effondrement du cours du Napoléon à Paris. La valeur de la pièce de 20 frs calculée sur la base du franc de 1950, - celui résultant de la dernière dévaluation en date du 20 septembre dernier - est passée de 40.000 francs à la Libération à environ 3.500 aujourd'hui.

Une fois de plus les non initiés, ou n'ajoutent pas foi à cette amélioration ou crient au miracle. Cela tient au scepticisme et à la méfiance persistante des Français quant à la conduite de leurs finances publiques, à l'ignorance, en grande partie volontaire, dans laquelle ils se complaisent quant à l'efficacité et à la continuité des efforts de leurs gouvernements et surtout de leur administration pour assurer une bonne gestion en dépit des vicissitudes de la politique.

Il ne faut cependant pas tomber d'un excès dans l'autre. Le redressement est évident. Il n'est pas encore définitivement acquis. Tout est précaire dans l'équilibre réalisé, qu'il s'agisse des salaires et des prix, du budget ou de la balance des paiements. Tout dépend aussi de l'équilibre international, tant politique qu'économique, dont la rupture aurait des répercussions désastreuses sur la marche de nos affaires. Qu'il s'agisse d'une intensification de la guerre froide que marqueraient des grèves insurrectionnelles ou d'un effondrement des prix mondiaux et d'une crise aux Etats-Unis.

Nous avons rassemblé dans ce supplément de Perspectives - suite à celui déjà publié sur la "Situation Economique" (Annexe au N° 7 du 18 Février 1950) - des indications et des données statistiques qui permettent d'avoir une idée à la fois globale et précise de la situation financière de la France au début de 1950. Nos lecteurs retrouveront constamment ces deux idées fondamentales: importance des résultats acquis, incertitudes quant à l'avenir.

o o o

Pour la monnaie, la stabilité du pouvoir d'achat du franc, en France, depuis l'automne 1948 et son amélioration sur les marchés clandestins, en dépit de deux dévaluations (27 avril et 20 septembre) marque l'aboutissement d'un processus d'adaptation réciproque des prix de la production et de la monnaie qui se poursuit depuis la Libération. Cependant, la stabilisation ne pourra être tenue pour solidement assise qu'une fois les salaires effectivement adaptés au niveau des prix de consommation. Si, comme nous l'avons souvent observé, l'économique prime le financier et le monétaire, le social, c'est-à-dire l'humain, prime l'économique. C'est là ce qu'oublie trop souvent les techniciens et les économistes en chambre.

La situation de la Banque de France est remarquable en ce sens que les avances à l'Etat n'ont pratiquement pas augmenté depuis la fin décembre 1948.

RESTRICTED

Vue d'ensemble de la situation
financière de la France

-:-

Mais il y a lieu de tenir compte des opérations avec le Fonds de Stabilisation, qui, lorsque besoin en est, permettent d'assurer certaines facilités au Trésor. Il est bon d'observer que l'encaisse métallique de la Banque est toujours évaluée sur la base du franc à 7 mgr, 46 d'or ce qui laisse avec le franc à 2 mgr, 5 la possibilité de dégager une plus-value comptable de l'ordre de 120 milliards.

Quant à la masse monétaire, elle est toujours à l'indice 15 alors que la production industrielle est à l'indice 126 et les prix de gros à l'indice 20 (sur la base de 100 en 1938). Cependant, la production plafonne alors que les prix de gros, comme la masse monétaire elle-même, ont une tendance continue à augmenter, et qu'en pareille occurrence la tendance joue un rôle essentiel.

Nous avons reproduit, après l'étude sur la monnaie et la situation de l'Institut d'émission, un résumé de nos recherches (paru dans Perspectives du 19 Fév. 1949 et reproduit par le rapport de la B.R.I.) sur le tonnage d'or clandestin existant actuellement en France (aux environs de 2.200 tonnes) ainsi qu'un tableau permettant de calculer les valeurs réciproques du franc depuis 1914, avec leurs équivalents en or.

Pour le budget, nous étudions successivement son élaboration, sa présentation, son contenu (2.237 milliards de dépenses), la charge qu'il représente par rapport au revenu national (32 %), enfin le programme d'économies, la répression de la fraude fiscale et les subventions. Là encore, l'équilibre est précaire en ce sens qu'il dépend de la réalisation des économies en question, du versement effectif de la contre-partie en francs des crédits Marshall (250 milliards) enfin de la réalisation des prévisions de recettes. A l'intérieur de celles-ci la taxe sur le chiffre d'affaires et l'impôt sur les transactions interviennent à concurrence de 43,6 %. Elles sont en conséquence particulièrement vulnérables, étroitement soumises aux variations du volume des échanges et de la production. Toute crise même atténuée entraîne immédiatement une diminution des rentrées fiscales.

Après le budget, nous procédons à une examen de la dette publique et de son évolution. Il est remarquable que la charge correspondante ne représente que 53 % du revenu national évalué à 7.200 milliards, alors que cette charge atteint 125 % aux Etats-Unis et 250 % en Grande-Bretagne. Cependant, la part de la dette extérieure par rapport à la dette totale dépasse 30 %, d'où un alourdissement à chaque dévaluation, puisque cette dette est comptabilisée en devises, alourdissement qui efface en partie ou en totalité les avantages de ces mêmes dévaluations du côté dette en francs.

Notre supplément se termine par une étude de l'évolution des disponibilités monétaires de la situation des banques, de l'épargne, de la répartition du crédit et du financement de la production au cours de l'année 1949. Les disponibilités monétaires se sont accrues de 524 milliards de frs entre fin 1948 et fin 1949, ce qui correspond, la production étant seulement passée de l'indice 115 à 126, à un accroissement du volume des échanges, c'est-à-dire à un écoulement des stocks. On notera le ralentissement de l'accroissement des dépôts à vue dans les Banques, signe des difficultés croissantes des particuliers et des entreprises pour assurer le maintien de leur niveau de vie et de leur activité intérieure, difficultés confirmées par le mouvement de l'épargne, enfin le rôle responsables de la répartition du crédit qui, en fait, orientent l'économie du pays.

RESTRICTED

la monnaie et l'or

LA MONNAIE ET L'OR

I

LA MONNAIE

Traditionnellement l'opinion française se montre très sensible à l'évolution des signes extérieurs de la valeur de sa monnaie.

Que cette valeur se traduise à l'intérieur du pays par le niveau général des prix, c'est là une notion qui, dans l'esprit de la masse, ne se sépare pas, de toute nécessité, de celle des revenus dont elle peut disposer, par ses salaires et ses épargnes. Plus spectaculaire, et, partant, d'effet plus psychologique, est la confrontation directe de la monnaie nationale avec celle des autres pays, comme avec l'or, base non encore dénoncée, quoique pratiquement délaissée, de la plupart des systèmes monétaires.

Mais la difficulté est plus grande qu'on ne se l'imagine généralement d'interpréter correctement la signification des cours du change et des prix de l'or, que reproduisent cependant abondamment toutes les publications quotidiennes ou périodiques.

Vis-à-vis de l'or, le choix est malaisé entre le prix du lingot ou celui du Napoléon. Par rapport aux devises, lequel retenir du cours officiel, de celui du marché parallèle ou du billet français à l'étranger? Certes, des parités tendent à s'établir avec le jeu des arbitrages, mais des primes subsistent encore ça et là.

Les dévaluations.-

Un fait caractéristique situe bien les difficultés que nous évoquons: au cours de l'année 1949, les marchés libres de l'or et clandestins des devises ont enregistré une amélioration importante de la valeur extérieure du franc, alors que dans le même temps, deux dévaluations affectaient les taux de change officiels. La première se situe le 27 avril avec un ajustement modéré du cours moyen du dollar (cours commercial) relevé de 263 à 272 francs et correspondant à la hausse de la devise américaine sur le marché libre de 319 à 329 frs. La seconde a accompagné, comme on le sait, le mouvement général d'alignement des monnaies du 20 septembre 1949 à la suite de la dévaluation de la livre sterling. Le cours du dollar sur le marché libre est passé de 329 à 350 francs et constitue depuis cette date la base officielle du franc. Celui-ci a subi, de ce fait, une dévaluation de 22% (passage du cours commercial de 272 à 350 frs). Rappelons que le cours officiel de la Livre sterling a varié en hausse de 1,064 à 1,097 en avril, et en recul à 980 frs en septembre, la dévaluation britannique vis-à-vis du dollar ayant été plus élevée que celle du franc.

Le raffermissement des cours du franc.-

Tout autre a été l'évolution des prix de l'or sur le marché libre et des devises dans les transactions clandestines.

RESTRICTED

La monnaie et l'or

-:-

Le Napoléon qui avait commencé l'année sur les plus hauts cours cotés depuis 1946, à 6.200 francs, a fléchi tout d'abord à 3.980 en avril, après la réussite de l'emprunt 5 %. Il s'est relevé à 4.600 en août pour finir l'année au palier de 4.260, entérinant la faiblesse des marchés mondiaux du métal jaune.

Le lingot, suivant une évolution analogue, est passé de 835.000 francs à 525, puis 670 pour finir à 575.000 frs.

Tout à fait comparable pendant les neuf premiers mois, le marché du dollar a montré plus de fermeté dans le dernier trimestre. De 520 au début de l'année, le \$ fléchi à 335 en avril, à peu de chose près le cours officiel du marché libre. Il est ensuite remonté à 400 où il s'est tenu jusqu'au début de 1950.

Notre graphique montre plus peut-être que les chiffres l'ampleur du fléchissement de l'or et des devises et par conséquent l'amélioration du franc.

A l'étranger, nous nous bornerons à relever le cours du franc en Suisse. A Genève, le franc commence l'année 1949 à 80 centimes suisses pour 100 frs français (pair: environ 1,23). Il se redresse à 1,18 en avril, 1,20 en juillet pour finir l'année malgré la dévaluation officielle du franc à 1,10 en moyenne.

Naturellement la confrontation du franc et de la livre sterling serait plus spectaculaire encore. Notre graphique enregistre le fléchissement continu de la £ sur le marché de Paris depuis la fin 1948, de plus de 1.500 francs à moins de 900, mais la cause principale en est, on le sait, la persistance des manœuvres de "cheap sterling" nées du système britannique des comptes transférables et de l'existence d'avoirs étrangers en £, bloqués depuis la guerre ou d'emplois très limités, dont les détenteurs cherchent à se débarrasser, même à perte.

Il reste que cette divergence fondamentale entre les variations des taux de change officiels en 1949 et l'évolution des cours sur les marchés non contrôlés est à première vue surprenante sinon paradoxale.

En fait, elle s'explique par le caractère très différent des marchés dont il s'agit. Les cours officiels s'appliquent aux transactions commerciales et financières normales. Le marché de l'or comme les marchés parallèles des devises traduisent les vicissitudes d'une thésaurisation inquiète et le coût des mouvements de capitaux affranchis des contrôles.

Ni les uns ni les autres ne pouvaient prétendre à traduire la valeur réelle de la monnaie, au moins jusqu'à ces derniers mois. L'année 1949 semble marquer justement le moment de la réconciliation des cours, à mi-chemin des extrêmes. La dégradation du franc était, après 5 années de guerre et d'occupation, évidemment beaucoup plus prononcée que ne pouvait l'enregistrer immédiatement le change officiel, sans risque de choc trop violent pour l'économie épuisée.

RESTRICTED

La monnaie et l'or

-*-

A l'inverse, l'or et les devises clandestines sous-estimaient régulièrement la valeur réelle de la monnaie.

Il est donc parfaitement normal qu'au fur et à mesure que les conditions des échanges se régularisent, l'écart entre les deux tendances s'annule jusqu'à disparaître même totalement.

Cette évolution a été favorisée en 1949 par une saison touristique particulièrement active, par un redressement marqué de notre balance des comptes, à l'exception de nos rapports commerciaux avec les Etats-Unis, enfin par l'arrêt de la hausse de l'indice des prix.

Par ailleurs, l'ambiance économique internationale s'est modifiée. Tous les marchés ont eu tendance à devenir vendeurs et non plus acheteurs, faisant planer ainsi la menace de la crise de déflation. L'atmosphère n'est plus à la hausse sans nuances dans tous les domaines.

Particulièrement sensible en France, cette optique nouvelle marque l'aboutissement du processus d'adaptation réciproque des prix, de la production et de la monnaie qui se poursuivait depuis la Libération. La phase la plus délicate reste peut-être à être vécue.

Vers la stabilisation.-

D'aucuns considèrent la déflation comme indispensable à tout processus d'assainissement. Mais il semble aujourd'hui que les théories anciennes doivent être révisées. Un des facteurs de l'équilibre économique a acquis une prépondérance qu'il n'avait pas encore obtenue dans les cycles précédents.

Si déjà nous avons pu noter qu'à notre époque l'économique prime le monétaire, il faut maintenant souligner que le social - l'humain - prime l'économique.

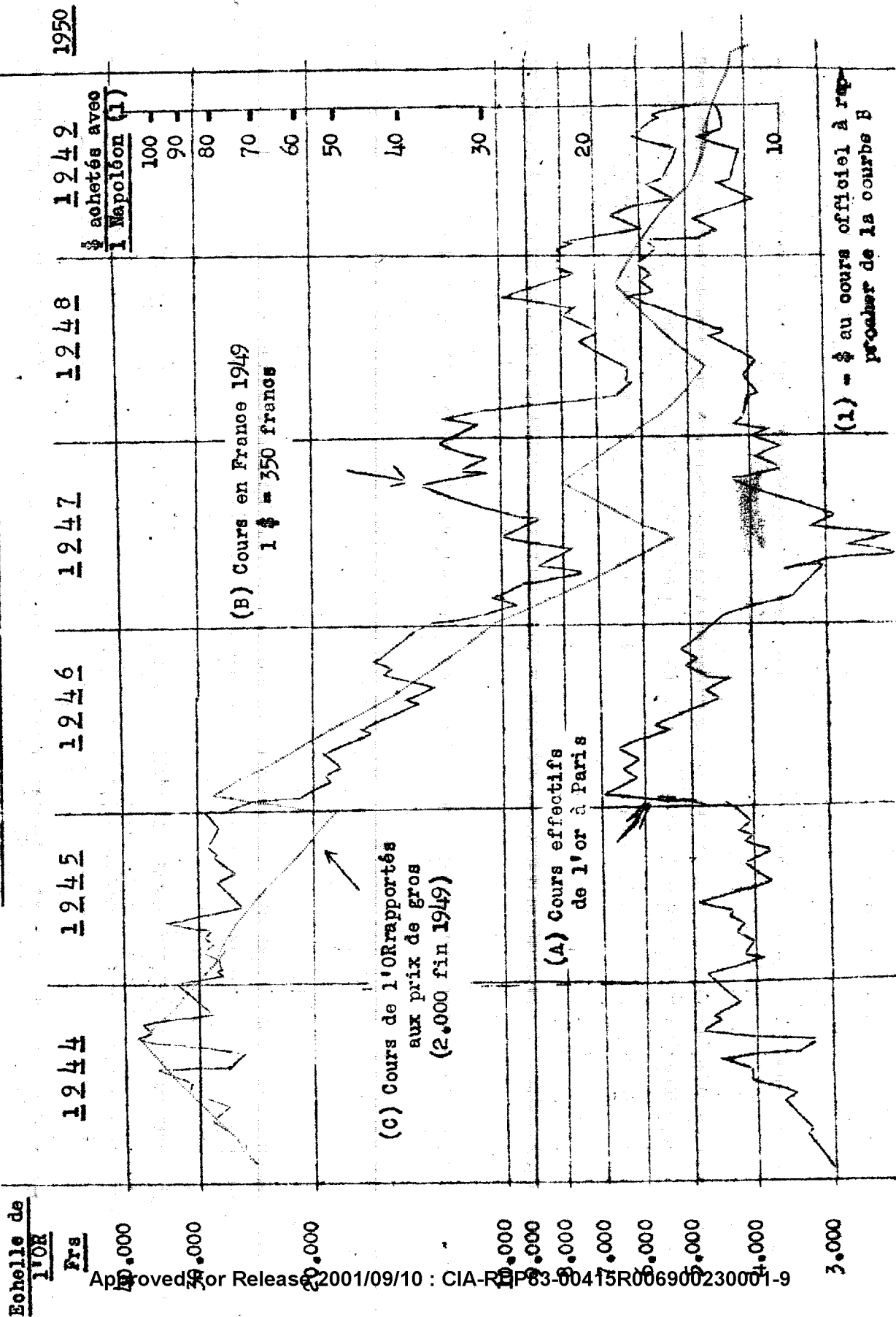
La hiérarchie des problèmes en est sensiblement modifiée. Si la stabilisation de 1928 a pu résoudre par des procédés monétaires une période de crise qui était uniquement d'ordre monétaire et financier, il apparaît en 1950 que la stabilisation du franc ne pourra être réalisée sérieusement aussi longtemps qu'elle n'aura pas été précédée de l'adaptation des salaires au niveau des prix de consommation, par la baisse de ceux-ci ou l'aménagement de ceux-là. Cette notion n'est peut-être pas encore clairement aperçue par tous, mais il est absolument certain qu'il est nécessaire qu'elle le soit si l'on veut sauvegarder la paix sociale.

C'est là peut-être plus le rôle de la politique que de la technique, mais justement ce sont les bonnes politiques qui font les bonnes monnaies. Le franc s'est affermi. La position internationale s'est améliorée. Mais il ne fera jamais que traduire la santé du pays.

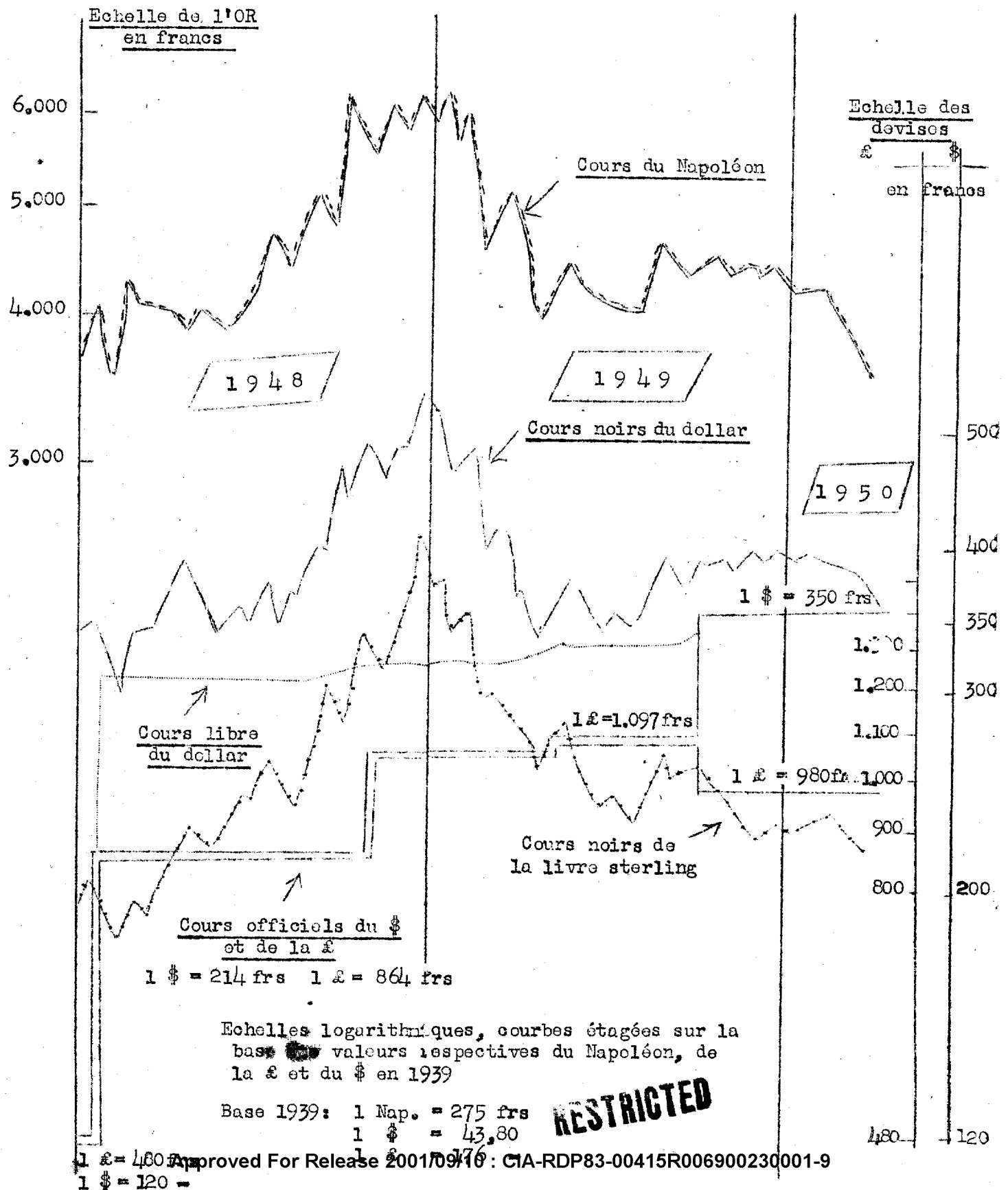
RESTRICTED

• 0 •

- COURS DE L'OR A PARIS DE 1944 A 1950 -



**EVOLUTION DES COURS DE L'OR, DE LA LIVRE STERLING
ET DU DOLLAR EN 1948 ET 1949**



RESTRICTED

LA BANQUE DE FRANCE

La comparaison des postes du bilan de la Banque d'une année sur l'autre conduit aux observations suivantes.

- la progression des engagements à vue a été beaucoup plus considérable en 1949 qu'en 1948: 156 milliards en 1948, 278 milliards en 1949.

- cette augmentation trouve sa source dans l'amélioration de la Balance des comptes du pays. En effet, la progression des opérations de crédit apparaît absolument comparable de 1948 à 1949: 153 milliards en 1948, 159 milliards en 1949. Notons que dans une économie équilibrée, nulle augmentation de cet ordre n'est nécessaire. Mais dans un pays en reconstruction, l'équilibre ne peut être trouvé que par une augmentation de l'activité, donc du crédit.

Le Trésor a pu équilibrer ses comptes sans prélèvement notable auprès de la Banque (10 milliards). Par contre, les opérations entre la Banque et le Fonds de stabilisation (convention de juin 1949) ont conduit la Banque à acheter en 6 mois pour 62 milliards de devises et à consentir 43 milliards d'avances au Fonds. A ce propos, notons que le gonflement de ces opérations au bilan de fin d'année a été déterminé par l'acquisition des francs suisses empruntés, par la S.N.C.F. sur le marché helvétique.

Au 5 janvier un mouvement en sens contraire s'est trouvé déterminé par les règlements semestriels afférents à la dette publique extérieure vis-à-vis des Etats-Unis (25 millions de \$) et du Canada (12 millions de \$).

Si l'on regarde d'un peu plus près les opérations de crédit de la Banque pendant l'année 1949, on constate qu'elles sont par rapport à 1948 absolument du même ordre de grandeur, non seulement dans leur total, mais aussi dans leur détail: le portefeuille commercial s'est accru en 1948 de 129 milliards, et de 117 en 1949 et l'open market de 30 milliards en 1948 et de 40 en 1949: la politique de la Banque apparaît d'une parfaite stabilité, comme nous l'enseignent d'ailleurs les rapports du Conseil National du Crédit.

Ces quelques chiffres confirment également les conclusions à laquelle mènent toutes les études que nos lecteurs ont pu trouver dans cette revue: en dépit des difficultés du moment, sans cesse renouvelées, le développement économique du pays se poursuit à une cadence parfaitement régulière et singulièrement réconfortante; on peut épiloguer longuement sur des erreurs locales, des excès particuliers ou des insuffisances notoires; on ne peut nier l'amélioration persistante de la conjoncture dans son ensemble.

o o o

RESTRICTED

La monnaie et l'or

- 7 -

- Situations comparées de la Banque de France -

(en millions)	31 déc. 48	31 mars 49	13 juillet	29 Sept.	29 déc.	9 mars 50
ACTIF.-						
Trésorerie-or	52.187	52.817	52.981	52.981	52.981	52.981
Or en garantie ...	12.408	12.408	9.293	9.293	9.293	9.293
Devises achetées .	-	-	-	51.446	61.874	61.783
Avances au Fonds de Stabilisation.	-	-	-	18.200	43.300	41.100
Portef. commercial	247.183	235.761	291.593	313.155	364.344	366.696
Effets nég. achetés	97.447	134.911	135.286	138.787	137.689	129.108
Avances s. titres.	4.169	6.242	6.159	5.631	5.135	5.155
Avances à 30 jours	10.343	20.379	17.156	6.124	11.291	18.161
Total des opérat. de crédit	359.142	397.293	448.194	463.697	518.456	519.321
Avances permanent.	50.000	50.000	50.000	50.000	50.000	50.000
Avances provisoires	150.900	157.500	162.000	164.000	157.900	165.200
Avances pour frais d'occupation	426.000	426.000	426.000	426.000	426.000	426.000
Bons du Trésor nég.	65.000	65.000	67.951	67.951	67.951	67.951
Total des avances à l'Etat (1) ...	691.000	698.500	705.951	726.300	706.851	709.151
PASSIF.-						
Evaluation	987.161	1.045.054	1.123.517	1.210.606	1.278.211	1.315.729
Comptes, Trésor et Banques	172.589	180.853	149.384	140.750	160.141	52.366
Comptes privés ...						49.837
- coop. écon.)						17.073
Engag. à vue	1.160.210	1.225.907	1.272.901	1.351.356	1.438.352	1.435.005
(1) - Avances représentant effectivement une aide en francs à l'Etat.						

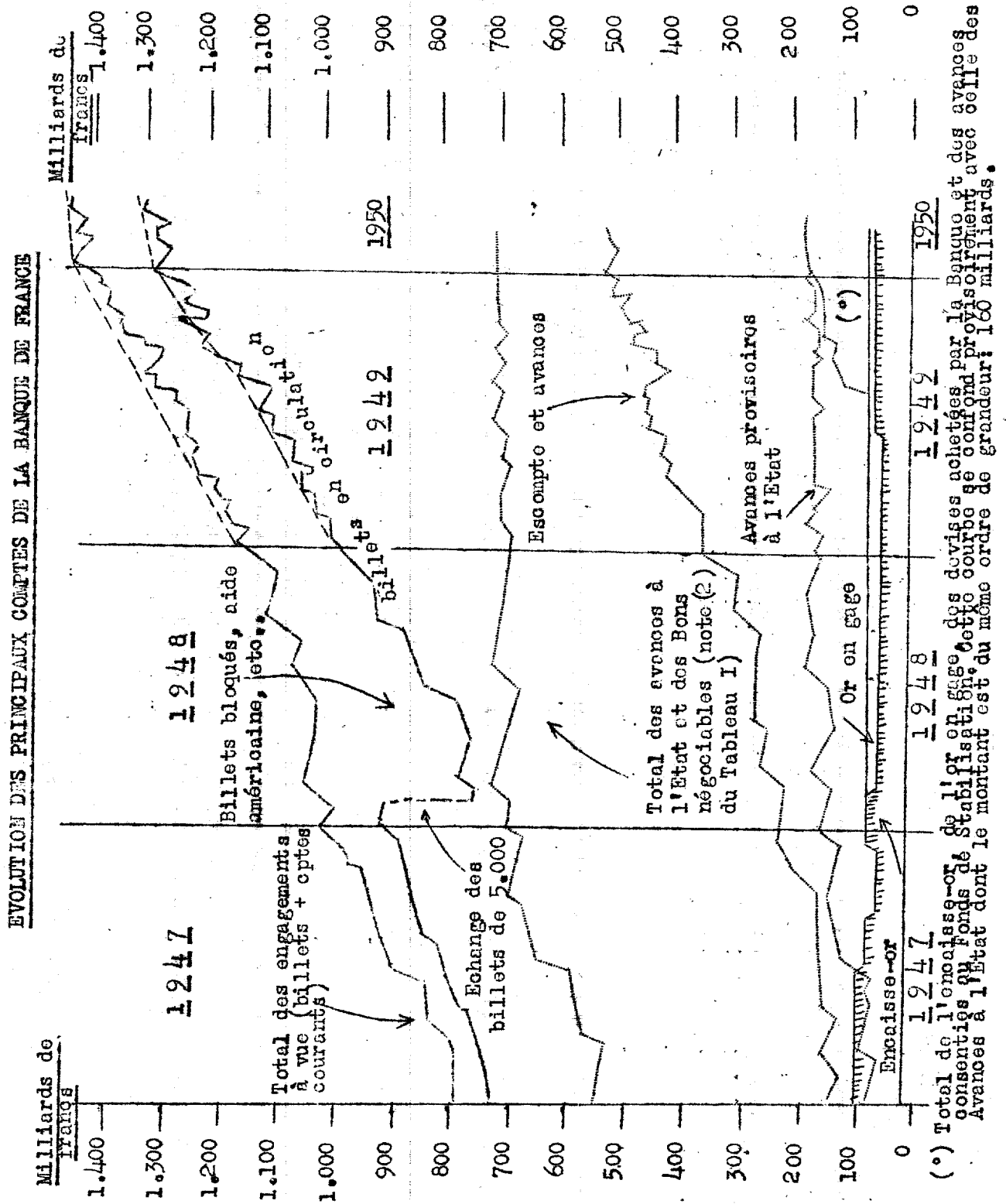
.....

RESTRICTED

VARIATIONS EN TONNES DE L'ENCAISSE-OR DE LA BANQUE DE FRANCE

D a t e s	Valeur au bilan (millions de frs)	Taux d'évalua- tion mgr de fin p. 1 fr.	Poids en tonnes	O b s e r v a t i o n s
1878	1.172,3	290,32	340,3	
Fin Juillet 1914	4.141,3	-	1.202,3	+ 2.000 tonnes dans le public
Fin Décembre 1918	5.477,6	-	1.590,2	
25 Juin 1928	28.987,9	58,95	1.708,8	1ère réévaluation de l'encaisse
2 Décembre 1932	83.359,0	-	4.914,0	Maximum
Fin Décembre 1935	66.296,0	-	3.907,6	
2 Octobre 1936	67.200,3	44,1	2.963,5	2ème réévaluation de l'encaisse.
d° d°	57.358,7	-	2.529,5	Dotation du Fonds : 10 mds
9 octobre 1936	62.358,7	-	2.750,0	Rachat du Fonds : 5 mds
23 - -	64.358,7	-	2.838,2	Rachat au Fonds : 2 mds
4 décembre -	60.358,7	-	2.661,8	Vente au Fonds : 4 mds
29 Janvier 1937	57.358,7	-	2.529,5	Vente au Fonds : 3 mds
24 Juin -	54.859,2	-	2.419,3	Vente au Fonds : 3 mds
1er Juil. -	48.859,2	38,7	2.154,7	Vente au Fonds : 6 mds
29 Juil. -	55.677,2	-	2.154,7	3ème réévaluation de l'encaisse
11 Nov. -	58.932,0	-	2.280,6	Rachat au Fonds : 3 mds env.
3 Février 1938	55.806,2	-	2.159,7	Vente au Fonds : 3 mds
17 Nov. -	87.264,3	24,75	2.159,7	4ème réévaluation de l'encaisse
20 Avril 1939	92.265,9	-	2.283,6	Rachat au Fonds : 5 mds
3 Août -	97.266,0	-	2.407,3	Rachat au Fonds : 5 mds
29 Février 1940	114.612,6	21,006	2.407,6	5ème réévaluation de l'encaisse
7 Mars -	84.612,6	-	1.777,3	Vente au Fonds : 30 mds
28 Décemb. 1944	75.151,0	-	1.578,7	Cession d'or à la B. Nationale de Belgique 9,4 milliards, soit 198,7 tonnes spoliées par l'Allemagne.
22 Sept. 1945	65.151,8	-	1.368,7	Vente au Fonds : 10 mds
26 Déc. -	183.127,0	7,46	1.368,7	6ème réévaluation de l'encaisse
d° d°	129.816,6	-	968,7	Vente au Fonds : 53,6 mds (400t.)
2 Mai 1946	94.816,6	-	707,4	Vente au Fonds : 35 mds
28 Février 1947	82.816,6	-	617,9	Vente au Fonds : 12 mds (parti- cipation à Bretton W. (89 t.5)
24 Juin 1947	64.816,6	-	483,6	Vente au Fonds : 18 mds (134,3)
11 Sept. -	52.816,6	-	394,1	Vente au Fonds : 12 mds (89 t.5)
27 Nov. -	55.172,7	-	411,7	Récupération de 92,5 t. sur l'or spolié par l'Allemagne
Or en gage	(+10.052,1)	-	(75,0)	sur le dépôt d'or de la BN de Belgique (dont 75 tonnes mises en gage à la Federal Reserve B. de New-York, puis 92,5 tonnes (d°)
4 Mars 1948	52.816,6	-	394,1	
Or en gage	(12.408,2)	-	(92,5)	
25 Mai 1949	52.980,6	-	395,3	Cession d'une partie de l'or en gage (22 tonnes pour 2.951,0 millions de frs)
	9.293,2	-	(69,3)	

RESTRICTED



III

L'OR DE LA FRANCE

RESTRICTED

L'effervescence du marché libre de l'or à Paris au cours des dernières semaines a une fois de plus attiré l'attention sur la thésaurisation du métal jaune en France. Perspectives s'est déjà intéressé à ce problème dans son numéro du 19 Février 1949. Nous rappelons les conclusions auxquelles nous étions arrivés.

Il est raisonnable de penser qu'aux 1.250 tonnes existant en France à la Libération, ne se sont ajoutées que quelques centaines de tonnes entrées pendant les années 1945-1949, et portant le stock privé en France, en février 1949, à un niveau approximatif de 2.000 tonnes de métal fin auquel 100 à 150 tonnes se sont sans doute ajoutées, depuis cette date.

Cette estimation correspond, en moyenne, à plus de 8 Napoléons par habitant, ce qui n'est déjà pas négligeable. Elle se compare avantageusement avec le stock privé d'avant la première guerre mondiale (1.750 tonnes) à une époque où l'or assurait effectivement à côté du billet de banque, les fonctions d'instrument des échanges pour la moitié de la circulation monétaire totale.

IV

- LES VALEURS RECIPROQUES DU FRANC A DIVERSES EPOQUES -

Poids de fin du franc	1914	25 Juin 1928	1 ^{er} Oct. 1936	12 Nov. 1938	Sept. 1939	2 Nov. 1944	26 Déc. 1945	26 Janv. 1948	17 Oct. 1948	27 Avr. 1949	20 Sep. 1949
	Loimon. Mgr.	Loimon. mgr.	Encaisse évaluée	Encaisse évaluée	1 \$ =	1 \$ =	Encaisse évaluée	1 \$ =	1 \$ =	1 \$ =	1 \$ =
	290,322	58,95	8,144,1	s/24,75	43,80 f	50 fr.	s/7.461	214,39	263,50	272,10	350
					20,289	17,77		4,145	3,372	3,266	2,539
1914..	1	4,92	6,58	11,730	14,452	16,338	38,910	70,040	86,09	88,89	114,34
1928..	0,203	1	1,336	2,382	2,905	3,317	7,901	14,22	17,48	18,05	23,22
1936..	0,151	0,748	1	1,782	2,174	2,481	5,911	10,639	13,08	13,50	17,37
1938..	0,085	0,420	0,561	1	1,220	1,393	3,317	5,971	7,34	7,578	9,75
1939..	0,070	0,344	0,460	0,818	1	1,142	2,719	4,895	6,01	6,212	7,99
1944..	0,061	0,301	0,403	0,718	0,876	1	2,382	4,287	5,27	5,441	7,00
1945..	0,0257	0,1263	0,1692	0,3015	0,3677	0,4199	1	1,80	2,21	2,284	2,94
1948 J	0,0143	0,0703	0,0940	0,1675	0,2043	0,2332	0,555	1	1,23	1,269	1,63
1948 C	0,0116	0,0572	0,0764	0,1362	0,1661	0,1897	0,4520	0,813	1	1,032	1,33
1949 A	0,01125	0,05540	0,07406	0,1320	0,1610	0,1838	0,4377	0,7879	0,9686	1	1,286
1949 S	0,00874	0,04307	0,05757	0,1025	0,125	0,1429	0,340	0,612	0,753	0,777	1

RESTRICTED

LE BUDGET DE 1950

RESTRICTED

I

L'ELABORATION DU BUDGET

Le budget de 1950 se présente comme un compromis entre le projet initial du gouvernement approuvé en Conseil des ministres, le 16 novembre 1949, le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale et le texte modifié du Conseil de la République. Il n'a été définitivement adopté que le 31 janvier 1950 (J.O. du 1er Février), soit avec un mois de retard, pendant lequel l'Etat a vécu sous le régime du douzième provisoire.

En fait, la bataille a été circonscrite à quelques articles seulement, essentiellement ceux relatifs aux impôts nouveaux. Le projet gouvernemental prévoyait 2,275 milliards de dépenses et le budget devait être équilibré grâce à l'appoint de plus de 200 milliards d'impôts nouveaux. La commission des finances refusa de discuter sur ces bases et il fallut que M. Bidault mit une première fois l'existence de son gouvernement en jeu, en posant la question de confiance, pour que le projet gouvernemental fut pris pour base de discussion. Après cette première victoire, le gouvernement dut faire des concessions: il renonça, par trois lettres rectificatives, à certaines taxes sur les transports routiers et sur la vente des voitures d'occasion, à la majoration de deux points sur les salaires. A la suite de trois votes de confiance successifs, le projet gouvernemental fut adopté au début de janvier.

La discussion se transporta au Conseil de la République qui, le 25 janvier, vota un budget de recettes diminué de 85 milliards, sans compter les 20 milliards d'économies à faire pendant l'exercice 1950 en contre-partie. Les abattements portant sur:

- les dommages de guerre (reconstruction du réseau SNCF)	12 milliards	
- les crédits d'investissements	33	-
- les crédits de fonctionnement des services civils	38	-
- les crédits d'équipement des services de l'Etat	22	-

soit au total	105	milliards

La Commission des Finances de l'Assemblée examina le texte modifié par les sénateurs. Des 105 milliards d'économies proposées, elle ne retint que 21 milliards:

- 1 milliard sur les dépenses de personnel des services civils
- 2,3 - sur la subvention du pain
- 3 - sur les diverses subventions
- 1,5 - sur l'ensemble des dépenses diverses et frais de trésorerie
- 8 - sur le rééquipement des P.T.T.
- 2 - sur les investissements des autres départements ministériels
- 4 - sur les investissements de la S.N.C.F.

RESTRICTED

--i--

Les textes qui n'ont pas été modifiés par le Conseil de la République ne pouvant, d'après la Constitution, faire l'objet d'une nouvelle discussion, furent repris intégralement par la Commission des Finances. Après une succession de 5 votes de confiance (sur la majoration de la taxe à la production, sur la taxe sur les bénéfices non distribués des sociétés, la taxe sur les transports routiers, les dépenses des services civils et enfin sur l'ensemble).

Le budget a été définitivement voté par l'Assemblée le 31 Janvier.

o o o

- 3 -

RESTRICTED

Le budget de 1950

--

II

LA PRESENTATION DU BUDGET

Seuls ont été votés, jusqu'à présent, des plafonds de dépenses qui en aucun cas ne devront être dépassés - en somme une série de maxima - et pour les recettes des évaluations globales.

Cette procédure déjà utilisée en 1949 a permis de hâter (en principe) le vote du budget puisque la discussion de la répartition des dépenses entre les différents chapitres n'a pas été abordée. Elle garantit d'autre part le maintien pendant toute la durée de l'exercice des recettes et des dépenses tel qu'il a été fixé par la loi de finances.

Si, en cours d'année, il devenait nécessaire de voter une dépense nouvelle, d'accroître les dépenses déjà existantes, de créer un découvert du Trésor, ou d'accepter une diminution des recettes, il faudrait au préalable, en vertu de la loi de finances (article I) ouvrir un crédit supplémentaire et dégager pour un montant équivalent, soit des ressources nouvelles, soit des économies, c'est-à-dire supprimer un crédit déjà ouvert.

Il reste actuellement à procéder à la répartition des crédits entre les différents services et à un ajustement des recettes à l'intérieur des maxima votés. Cette répartition va faire l'objet des lois de développement.

Ce que seront les lois de développement.

Quatre catégories de lois de développement sont prévues:

1°) Les lois de développement relatives aux dépenses de fonctionnement de l'Etat. Une loi concernera les services civils (dépenses administratives), une autre les dépenses civiles d'investissement d'Etat, une troisième les dépenses militaires.

2°) Une loi de développement concernant la reconstruction (dommages de guerre).

3°) Une loi de développement relative aux voies et moyens (c'est-à-dire les recettes) concernant: une modification du système de recouvrement de l'impôt direct, l'aménagement du barème de la surtaxe progressive, la suppression des dispositions du décret du 9 décembre 1939 faisant obstacle à la création des sociétés, enfin, des questions subsidiaires (assouplissement de quelques tarifs, amélioration du contrôle fiscal, etc ...)

4°) Une loi de développement relative aux comptes spéciaux du Trésor. Il s'agit de comptes qui n'avaient pas, jusqu'à cet exercice, pu être introduits dans les comptes budgétaires. Ils y figurent dorénavant à la suite de la pression exercée notamment par la Commission des Finances de l'Assemblée et seront désormais, comme tous les comptes de l'Etat, soumis au contrôle parlementaire. Rappelons que le total de ces comptes s'est traduit pour l'exercice 1949 par un solde négatif de l'ordre d'une centaine de milliards.

RESTRICTED

- 4 -

Le budget de 1950

-:-

Comment va évoluer maintenant la situation budgétaire.-

Les projets de lois de développement ci-dessus indiquées, rectifiées à la suite des modifications apportées aux projets de loi gouvernementaux, sont actuellement déposés sur le bureau de l'Assemblée. La commission des Finances en est actuellement saisie. Le débat doit s'ouvrir dans le courant du mois de mars.

Jusqu'au moment où les votes seront acquis, le gouvernement a le droit d'utiliser 30 % des crédits prévus par chaque projet de loi. Ce pourcentage a été choisi afin de permettre au gouvernement d'engager dès maintenant les dépenses prévues pour l'exercice sans risquer de dépasser les totaux qui, à l'intérieur de la loi de finances et par le canal des lois au développement, seront finalement adoptés par l'Assemblée pour chacun des chapitres envisagés.

o o o

III
LE CONTENU DU BUDGET

La loi de finance présente ce grand avantage sur les budgets antérieurs d'être un document unique, dans lequel ont été comprises toutes les dépenses de l'Etat, qu'elles appartiennent à la catégorie des dépenses ordinaires de fonctionnement et d'exploitation ou à celle des dépenses de reconstruction et d'équipement, dites extraordinaires.

- Les dépenses -
(J.O. du 1er Février 1950)

Référence aux articles		Budget 1949	Budget adopté	Projet gou- vernemen- tal
		(en millions de francs)		
art. 2	<u>I.- SERVICES DE L'ETAT.-</u>			
	Fonctionnement des services civils, dette publique, dette viagère (pen- sions, retraites), charges socia- les, subventions (dont 50 milliards à la S.N.C.F.) personnel et maté- riel		858.998	995.000
	Charges communes des services oi- vils et militaires	785.000	90.500	
	Reconstruction et équipement des services civils	150.000	140.999	145.000
	Total		1.090.497	1.140.000
art. 3	Services militaires, fonctionnement reconstruction et équipement	350.000 350.000	420.000	420.000
	Total	1.285.000	1.510.497	1.560.000
art. 4	<u>II.- REPARATIONS DES DOMMAGES DE GUER- RE & INVESTIS. PRODUCTIFS.-</u>			
	Domages de guerre, versement à la Caisse autonome de reconstruction, mobilisation de titres émis par elle	350.000	257.000	330.000
	Reconstitution de la flotte de com- merce et de pêche et de la flotte rhénane.			
	Reconstitution du réseau S.N.C.F..		72.000	
art. 5	Dépenses d'invest. Prêts et verse- ments au Fonds de modernisat. et d'équip., Prêts aux organismes d'HBM, opérations de garantie ...	264.000	294.000	408.000
	Total	614.000	727.000	738.000
	TOTAL DES DEPENSES	1.864.000	2.237.497	2.298.000

Le budget de 1950

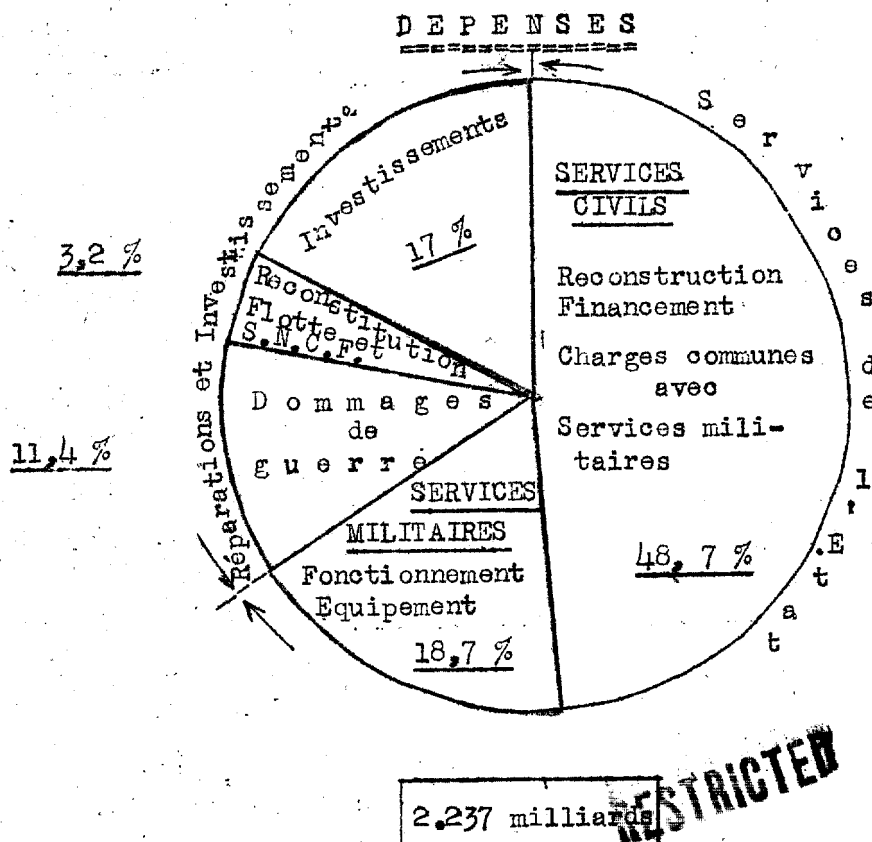
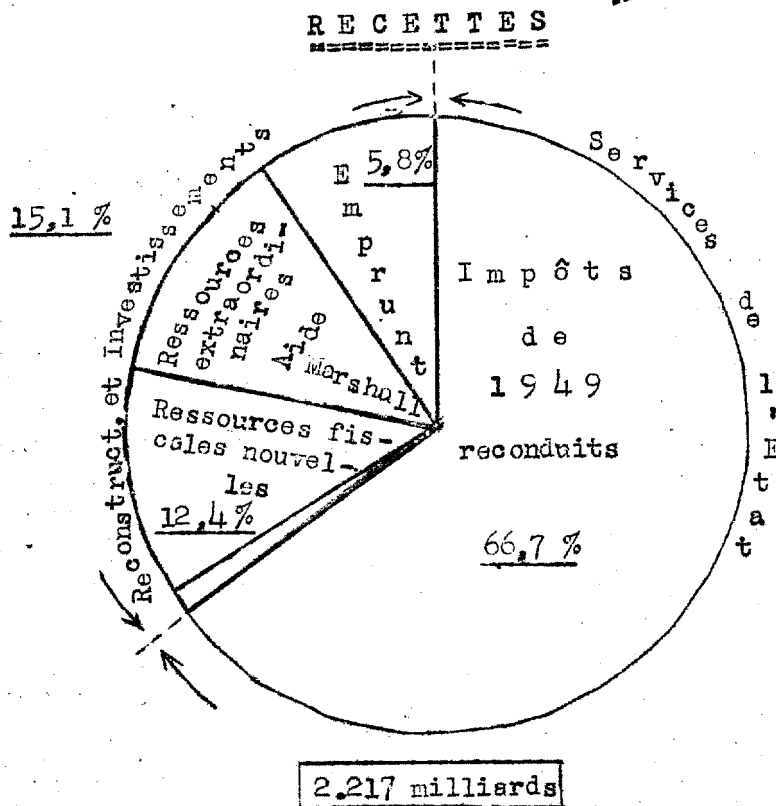
- 6 -

- Les recettes -

Référence aux articles		Budget 1949	Projet adopté	Projet gou- vernemen- tal
	<u>I.- SERVICES DE L'ETAT.-</u>	(en millions de francs)		
art. 7	Impôts reconduits de 1949, divers produits et revenus	1.459.000	1.479.000	1.479.000
	Droits de timbre sur les transports publics routiers		500	
	Impôts supplémentaires		15.000	15.000
	Total		1.494.500	1.494.000
	<u>II.- REPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE.-</u> <u>ET INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS.-</u> (ressources extraordinaires soumises à autorisation spéciale)			
art. 13-14	Recettes fiscales nouvelles (sauf au- pra)		83.000	141.000
16 (1)	Reconduction du double décime	140.000	140.000	140.000
16 (3)	Accompagné par les sociétés		35.000	35.000
art. 13	Total		258.000	316.000
art. 18	Ressources extraordinaires diverses, intérêts versés au FME, reliquat du prélèvement exceptionnel, ressources de la reconstitution de la flotte, divers	94.000	85.000	85.000
	Contre valeur Plan Marshall	280.000	250.000	250.000
art. 19	Ressources d'emprunt, emprunts spé- ciaux auprès de la Caisse des dépôts et Consignations, autres emprunts...	100.000	130.000	130.000
	Total	614.000	723.000	781.000
	TOTAL DES RECETTES	2.073.000	2.217.000	2.275.000

RESTRICTED

Budget de 1950



Le budget de 1950

-:-

Du côté des dépenses.-

Le montant global des dépenses est évalué, pour l'exercice 1950 à 2.237 milliards. Mais il convient de faire une distinction entre les dépenses des services de l'Etat et celles relatives à la reconstruction.

- Les dépenses des services de l'Etat:

Elles s'élèvent à 1.090 milliards. Il y a eu de la part du gouvernement un sérieux effort pour en réduire le montant, spécialement en supprimant les gaspillages de toutes sortes qui, du fait, de la guerre et de la période de réorganisation s'étaient inévitablement produits à l'intérieur des services publics. C'est ainsi que les dépenses de matériel ont été réduites, par rapport au budget de 1949 d'environ 5 milliards, tandis que les dépenses courantes de personnel compte non tenu des mesures de reclassement des fonctionnaires, faisaient l'objet d'une réduction de plus de 2 milliards. Cependant, le montant total des dépenses des services de l'Etat est en augmentation depuis l'année dernière. Certaines d'entre elles se sont révélées plus lourdes; c'est le cas:

- de la dette publique et de la dette viagère dont les charges ont cru de 41 milliards;
- de la lutte contre le chômage;
- de la réalisation de la troisième tranche de reclassement des fonctionnaires (67,5 milliards);
- de nouvelles charges sociales, découlant de l'augmentation du prix de journées dans les hôpitaux et de l'application de nouveaux textes législatifs (infirmiers, rentiers viagers, économiquement faibles): 18 milliards.
- du déficit de la S.N.C.F. dont 50 milliards seront couverts par une subvention de l'Etat.

Enfin, la réintégration des comptes spéciaux dans le budget de l'Etat conformément à la règle traditionnelle (mais violée depuis longtemps) de l'universalité et de l'unité budgétaires entraîne une augmentation de près de 35 milliards.

Pour les dépenses militaires, on constate qu'un crédit global est affecté à la fois à leur fonctionnement et à leur reconstruction et leur équipement. L'absence de division interne permet au gouvernement de répartir lui-même par décrets, les crédits entre les sections. C'est ainsi que 280 milliards ont été attribués au ministère de la Défense Nationale, tandis que 140 milliards étaient réservées pour la France d'Outre-Mer dont 115 pour l'Indochine.

- Les dépenses de reconstruction et d'investissement:

Pour chacune des divisions intérieures de ce titre V des dépenses (savoir: réparation des dommages de guerre et dépenses d'investissement) une partie des crédits votés a été allouée à un organisme autonome, une autre partie à l'Etat directement. Ainsi, pour les dommages de guerre, c'est la Caisse Autonome de Reconstruction qui est chargée de répartir les crédits, tandis que la reconstruction de la flotte et du réseau de la S.N.C.F. est financée directement par les crédits.

RESTRICTED

Pour les investissements productifs, que l'Assemblée Nationale a réduit de 10 milliards par rapport au projet gouvernemental initial (398 milliards au lieu de 408), mais en prévoyant des économies équivalentes quant au coût des travaux en cours qui ne sont ni interrompus, ni réduits, le budget a essayé de se rapprocher le plus possible des crédits que le Plan de Modernisation et d'Equipe-ment a considérés comme nécessaires pour sa réalisation. Il a fallu pourtant ne retenir que les travaux les plus urgents et les plus rentables.

Les prêts sont effectués directement par le Fonds de Modernisation et d'Equipe-ment, créé en 1948 lorsqu'ils sont octroyés aux entreprises nationalisées, et indirectement lorsque ce sont les entreprises privées qui en sont les bénéficiaires.

Du côté des recettes.-

Le montant global des recettes s'élève à 2.217 milliards au lieu de 2.275 prévus initialement par le gouvernement. La loi de finances divise les recettes en deux catégories, correspondant avec 2 groupes de dépenses étudiés ci-avant. Chacun des groupes de recettes est affecté au groupe correspondant des dépenses.

- Les recettes affectés aux services de l'Etat:

Ces recettes s'élèvent à 1.494,5 milliards. Pour aboutir à ce résultat, il convient toutefois d'intégrer dans ce groupe des impôts nouveaux, que la loi de finances n'a pas affectés formellement à la couverture des dépenses extraordinaires. C'est le cas de l'impôt provenant de l'incorporation au capital des réserves de réévaluation (3 milliards), du droit d'enregistrement sur les marchés de l'Etat (6 milliards), enfin, de la taxe sur l'incorporation au capital des provisions pour renouvellement de stocks (6 milliards) (articles 16 II et IV). L'ensemble des impôts de 1949 a été reconduit, pour l'exercice 50, il faut seulement noter, à leur propos, que le gouvernement, par la mise en oeuvre d'un plan contre la fraude fiscale (voir plus loin) en attend 20 milliards de plus que l'année dernière.

- Les recettes affectés aux réparations des dommages de guerre et à l'investissement:

Il y a trois groupes de recettes:

a) Les recettes fiscales:

- Anciennes: reconduction du double décime
- Nouvelles: compte tenu de ce qui a été dit ci-dessus.

Ces ressources nouvelles dont on attend 83 milliards de francs se répartissent comme suit:

RESTRICTED

....

Le budget de 1950

-:-

- Majoration de 1 décime de la taxe à la production: 45 milliards
- Taxe sur les transports routiers 9,5 -
- 10 % sur les bénéfices non distribués 17 -
- Majoration des droits sur les produits pétroliers. 12 -

Un certain nombre d'autres impôts nouveaux qui étaient prévus dans le budget initial, ont été finalement écartés par l'Assemblée Nationale.

- Majoration de 2 points de la taxe sur les salaires: 52 milliards
- Décime supplémentaire à la taxe sur les transact.. 12 -
- Taxe sur les ventes automobiles d'occasion 5 -
- Taxe sur les poids lourds 18 -
- Majoration des droits de mutation et d'apports ... 3,5 -

Beaucoup se sont élevés, à l'Assemblée et dans l'opinion, contre cette affectation d'impôts au financement de dépenses extraordinaires. Celles-ci dans la théorie classique ne doivent être financées que par des ressources elles-mêmes extraordinaires, tels que l'emprunt ou des prélèvements exceptionnels. Les deux thèses ont pour elles des arguments pour et contre; théoriques et pratiques à la fois. Si, en dernière analyse, on a adopté la thèse du financement par l'impôt, c'est qu'il est apparu au ministre des Finances que l'emprunt, dans la conjoncture économique et politique actuelle, ne serait certainement pas suffisant pour alimenter dans leur totalité ces dépenses exceptionnelles.

b) Les ressources extraordinaires diverses:

La plus importante est constituée par la contre-valeur du plan Marshall que les techniciens du ministère des Finances ont évalué à 250 milliards: ce qui correspond, on le voit, à plus de 1/10^e du budget.

c) Enfin les ressources d'emprunt, évaluées à 130 milliards.

Il est à prévoir que l'Etat n'empruntera pas directement sur le marché financier en raison de l'amaigrissement de son crédit, mais qu'il fera emprunter, à sa place et pour son compte, des établissements publics ou semi-publics, des entreprises nationalisées, ou des groupements de sinistrés. La chose vient d'ailleurs de se réaliser, puisque le Crédit National a émis récemment un emprunt de 25 milliards dont le produit sera affecté à la reconstruction. Il est difficile de porter un jugement de valeur sur cette nouvelle technique d'émission, sur ses résultats dans l'avenir. Actuellement, les souscripteurs ont plus confiance dans des établissements publics que dans l'Etat lui-même. Mais il peut arriver un moment, où on s'apercevra qu'il n'y a entre les deux qu'une différence d'ordre purement psychologique.

L'équilibre du budget.-

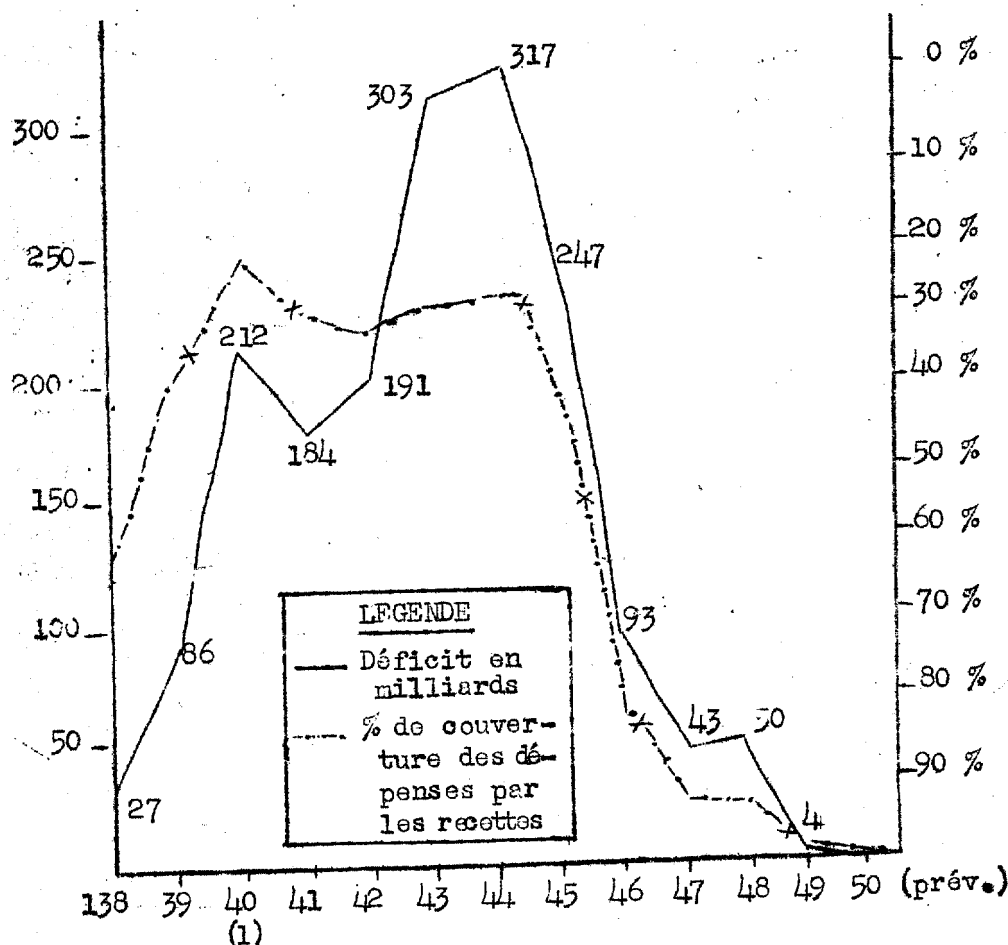
Il manque pour équilibrer le budget 20 milliards de recettes. La loi de finances prévoit à cet effet que des économies devront être réalisées au minimum, pour ce montant, au cours de l'année 1950 (voir plus loin: chap. sur les économies).

RESTRICTED

Si l'année se termine par un équilibre effectif des dépenses et des recettes, elle marquera la fin d'une longue période (depuis 1930) pendant laquelle le budget s'est soldé par un déficit croissant d'année en année. Le graphique ci-dessous donne une idée de l'importance des déficits budgétaires depuis 1938. Mais il convient, pour se faire une idée juste de cette question, de rappeler que ces déficits ne sont pas évalués d'après une commune mesure, qui serait le franc: celui-ci a varié tout au long de cette période.

Si on exprimait, par exemple, en francs 1949, le déficit de 1938, on constaterait qu'il est probablement, avec celui de l'exercice 1939, le plus élevé de toute la période envisagée.

- EVOLUTION DES DEFICITS BUDGETAIRES DEPUIS 1938 -
(en milliards)



(1) - Depuis 1940, l'évaluation du déficit tient compte des dépenses résultant de l'occupation.

RESTRICTED

-:-

Au contraire, la montée de la courbe que l'on constate pendant la guerre, s'explique par l'incidence des dépenses résultant de l'occupation. Mais le déficit de 1944, évalué en francs 1938, malgré ces dépenses exceptionnelles, serait beaucoup plus faible que celui de l'année prise comme base. C'est d'autant plus vrai, pour la période comprise entre 1944 et 1950, que la courbe du déficit subit une chute radicale; bien que les prix montent et que la masse des dépenses de l'Etat s'accroisse en conséquence, le déficit diminue en valeur absolue (milliards) et double en valeur relative (pourcentage par rapport au budget des dépenses et valeur du franc); en d'autres termes, cela signifie que les déficits budgétaires de l'Etat, depuis la Libération, ont été financés en très grande partie par l'inflation. Ce phénomène est particulièrement significatif: il convient donc désormais de réviser l'opinion couramment admise selon laquelle l'Etat est de plus en plus incapable de réaliser l'équilibre budgétaire.

Si les procédés utilisés par lui, dans cette action, sont éminemment injustes, en ce sens qu'ils frappent aveuglément, par l'inflation, les différentes couches sociales, classées selon l'origine de leurs revenus, il importe toutefois de mettre à l'actif des "commissions d'économies", qui se sont succédées, sous diverses dénominations, depuis 1948, une part importante du succès que marque cette diminution des déficits budgétaires.

Le budget 1950, malgré une augmentation des dépenses, doit réaliser un équilibre parfait, à condition de soustraire des dépenses les 20 milliards d'économies prévues au budget. Le temps des budgets en déficit touche peut-être à sa fin. Pourtant, un excès d'optimisme serait déplacé; nous ne devons pas oublier, en effet, que parmi les recettes budgétaires, l'Etat compte les dons et prêts du Plan Marshall (12 à 13 %). Ceux-ci devant cesser en 1952, il faudra à cette époque, soit diminuer les crédits (ceux de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre, tendront d'ailleurs de plus en plus à diminuer), soit se procurer des ressources nouvelles par un accroissement du revenu national, donc de la production.

L'étude qui va suivre va, en effet, nous montrer, que si le prélèvement des charges fiscales françaises sur le revenu national n'atteint pas encore le pourcentage maximum que l'on connaisse actuellement dans le monde, il ne saurait pourtant s'élever au-dessus de sa limite actuelle, sans préjudice pour l'économie toute entière: des ressources nouvelles, provenant d'impôts nouveaux, sont actuellement sinon impossibles techniquement, du moins anti-économiques.

o o o

RESTRICTED

Le budget de 1950

-1-

IVLA CHARGE DU BUDGET PAR RAPPORT AU REVENU NATIONAL

L'augmentation nominale considérable des dépenses de l'Etat depuis le début du siècle rend difficile la comparaison des charges fiscales annuelles entre elles. Il est, en effet, difficile, de savoir quelle part, dans cet accroissement revient directement à l'augmentation des prix, quelle part à l'interventionnisme de plus en plus pressant et diversifié de l'Etat. Il n'est qu'un moyen, pour faire le partage entre ces nations: c'est la comparaison des charges budgétaires par rapport au revenu national.

Les calculs statistiques de ce dernier n'ont été entrepris que récemment par les économistes, si bien que pour la période antérieure à la deuxième guerre mondiale, il s'agit beaucoup plus d'estimation que de calcul direct et précis. L'inventaire Schumann, complété en 1949 par l'inventaire Petsche nous donne un tableau de cette évolution.

- Pourcentage des charges fiscales par rapport au revenu national -

(en milliards)	1913	1938	1945	1946	1947	1948	1949 estimat.
<u>Impôts et taxes.-</u>							
Etat	5,1	62,5	240,5	403	622	1.060	1.350
Collectivités locales	1,1	16	32	43	73	155	240
Recettes parafiscales (sécurité sociale).	-	-	-	160	280	510	670
<u>Subventions</u>				87	89	95	78
Total	6,2	78,5	272,5	693	1.064	1.820	2.358
<u>Revenu national.-</u>							
Revenus privés, avant imposition y compr. les transferts et les bénéfices non dis- trib. des sociétés.	36	375	1.300	2.800	3.600	5.500	7.000
<u>Charge fiscale en %.-</u>							
Au brut des subven- tions (1)	17,2	20,9	21	22	28	31	32
Au net des subvent..				18	25	30	31
(1) - Les subventions sont payées avec de l'argent prélevé sur les contribuables par la voie fiscale. Mais, comme elles sont redistribués aux consommateurs sous la forme d'une rente, puisqu'ils paient des produits en dessous de leurs prix de revient, il est possible de ne pas les compter dans la charge fiscale proprement dite. D'où la distinction entre "au brut" et "au net" des subventions.							

RESTRICTED

- 14 -

Le budget de 1950

:-:-

Ainsi, puisque l'augmentation des prix se retrouve à peu près autant dans le budget que dans le revenu national, il est possible de déduire que l'augmentation des charges fiscales par rapport au revenu national est la conséquence immédiate de l'interventionnisme croissant de l'Etat.

Une comparaison avec l'étranger (Etats-Unis et Grande-Bretagne) montre que la France se situe, approximativement, à mi-chemin entre les deux: l'exemple de l'Angleterre, confirme l'idée que le pourcentage atteint par les charges fiscales françaises par rapport au revenu national n'est pas un maximum: la technique fiscale peut très bien en accroître le montant, ce qui laisse d'ailleurs entière la question de savoir si une pression fiscale trop lourde est un avantage ou simplement une nécessité de la conjoncture.

Pourcentage comparé des charges fiscales
par rapport au revenu national en France, en Grande-Bretagne et aux U.S.A.

en pourcentage	1913	1938	1945	1946	1947	1948	1949
Grande-Bretagne	11,8	24,1	40,5	37,8	37	38,5	38,3
France	17,2	20,9	21	22	28	31	32
Etats-Unis	8,4	25,6	34,1	30	26	24,5	23,7

Ainsi, tandis qu'en France, le pourcentage du revenu national absorbé par les charges fiscales est en progression constante depuis la fin de la guerre, en Grande-Bretagne on a assisté depuis la même date à une légère baisse (malgré l'augmentation des charges parafiscales) et aux Etats-Unis, à une baisse très importante, malgré les prélèvements effectués en vue de l'aide à l'Europe et aux pays arriérés.

L'évolution des différents éléments du budget.-

Si, en effet, depuis 1913 et 1938, on élimine la hausse résultant de l'augmentation des prix (les indices de la statistique générale de la France sont, par rapport à 1913, 706 pour 1938, 12.929 pour 1949), on constate que les éléments du budget s'étant accrus le plus, sont:

.....

RESTRICTED

-:-

- Coefficient pondéré d'augmentation -

	Comparaison 1913-1949	Comparaison 1938-1949
- Dette publique	0,61	0,28
- Dette viagère	3,56	0,57
- Pouvoirs Publics	1,43	1,20
- Personnel	2,92	1,57
- Matériel et fonctionnement des services	2,35	1,01
- Charges sociales	11,70	1,16
- Subventions	2,14	1,71
<u>DEPENSES TOTALES</u>	<u>2,28</u>	<u>0,86</u>

En 1949, le budget s'est donc accru depuis 1913, compte tenu de l'augmentation des prix, de 2,28 fois. Pour que cette augmentation n'entraîne pas un prélèvement plus lourd sur le revenu national, il aurait fallu que celui-ci augmente proportionnellement. Comme cela n'a pas été le cas, par suite d'un vieillissement de l'outillage français et aussi des ruines occasionnées par les deux guerres et par les crises, la conséquence en est l'augmentation du prélèvement des charges fiscales par rapport au revenu national.

Le tableau ci-dessus, sur ce prélèvement, prend donc maintenant toute sa signification.

o o o

RESTRICTED

Le budget de 1950

- 16 -

--:-

V

LES ECONOMIES BUDGETAIRES

L'équilibre ne peut être réalisé que si, dans le courant de l'année, des économies de l'ordre de 20 milliards sont faites sur l'ensemble des dépenses de l'Etat. La question du coût des services publics revêt donc en 1950 une importance particulière puisqu'elle entraîne avec elle, celle de l'équilibre du budget. La loi de finances ne pouvait donc pas ignorer cette nécessité, d'autant plus que le ministre des Finances avait mis l'Assemblée, à plusieurs reprises devant ses responsabilités, en insistant sur l'importance psychologique et même strictement financière de cet équilibre.

Ce que prévoit la loi de Finances.-

L'article 31 de la loi de finances (J.O. du 1er Février) prévoit pour l'ensemble des exercices 1950 et 1951, 75 milliards d'économies, au total.

Le même article précise que les projets d'économies à réaliser seront dressés par une Commission Nationale et que le projet lui-même devra être discuté, puis adopté par une commission interministérielle dans un délai de trois mois après le vote du budget, c'est-à-dire au plus tard le 1er Mai 1950.

La loi de finances utilise à dessein l'expression largement compréhensive de "dépenses publiques". Elle ne précise pas davantage les économies à réaliser au titre de l'un ou l'autre des deux exercices 1950 et 1951. La Commission Nationale a donc toute latitude pour faire porter les économies sur telle ou telle catégorie ou chapitre qui lui paraîtrait susceptible de compression.

Les 75 milliards prévus par la loi, dont 20 sont strictement nécessaires à l'équilibre du budget 1950 se décomposent donc en deux catégories: d'un côté les 20 milliards en question, de l'autre le solde, c'est-à-dire 55 milliards.

Les 20 milliards d'économies destinés à rétablir l'équilibre budgétaire de 1950.-

Le texte initial du projet gouvernemental prévoyait que ces 20 milliards d'économies devraient affecter les dépenses dites ordinaires, c'est-à-dire celles relatives au fonctionnement de l'Etat (dépenses d'administration civiles et militaires et dépenses d'investissement de ces mêmes services), et non les dépenses extraordinaires, c'est-à-dire celles relatives à la reconstruction (dommages de guerre) ou aux investissements et à la modernisation. Car si, pour les premières, en effet, les économies correspondant à des compressions de frais, ce qui est essentiellement le but recherché, pour les secondes au contraire, il s'agirait purement et simplement de supprimer certains travaux.

Cependant, les transformations successives apportées au texte initial du gouvernement par l'Assemblée Nationale, ont abouti à une dissociation théorique des économies à réaliser qui affecteraient et le budget de fonctionnement et le budget d'investissement.

RESTRICTED

Le budget de 1950

--:-

1.- Economies sur le budget de fonctionnement: 16 milliards.

Le budget des dépenses normales relatives au fonctionnement et au développement des services de l'Etat se solde par un déficit de 16 milliards (cf. les tableaux donnés ci-avant à propos du budget).

- Déficit du budget d'exploitation -

- Dépenses des services civils	1.090,5 milliards	
- Dépenses des services militaires	420	-
Total	1.510,5	milliards
- Produits et revenus ordinaires et permanents ..	1.479,5	-
- Impôts nouveaux non affectés aux dépenses ex- traordinaires	15	-
Total	1.494,5	milliards

L'équilibre ne sera donc rétabli qu'après avoir réalisé 16 milliards d'économies.

2.- Economies sur le budget d'investissement: 4 milliards.

Le budget des dépenses d'investissement se solde de son côté par un déficit de 4 milliards.

- Déficit du budget des dépenses d'investissement -

- Dépenses d'investissements	398 milliards	
- Dépenses de reconstruction	329	-
Total	727	milliards
- Impôts nouveaux	133	-
- Décimes reconduits	140	-
- Emprunts	130	-
- Aide américaine	250	-
- Ressources extraordinaires diverses	70	-
Total	723	milliards

L'équilibre ne sera obtenu qu'après réalisation de 4 milliards d'économies.

Mais il reste entendu que la Commission Nationale est entièrement libre d'effectuer les 20 milliards d'économies aux dépens du seul budget de fonctionnement. Nous avons même dit plus haut que c'était la solution qui, en stricte logique, devait l'emporter. C'est celle qui, espérons-le, sera adoptée en définitive. Mais nous avons ici une nouvelle preuve des inconvénients que comporte obligatoirement une discussion détaillée par de non-techniciens à l'Assemblée Nationale du projet budgétaire.

RESTRICTED

Le budget de 1950

-4-

Les autres économies: 55 milliards.--

Ces économies devront être effectuées en partie au titre 1950, si on ne veut pas en faire porter en totalité le poids sur le budget 1951. Il serait opportun d'en affecter le maximum possible à l'exercice en cours et de prévoir à cette fin, dès maintenant les mesures nécessaires.

Il faut noter, par ailleurs, que le ministre des Finances, M. Maurice Petsche, s'en engagé verbalement devant l'Assemblée Nationale à réduire ou à supprimer les impôts dans la mesure où les économies réalisées au titre de 1950 dépasseraient 20 milliards.

Cette politique d'économies forcées mérite qu'on l'approuve hautement, dans la mesure où elle ne restera pas lettre morte. L'histoire financière des dernières années nous a montré toutefois qu'il est difficile, sinon impossible, en cette matière d'arriver à des résultats appréciables, car toute compression de crédits, outre qu'il est toujours délicat d'en faire supporter les effets inégalement, sur les différents départements ministériels, entraîne nécessairement une certaine violation des droits acquis des individus touchés par ces mesures. Si la chose est déjà très difficile en période d'expansion économique, malgré les facilités de réembauchage dans le secteur privé, comment ne le serait-elle pas plus en une période où le marché du travail donne des signes de contraction? Bien plus, n'y a-t-il pas une certaine hypocrisie à dire que l'on réalise des économies, en liquidant une partie du personnel de l'Etat, quand par le jeu des indemnités et des retraites, on dépense d'un côté ce que l'on a économisé de l'autre?

En fait, il n'y a qu'un moyen pour l'Etat de réaliser des économies effectives, c'est d'améliorer les conditions de travail des services publics administratifs, en les rationalisant, en supprimant les doubles emplois et les gaspillages, en exigeant des fonctionnaires et des entreprises publiques que le budget de l'Etat subventionne, une productivité accrue.

... o o ...

VI

LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

Dans l'ancien système fiscal l'existence des cédules permettait de frapper les revenus à des taux différents suivant leur origine.

A la veille de la réforme fiscale de 1948, il existait plus d'une dizaine de tarifs s'étageant de 15 % pour les traitements et salaires à 30 % pour les capitaux mobiliers. Cette différenciation ne manquait pas de justification théorique. Mais pratiquement les contribuables avaient perdu de vue cette justification. L'opinion s'était très généralement répandue que le taux était d'autant plus léger que le revenu était plus difficile à dissimuler et inversement. Cette "croyance" viciait tout le système: les contribuables dont les revenus étaient frappés d'un taux plus lourd s'estimaient en droit de frauder.

En instituant une taxe proportionnelle à un taux unique sur tous les revenus autres que les salaires, la réforme fiscale a eu pour objet de faire disparaître ce "droit à la fraude".

En outre, en fixant le taux unique à 18 % (au lieu de 30 %, 24 %, 21 % taux antérieurs, le législateur a voulu inciter les contribuables à des déclarations plus exactes.

Ce que prévoit la loi de finances.-

La loi de Finances du 1er février 1950 aborde le problème de la lutte contre la fraude fiscale:

1) L'article 21 de la loi du 1er février 1950 prévoit que le rendement des impôts anciens appliqués en 1949 et réappliqués tels quels sans modification de taux en 1950, devra être de 20 milliards supérieur, (c'est-à-dire arriver à un total de 1.494,5 milliards) par suite de la mise en application du plan de lutte contre la fraude fiscale.

2) L'article 37 donne quelques précisions sur ce plan; il sera adressé après avis d'une commission extra-parlementaire (décret du 13 février 1950) comprenant des membres de l'administration des Finances, des représentants de l'Economie nationale sous ses multiples formes, des parlementaires. Les premières conclusions de cette commission doivent être déposées dans le délai d'un mois après sa constitution, c'est-à-dire au plus tard le 13 mars 1950. Le délai court toujours. La commission continue activement de travailler à l'élaboration de ce plan.

Outre des modifications à la législation fiscale existante qui devront faire l'objet de projets de lois, le plan prescrira un aménagement des méthodes et des sanctions jusqu'à présent mises en oeuvre par l'administration dans sa lutte contre la fraude.

La mise en oeuvre du plan.-

a) L'accroissement des effectifs de vérificateurs: La première des mesures à envisager est d'accroître le nombre des contrôleurs. L'insuffisance des

RESTRICTED

Le budget de 1950

-:-

des effectifs et des tâches exceptionnelles assumées depuis la Libération n'ayant permis jusqu'à la fin de 1948 qu'un pourcentage de vérification des déclarations (notamment à Paris) particulièrement faible.

Le corps des contrôleurs et des vérificateurs appartenant à l'administration des Finances, va, en vertu de l'article 38, alinéa 1 de la loi du 1er février 1950, s'adjoindre dans les six premiers mois de l'année, une partie des agents du contrôle économique restés en fonction.

Sur les 3.500 contrôleurs économiques, 2.000 doivent être réintégrés dont certains directement dans les services du ministère des Finances (impôts, douane). Le surplus retrouvera ses affectation d'origine, libérant du personnel d'écritures qui pourra, lui aussi, être utilement récupéré par les Finances.

b) Les méthodes: La fraude fiscale prend le plus souvent la forme de fraudes comptables et de ventes sans factures. La lutte contre la fraude fiscale consiste essentiellement à mettre en oeuvre un contrôle comptable, ce qui n'implique pas des méthodes inédites. Bien entendu, il ne s'agit pas d'adopter les procédés que certains agents du contrôle économique ont pu quelquefois utiliser. Il est bon, à ce propos, de rappeler que parmi ceux-ci une distinction doit être faite entre les contractuels dont le recrutement avait été rendu nécessaire pour les circonstances, et les véritables fonctionnaires. Ces derniers seuls demeurent en fonction et leurs pouvoirs sont dorénavant ramenés à ceux déjà définis par les contrôleurs fiscaux.

A noter que la loi du 6 Janvier 1948 a créé une procédure nouvelle de contrôle, celle dite "du contrôle unique". Les contrôleurs opérant pour le compte des différentes administrations fiscales (contributions directes, contributions indirectes, enregistrement, etc ..) interviennent ensemble. Les fraudes sont totalisées. La pénalisation est d'autant plus lourde qu'elle frappe le total.

Ces difficultés sont de trois sortes:

1°) Psychologiques: Les exigences de l'occupant et le développement du marché noir ont accoutumé les Français à frauder le fisco, comme conséquence des fraudes économiques. La disparition de la quasi-totalité de la réglementation économique n'a pas entraîné la disparition de la fraude fiscale. D'aussi mauvaises et d'aussi profitables habitudes ne se perdent pas en un jour. La généralité même de la fraude fiscale atténue jusqu'à le supprimer le sentiment de culpabilité du fraudeur. Et quand, après vérification, on redresse ses déclarations, il est prêt à crier à l'injustice si le voisin ne subit pas le même sort. On ne peut donc remédier à cette situation qu'en accroissant considérablement le nombre de vérifications des agents du fisco.

2°) Economiques: L'instabilité monétaire de la France depuis la fin de l'autre guerre est une des causes essentielles de la mauvaise "acclimatation" du système Caillaux. Les impôts modernes sur le revenu sont nés en France avec l'inflation qui, depuis 1936, s'est développée à la vitesse que l'on connaît.

RESTRICTED

Le budget de 1950

-:-

Comment suivre des revenus qui changent continuellement de main? Comment vérifier des sociétés dans le bilan desquelles les différents postes sont sans aucun rapport avec ceux qui ont été reconnus lors de la dernière vérification? Il faut toujours et pour tout repartir de zéro. D'où la longueur et le moindre rendement de toute vérification.

3°) Législatives: L'instabilité législative, en matière fiscale, se manifestant par la création constante de nouveaux impôts, la multiplication des exceptions ou des exemptions, rend beaucoup de contribuables incapables de remplir honnêtement, même avec la meilleure bonne volonté, leur déclaration. Il serait utile de comparer la législation française avec l'Income Tax anglais, pratiquement centenaire, dont l'assiette a peu varié. Stabilité monétaire et stabilité législative, en permettant un contrôle efficace des déclarations, apparaissent comme les deux conditions essentielles de tout plan efficace de lutte contre la fraude fiscale.

. . . o o o .

RESTRICTED

- 22 -

Le budget de 1950

-:-

VII

LES RECOUVREMENTS BUDGETAIRES EN 1949

Pour la première fois, le Journal Officiel (22 mars 1950) publie un état de développement détaillé des recettes budgétaires. Oeuvre de la direction de la Comptabilité publique, ce tableau récapitulatif permet de faire d'intéressantes comparaisons entre, d'une part les prévisions budgétaires et les recouvrements effectifs, d'autre part, ces derniers et les prévisions du budget de l'exercice suivant.

Les recettes en 1949 se sont élevées, au total, à 1.419 milliard contre 1.185 milliard de dépenses. Il convient cependant de ne pas se méprendre sur la valeur de cet excédent de 234 milliards. En effet, les résultats étant arrêtés au 31 décembre, il ne s'agit que d'un excédent comptable de recettes, résultat de la non liquidation de dépenses déjà engagées, si bien que ce que nous avons dit plus haut de l'évaluation du déficit de l'exercice 1949 reste parfaitement valable.

La loi de finances de 1949 avait prévu 1.440 milliard de recettes. Puisque le chiffre de ces dernières peut être considéré comme définitif, à l'exception de quelques modifications de détail, les recouvrements budgétaires marquent donc, par rapport aux évaluations, un déficit de 20,1 milliards, soit environ 1,4 %.

Analyse détaillée des recouvrements budgétaires en 1949.-

Le tableau suivant en donne les principaux titres:

.....

RESTRICTED

- Etat de développement des recettes budgétaires au 31 déc. 1949 -

(en millions)	Montant des recettes	Prévisions du budget 1949	Différence + ou -
I.- PRODUITS RECOURABLES EN FRANCE.-			
a) <u>Impôts et monopoles:</u>			
Contributions directes	351.545	348.778	+ 2.767
(contributions directes proprement dites	220.068	206.300	+ 13.768
{ impôts perçus par voie de retenue à			
la source	126.832	133.700	- 6.868
(profits illicites, amendes	4.645	8.710	- 4.065
Enregistrement	79.747	-	-
(dont mutations à titres onéreux et			
gratuits	40.072		
Produits du timbre	16.194	-	-
Impôt sur les opérations de Bourse	° 1.627	1.600	+ 27
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.	° 20.462	-	-
Impôt de solidarité nationale	8.472	2.472	+ 6.000
Douanes	99.909	76.309	+ 23.600
(dont droits à l'importation	96.070	-	-
Contributions indirectes	52.607	48.371	+ 4.236
(dont droits sur les alcools	36.949	-	-
Taxe sur le chiffre d'affaires	478.786	-	-
Taxe sur les transactions	140.880	-	-
Monopole des poudres à feu	2.380	-	-
b) <u>Exploitations industrielles.</u>	60.478	-	-
(dont le versement de l'excédent des			
ressources, affectées à la Caisse auto-			
nome d'amortissement de la dette pu-			
blique, sur ses charges propres	60.000	-	-
c) <u>Produits et revenus du domaine de l'Etat.</u>	11.592	-	-
d) <u>Produits divers</u>	81.422	72.817	+ 8.605
e) <u>Recettes exceptionnelles:</u> sommes à prove-			
nir de l'application de l'accord franco-			
italien de novembre 1947	5.610	-	-
II.- <u>PRODUITS RECOUVRABLES EN ALGERIE</u>	476	-	-
III.- <u>PRODUITS RECOUVRABLES DANS LES DEPARTE-</u>			
<u>MENTS ET AUTRES TERRITOIRES D'OUTRE-MER.</u>	5.067	-	-
TOTAL DES RECETTES	1.419.823	1.440.000	- 20.177

(°) - Inférieur à 1948: Impôt sur les opérations de Bourse: 2.682 millions

RESTRICTED

-1-

Il convient de remarquer l'importance très grande que prennent dans les recettes françaises, la taxe sur le chiffre d'affaires (33,6 %) et l'impôt sur les transactions (10 %). Ceci nous montre la très grande vulnérabilité du budget français à la conjoncture économique: tout ralentissement des échanges, toute baisse de la production, tout commencement de crise en somme entraîne une diminution des recettes effectivement réalisées par rapport aux prévisions. Les différents impôts sur le revenu ne représentant, au contraire, que 26,2 % des recouvrements budgétaires.

Cet équilibre très spécial à la France s'oppose à la composition des recettes fiscales britanniques. Grâce à sa clarté, l'income tax anglais (c'est-à-dire l'impôt sur le revenu), rigide et souple à la fois, mais unique, en représente 55 %. Or, l'impôt sur le revenu est beaucoup moins sensible aux variations de la conjoncture: ou s'il l'est, c'est à plus longue échéance. Ainsi, alors que le budget anglais et les prévisions qu'il contient offrent toujours une sécurité très grande, le budget français au contraire, prend, dans une certaine mesure la forme d'un pari sur la situation économique et sociale de l'année à venir. Il est au sens strict du mot, un état de prévisions budgétaires, et nécessite par définition, des aménagements successifs, dans le sens de l'augmentation ou de la diminution des ressources fiscales. La recherche d'une plus grande sécurité, d'un aménagement plus rationnel des impôts doit donc rester, encore aujourd'hui, l'idée maîtresse de nos réformateurs fiscaux.

Comparaison des recouvrements de l'année 1949 et des prévisions 1950.-

Cette comparaison ne peut, dans l'état actuel des choses, que se limiter aux chiffres globaux. L'Assemblée Nationale, qui devait en effet entreprendre la discussion des principales lois de développement (et en particulier celle qui nous intéresse ici, c'est-à-dire: les voies et moyens) immédiatement après le vote définitif de la loi de finances, vient seulement d'en commencer l'étude, si bien que nous ne connaissons pas actuellement la répartition des différentes recettes fiscales.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que les recouvrements budgétaires seront, probablement beaucoup plus importants que l'année dernière: les impôts nouveaux, l'acompte dû par les sociétés, l'amélioration du rendement des impôts par la mise en application d'un plan de lutte contre la fraude fiscale (Cf. ce qui a été dit plus haut de toutes ces questions) vont gonfler sensiblement les recettes budgétaires:

- Impôts reconduits de 1949	1.479 milliards
- Dépôts nouveaux	98 -
- Reconduction double décime	140 -
- Acompte dû par les sociétés	35 -

Total:	1.752 milliards
	=====

L'augmentation prévisible serait donc de: 1.752 moins 1.419 milliards: soit 333 milliards contre 467 milliards en 1949 par rapport à 1948.

RESTRICTED

-1-

Nous avons dit plus haut quels dangers comportaient une augmentation illimitée du prélèvement fiscal, si le revenu national ne s'élevait pas plus que proportionnellement.

Du point de vue du recensement qui nous intéresse ici, il est certain que la tentation de fraude est d'autant plus grande que la pression fiscale s'exerce plus lourdement. Il y a un juste équilibre à trouver, dont la solution malgré le caractère moteur et redistributeur des budgets modernes rend, semble-t-il, beaucoup plus dans une élévation de la production, des échanges et de la productivité française, que dans la stricte technique fiscale.

o o o

RESTRICTED

Le budget de 1950

-:-

VIII

LES SUBVENTIONS ECONOMIQUES

Les subventions économiques se justifient pleinement dans une conjoncture de pénurie, puisque alors, elles tendent à favoriser des productions déficitaires et à en limiter les prix de vente, dans une intention anti-inflationniste.

Au contraire, en période d'expansion, elles conduisent obligatoirement à la sclérose des professions qu'elles veulent protéger, puisque la rente qui est allouée aux entreprises intéressées est d'autant plus importante, que celles-ci sont moins bien placées sur le marché.

Ce n'est pourtant pas sur le caractère anti-économique de cette politique que nous voulons insister, mais sur ses incidences budgétaires.

Les subventions dans le budget de 1950.-

Le projet gouvernemental pour 1950 allouait, au titre des subventions, une somme de 99 milliards, se répartissant comme suit:

- Produits agricoles	13.400 millions	
- Produits industriels ...	22.000	-
- Transports	63.772	-

Le Parlement, dans son désir de réduire les dépenses, s'est attaqué aux subventions. Mais c'est surtout le Conseil de la République qui a opéré les réductions les plus massives sur lesquelles est revenu, en partie, lors de la seconde lecture, l'Assemblée Nationale.

De sorte que, dans le budget tel qu'il a été adopté, le total des subventions se monte à 85 milliards de francs (soit une diminution par rapport au projet gouvernemental de 14 milliards et une augmentation par rapport à 1949 de plus de 7 milliards).

.....

RESTRICTED

--

- Comparaison des subventions en 1949 et 1950 -

(en millions de francs)	Crédits 1949	Projets gouvernem.	Crédits 1950
PRODUITS AGRICOLES.-			
Blé, farine, pain	6.400 ⁽¹⁾	4.000	-
Beurre	3.580	néant	néant
Oléagineux, tourteaux	néant	2.000	-
Aliments du bétail importés	3.750	7.400	-
Total	13.730	13.400	11.100
PRODUITS INDUSTRIELS.-			
Charbons importés	27.000	16.000	16.000
Gaz	1.700 ⁽²⁾	6.000	6.000
Or	227	néant	néant
Total	28.927	22.000	22.000
TRANSPORTS.-			
S.N.C.F.	29.620 ⁽²⁾	58.446	50.000
R.A.T.P.	2.100	2.000	2.000
Air-France et Pacifique Sud	1.150	1.600	626
Navigation intérieure	554	526	
Navigation maritime	1.970	1.200	
Total	35.794	63.772	52.626
Total général .	78.451 =====	99.172 =====	85.726 =====
<p>(1) - Le collectif de régularisation de l'exercice 1949 qui doit être discuté incessamment par l'Assemblée nationale ouvre un crédit supplémentaire :</p> <p>- pour la subvention du pain: 10,8 milliards</p> <p>(2)- pour la subvention du gaz : 4,6 -</p> <p>(3) - Le même collectif entérine une loi du 22 juillet 1949 qui a élevé le plafond des avances du Trésor à la S.N.C.F. jusqu'à 60 milliards.</p>			

RESTRICTED

Le budget de 1950

-:-

D'après leur place dans la loi de finances (article 2: fonctionnement des services civils), les subventions sont financées par l'impôt, non compris les impôts nouveaux. Théoriquement, c'est une solution satisfaisante, à condition qu'il s'agisse de l'impôt sur le revenu, car si, pour en assurer le financement, on élève les impôts dits "indirects", l'augmentation des prix qui en résulte s'oppose au but même que les subventions se proposent. Etant donné, par surcroît, que le budget se trouve, cette année, en équilibre (théorique), il est possible d'affirmer que l'inflation a cessé d'être comme c'avait été le cas jusqu'à présent, le procédé de financement utilisé pour cette catégorie de dépenses publiques.

La répartition des subventions par secteurs.-

On distingue trois secteurs d'activités:

A.- L'agriculture et l'alimentation:

Elles bénéficient de 11 milliards de subventions, réparties sur le blé, la farine et le pain, les oléagineux et les tourteaux, les aliments du bétail importés.

Alors que la première catégorie est en nette régression sur les années précédentes, par suite, en particulier, de la baisse de la subvention sur le pain, la seconde est apparue cette année: le gouvernement entreprend une politique d'extension de culture des oléagineux, dont l'importation pèse encore très lourdement sur notre balance commerciale. Enfin, la place la plus importante, dans cette catégorie, et qui était, jusqu'à maintenant occupée par la subvention sur le pain, échoit aux aliments importés pour le bétail.

Notons enfin, que la subvention du beurre a été supprimée définitivement cette année.

Ces subventions constituent, en somme, des garanties de prix. Elles sont donc théoriquement condamnables. Toutefois, il faut convenir que la régularisation des prix agricoles est souhaitable, pour encourager l'expansion de cette production en vue de son exportation. Aussi, le ministère des Finances, tenant compte de ces considérations contradictoires a prévu un système de garanties limitées, pour le stockage de certaines productions, et à des prix voisins des prix mondiaux.

B.- Les produits industriels:

Les subventions se montent à 22 milliards.

La principale, prévue à ce titre, porte sur les charbons importés (16 milliards). Elle a été, cependant, très fortement réduite, depuis l'année dernière, en raison de l'élévation de notre production nationale, qui a réduit d'autant, nos importations, au terme du plan de modernisation, cette subvention devrait disparaître, d'une part, en raison de l'augmentation géographique de notre production, d'autre part, à la suite d'une compression nécessaire des

RESTRICTED

Le budget de 1950

prix de revient du charbon français, que rendraient possibles une rationalisation et une productivité accrues: c'est vers ce double but que doivent donc s'orienter aujourd'hui les Houillères Nationales.

L'autre subvention, celle du gaz (6 milliards) est au contraire en augmentation sur l'année dernière (1.700 millions). L'explication doit en être recherchée dans la situation très gravement déficitaire du gaz de France, qui a préoccupé déjà à plusieurs reprises le gouvernement.

La subvention de la production d'or a été supprimée.

C.- Les transports:

Le budget de 1950 prévoit des subventions se montant à 52,6 milliards.

La quasi-totalité de cette somme est absorbée par la S.N.C.F. (50 milliards: articles 2 et 35). Il est d'ores et déjà très probable qu'elle sera insuffisante, bien qu'elle constitue près du double de celle accordée par le budget l'année dernière (29,6 milliards). Devant la charge de plus en plus lourde que constitue pour l'Etat l'exploitation de la S.N.C.F., l'Assemblée Nationale a tenu à prendre des mesures efficaces pour en limiter le montant. Dans ce but, des commissions "proposeront les mesures propres à maintenir, dans les limites fixées par le budget, le concours financier de l'Etat". 2 Commissions, l'une pour la S.N.C.F., l'autre pour le Gaz de France, ont été déjà constituée par le décret du 21 mars 1950.

Cette procédure de contrôle a priori est aussi applicable à l'égard des autres entreprises de transport, bénéficiaires des subventions, savoir:

- La Régie autonome des transports parisiens .. 2 milliards
- La navigation intérieure et maritime 626 millions
- Air France)

La comparaison des subventions par rapport aux années précédentes.-

Le tableau qui suit résume cette comparaison:

- Les subventions comparées: 1939-1950 (en millions) -

A n n é e s	Produits agricoles	%	Produits indust.	%	Trans-ports	%	Total
1939.....	1.657	19,8	-	20,	6.696	80,2	8.353
1945.....	18.847	22,3	17.578	20,9	48.127	56,9	84.552
1946.....	39.285	45,2	39.180	45,1	8.401	9,7	86.866
1947.....	22.815	25,6	45.592	61,3	11.645	13,1	89.052
1948.....	34.666	36,3	26.191	27,4	34.555	36,3	95.412
1949.....	13.730	17,5	28.927	36,8	35.794	45,7	78.451
1950.....	11.100	12,9	22.000	25,6	52.626	61,5	85.726

RESTRICTED

Le budget de 1950

-1-

On constate, ainsi que par rapport à 1939,

- les subventions des produits agricoles en 1950 sont au coefficient 7
- " " des transports " " 7
- les subventions des produits industriels n'existaient pas en 1939.

Cependant, le total des subventions en 1950 est à peu près le même qu'en 1945. Mais alors qu'à cette dernière date, elles représentaient le 1/5 des dépenses publiques ordinaires, aujourd'hui, elles n'en représentent que 6 % (dont la S.N.C.F. 3,5 %).

Dans l'état actuel de la conjoncture, il n'y a pas de justification des subventions au strict point de vue économique. La seule que l'on puisse en donner, pour expliquer leur présence prolongée dans le budget, reste leur fonction sociale.

LA DETTE PUBLIQUE FRANCAISEL'EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE GLOBALE

La dette publique totale en 1938 se montait à 420,5 milliards de francs. Elle est passée aujourd'hui à 3.868 milliards, soit une augmentation nominale de 3.447,5 milliards et en pourcentage de 820 %. Cet accroissement demeure pourtant très inférieur à la hausse des prix pendant la même période (coefficient 20 par rapport à 1938). De sorte que, même si l'on tient compte des déperditions de richesses pendant la guerre et des conséquences qu'elles ont eues sur le revenu national, on peut conclure à un allègement du poids de la dette publique française.

(en milliards)	1913	1938	31 Déc. 1946	1er Janv. 1949	30 Nov. 1949
Dette intérieure	32	413,7	1.975	2.450,9	2.685
Dette extérieure		6,8	220,7	934,5	1.182
Total		420,5	2.195,7	3.385,4	3.868

La dette par rapport au revenu national.-

Le revenu national français s'élevant actuellement, grosso modo, à 7.200 milliards, la dette publique totale correspond donc à environ 53 % du revenu national annuel. Cette situation est favorable si on la compare au poids de la dette américaine qui se monte à 125 % du revenu national des U.S.A. et surtout à celui de la dette anglaise pour laquelle le même calcul nous amène à 250 % environ. De telle sorte que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis sont obligés de procéder à l'amortissement rapide de leur dette respective, le poids de celle-ci ne pouvant être supporté pendant de longues années, sans dangers pour l'équilibre budgétaire. Ainsi s'explique que le gouvernement britannique utilise une large part de la contre-valeur de l'aide américaine à l'amortissement de sa dette, alors qu'en France, cette même part est infime.

Cependant, les chiffres globaux de la dette publique française rendent compte de façon très imprécise de l'évolution même du contenu de cette dette. Il faut faire une distinction entre dette intérieure et dette extérieure.

Evolution de la dette intérieure.-

Elle était au 31 août 1944 de 1.518 milliards de francs. Elle est passée à 2.685 milliards au 30 novembre 1949, soit une augmentation de 1.167 milliards, c'est-à-dire de 77 %. Cet accroissement est d'ailleurs très faible par rapport

La dette publique française

-:-

À celui des prix, ce qui s'explique par la difficulté que rencontre toujours l'Etat à emprunter en période de dépression économique et d'inflation (qui est un emprunt forcé dans une certaine mesure).

Il est utile de voir comment se comporte les différents postes de la dette intérieure au cours d'une année. Nous avons choisi à cet effet l'année 1949.

L'EVOLUTION COMPAREE DES DIFFERENTS POSTES DE LA DETTE INTERIEURE
DU 1er JANVIER 1949 AU 30 NOVEMBRE 1949

Il convient de distinguer dans la dette intérieure française plusieurs postes:

a) La dette perpétuelle:

Définition: C'est celle pour laquelle l'Etat est libre de s'acquitter en capital ou de la laisser subsister indéfiniment. C'est donc la plus avantageuse pour lui.

Evolution: Elle était au 31 août 1944 de: 14,3 milliards de francs. Elle est passée de 181,8 milliards au 1er janvier 1949 (soit 7,4 par rapport au total), à 349 milliards au 30 novembre (soit 12,9 %).

Cette augmentation s'explique par l'émission du 5 % perpétuel (décret du 21 janvier 1949) qui s'est montée à 303 milliards de francs dont il faut déduire les valeurs acceptées en souscription (107 milliards de titres d'emprunts perpétuels et 40 milliards d'emprunts amortissables). Cette reprise explique partiellement que le montant total de la dette perpétuelle ne se soit pas accru des 303 milliards effectivement souscrits.

b) La dette amortissable par voie de tirage au sort ou de rachats en Bourse.

Définition: C'est celle pour laquelle il est prévu un plan de remboursement spécial à chaque emprunt, plan qui fixe à l'avance la répartition de l'amortissement sur une période déterminée. Elle était le 31 août 1944 de 297,2 milliards; montée jusqu'à 451 milliards au 1er janvier 1949 (soit 18,4 % du montant total de la dette intérieure), elle est passée de 305,6 milliards au 30 novembre (soit 11,3 %).

Cette diminution de 145 milliards s'explique: d'une part, par les amortissements normaux, d'autre part, par la reprise de titres anciens à l'emprunt perpétuel.

c) La dette remboursable par annuités:

Définition: C'est celle pour laquelle le Trésor s'engage à verser chaque année une somme fixe (d'où le nom d'annuité), comprenant à la fois l'intérêt et une fraction du capital. Elle se montait au 31 août 1944 à 74,5 milliards et est passée de 121 milliards au 1er janvier 1949 (soit 4 % du total) à 298 milliards au 30 novembre (soit 11,1 %).

- L'EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE FRANCAISE AU COURS DE L'ANNEE 1949

En milliards de francs	1er Janv. 1949	%	31 mars	30 avr.	31 mai	30 juin	31 juil.	31 août	30 sept.	31 oct.	30 Novembre	%
DEPTE INTERIEURE												
Dette perpét.	181,8	7,4	375,8	376,3	378,3	378,4	377,8	377,8	349,2	349,2	349,2	12,9
Dette amort.	451	18,4	409,1	405,9	402,3	402,7	402,5	399,8	306,1	305,7	305,6	11,3
Dette p. ann.	121	4,9	140,1	142	144,8	146,2	146	149,8	281,6	296,4	298	11,2
Dette à moy. et crt terme	951,6	38,8	912,3	904,8	903,4	902	916,4	948,8	962,9	966,3	960	35,7
Dettes envers les banques d'émission.	744	30,5	736,8	744	747,2	758,7	765,3	768,6	763,2	759,7	770	28,9
TOTAL DE LA DEPTE INTER.	2.449,4	100 %	2.574,1	2.573	2.576	2.588	2.608	2.644,8	2.663	2.677,3	2.682,8	100 %
DEPTE EXTERIEURE												
Dette amort.	14	1,5	13,3	13,3	13,6	13,6	13,6	13,6	16,6	16,6	16,6	1,4
Dette p. ann.	755,5	80,8	782,6	786,7	806,9	806,9	804,4	804,2	981,1	981,1	981,1	83
Dette à moy. et crt terme	165,1	17,7	161	160,9	161	159,7	159,6	180	184,2	184,1	184,1	15,6
TOTAL DE LA DEPTE EXTER.	934,6	100 %	957,5	960,9	981,5	980,2	977,6	997,8	1.181,9	1.181,8	1.181,8	100 %
TOTAL DE LA DEPTE PUBL.	3.384,0		3.531,6	3.583,9	3.557,5	3.568,2	3.585,6	3.642,6	3.844,9	3.859,1	3.864,6	

-3-

Cette augmentation en valeur absolue et en pourcentage a plusieurs causes dont les principales sont:

- des opérations nouvelles de crédit social (H.B.M.)
- une opération de consolidation de la dette, c'est-à-dire une opération de gestion qui a porté sur 122 milliards.

d) La dette à moyen et à court terme, et à échéance journalière. C'est-à-dire: les bons du Trésor à 75-105 jours, à 6 mois, à 1 et 2 ans, les bons de la Libération, de reconstruction, d'épargne; enfin, les traites publiques qui, depuis le décret du 12 mars 1949 ne doivent être acceptées par les créanciers de l'Etat que dans la proportion de 50 %.

Cette dette se montait en 1944 à 585,2 milliards. Elle est passée de 951,6 milliards le 1er janvier 1949 (soit 38,89 du total) à 960 milliards, le 30 novembre (soit 35,7 %). Cette très légère augmentation en valeur absolue, se traduisant par une légère diminution en pourcentage, correspond donc à une situation assez favorable de la Trésorerie. Celle-ci au cours de l'année 1949 a disposé d'une quantité d'argent frais suffisante, lui venant en partie de l'emprunt perpétuel, en partie d'une rentrée satisfaisante des impôts, enfin de la contre-valeur de l'aide Marshall.

e) Dette envers les banques d'émission:

Ces banques sont: la Banque de France, la Banque d'Algérie et la Caisse centrale de la France d'outre-mer. Il s'agit soit d'avances permanentes, soit d'avances provisoires, ne pouvant dépasser un certain plafond.

Ces avances sont passées de 744 milliards le 1er Janvier (soit 31,3 % du montant total de la dette intérieure) à 770 milliards le 30 novembre, soit 28,9 % du total. Il n'y a donc pas eu, par l'Etat, de recours exagéré à ces avances, qui se traduisent, en fait, par une augmentation nominale du volume du pouvoir d'achat.

L'EVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEURE

Pratiquement inexistante avant la guerre (13,1 milliards), la dette extérieure était encore plus faible en 1944: à la Libération, en effet, elle s'élevait à 5,1 milliards. Les nécessités de la reconstruction, les importations massives d'objets de consommation dès les premières années 1944-1947, rendirent indispensables le recours aux emprunts extérieurs. Ainsi, l'augmentation très rapide de la dette extérieure française qui reflète le déséquilibre de notre balance des comptes, fait qu'aujourd'hui, avec 1.182 milliards de francs, soit 30,6 % du total, la France est certainement un des pays du monde les plus endettés à l'étranger. Cette augmentation, en valeur absolue, est d'autant plus grave en valeur relative que la dette extérieure correspondant à une dette en devises, toute dévaluation du franc, ne s'accompagne pas d'une dévaluation parallèle des monnaies étrangères dans lesquelles la France a souscrit ses emprunts (c'est le cas du dollar) réévalue notre dette extérieure et par conséquent en alourdit le poids. Au contraire, toute dévaluation

RESTRICTED

dette publique française

d'une monnaie étrangère, sans dévaluation du franc correspondante (le cas ne s'est pas présenté), ou toute dévaluation d'une monnaie étrangère, supérieure à une dévaluation concomitante du franc (c'est le cas de la dévaluation de la Livre en octobre 1949, par rapport à l'alignement du franc de la même époque) tend à alléger le poids de notre dette extérieure exprimée en monnaie du pays qui a fait la dévaluation.

Si, au point de vue de la Trésorerie, cette transformation n'a théoriquement aucun effet, du point de vue purement comptable, elle est très importante.

L'EVOLUTION COMPAREE DE LA DETTE INTERIEURE ET EXTERIEURE TOTALE

Des mouvements comptables à l'intérieur de la dette.-

Ainsi, à ne considérer que le poids de la dette, il y a un mouvement en sens inverse: la dette extérieure se réévaluant à mesure que la dette intérieure se dévalue. Ce mouvement ne permet donc pas de dire, à un moment donné, si la dette publique pèse plus lourdement sur le revenu national qu'à une date antérieure.

Conséquences de l'augmentation de la dette extérieure.-

On voit donc quelles conséquences entraîne l'augmentation de la part de la dette extérieure par rapport à la dette totale: outre la difficulté qu'il y a déjà de trouver, en vue du remboursement (la dette extérieure n'étant jamais perpétuelle), les devises dans lesquelles nos emprunts ont été contractés, c'est-à-dire des dollars pour la grande majorité (sauf lorsque le remboursement a été prévu en francs), une nouvelle difficulté naît de cette réévaluation de notre dette extérieure, donc de son alourdissement, par rapport à la date où elle a été contractée. Un exemple précis peut montrer quelle augmentation, il est vrai sans effet sur la trésorerie, la dernière dévaluation du franc (octobre) a déterminé sur la dette extérieure. Si l'on compare la situation de la dette extérieure française au 31 août et la situation au 31 septembre, dates entre lesquelles a eu lieu la dévaluation, on constate que la perte de change a occasionné une augmentation de la dette extérieure de 184.267 millions de francs, soit:

- 3.028 pour la dette amortissable
- 176.833 pour la dette remboursable par annuité
- 4.297 pour la dette à moyen et court terme

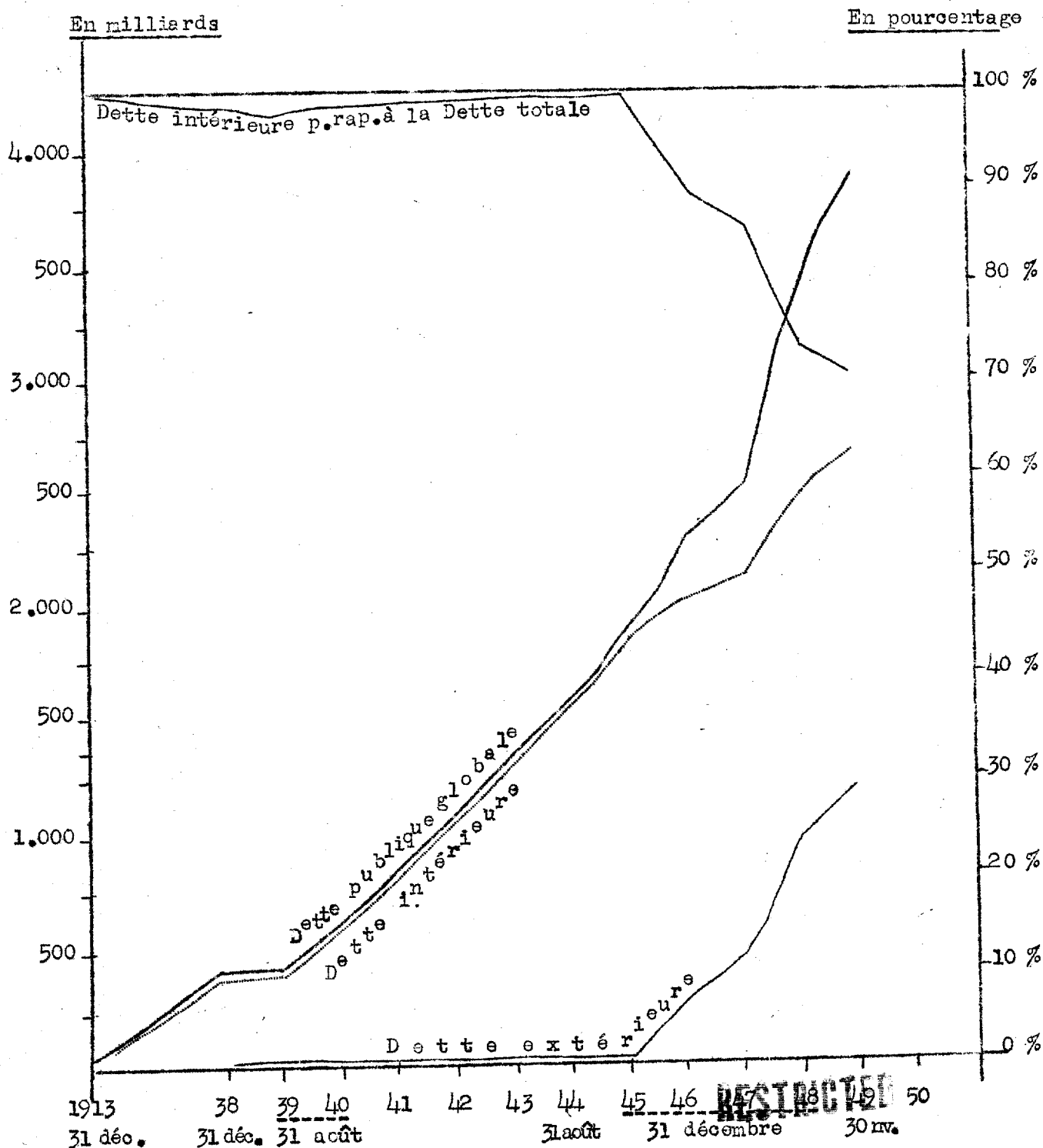
(Cf. Tableau, page 3)

Ainsi, la dette publique française a augmenté, au cours de l'année 1949 à un rythme, sinon favorable, du moins sans exagération par rapport à l'évolution antérieure. Il convient toutefois de bien préciser que, dans la mesure même où le franc et, par voie de conséquence, les prix, se stabiliseront, la dette, si elle continue d'augmenter, alourdira les charges budgétaires, et corrélativement, pèsera plus gravement sur le revenu national. Toute stabilisation monétaire, légale ou de fait, postale, pour l'Etat, une stabilisation de sa dette, mieux encore, son amortissement progressif.

RESTRICTED

La dette publique française

RESTRICTED
- L'EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE -
(1913-1949)



RESTRICTED

C R E D I T E T B A N Q U E
=====

L'intervention de l'Etat dans la direction et le contrôle du crédit depuis 1945 a fait couler beaucoup d'encre.

Notre propos n'est point d'engager ici une discussion théorique sur les nécessités et les dangers d'une telle politique ni d'apprécier la valeur des moyens mis en oeuvre, surtout depuis 1948, en vue d'assurer une répartition judicieuse du crédit d'après son utilité économique. Il reste un fait certain: l'inflation a été largement stoppée au cours de l'année 1949, la reconstruction et l'amélioration de la production se sont, en même temps, poursuivies.

L'objet de cette étude se borne à analyser l'évolution des disponibilités monétaires et celle des situations des banques, tout au long de l'année dernière; analyse, statistique, objective, qui permet de dégager des perspectives sur la situation monétaire actuelle et de rapprocher les points de vue trop souvent contradictoires des banquiers dans leur fonction de prêteurs, et des entrepreneurs industriels, commerciaux et agricoles, dans leur situation d'emprunteurs.

o O o

RESTRICTED

Crédit et Banque

-:-

IL'EVOLUTION DES DISPONIBILITES MONETAIRES

Par disponibilités monétaires, on entend l'ensemble des moyens de paiement qui sont mis, à un moment donné, à la disposition des échanges et de la production. Leur augmentation indique donc, soit une situation inflationniste si elle n'est pas accompagnée d'un accroissement corrélatif des échanges et de la production, soit une stabilité monétaire si au contraire cet accroissement existe.

Le tableau ci-dessous résume la situation en 1949.

- Situation des disponibilités monétaires en 1949 -

(En milliards)	Evolution par trimestre					Variation d'une année à l'autre
	30/12 1948	31/3 1949	30/6 1949	30/9 1949	31/12 1949	
Comptes courants créditeurs des particuliers et des entreprises à la Banque de France	66	49	51	63	79	+ 13
Dépôts bancaires à vue	966	920	966	1.068	1.125	+ 159
Dépôts aux comptes courants postaux	143	140	152	173	187	+ 44
Total des encaisses scripturales	1.173	1.109	1.169	1.304	1.391	+ 216
Encaisses fiduciaires	993	1.045	1.116	1.225	1.301	+ 308
Total des disponibilités monétaires	2.168	2.154	2.285	2.529	2.692	+ 524
(1) - Provisoire.						

L'augmentation des disponibilités monétaires au cours de l'année 1949 est donc de 524 milliards, soit environ 23,1 %. Or, l'indice de la production industrielle est seulement passé de 119 en janvier 1949 à 126 en décembre, soit une augmentation de 5,8 %, tandis que l'indice des échanges, évalué d'après les variations de la taxe sur le chiffre d'affaires pondéré par la hausse des prix en 1949 passe de 100 en 1948 à 138 % en 1949. Ce n'est donc pas tant l'augmentation de la production que celle des échanges qui a occasionné cet accroissement des disponibilités monétaires. Cela revient à dire, en bref, que les entreprises commerciales ont préféré écouler leurs stocks, plutôt que de faire appel à une production nouvelle. Mais que, malgré les premiers signes de récession, le volume global des échanges, quoiqu'on puisse en penser en généralisant plusieurs cas particuliers, s'est accru par rapport à l'année précédente.

RESTRICTED et Banque
-:-

Comment se décompose l'augmentation des disponibilités monétaires.-

Essentiellement en deux grandes catégories:

1.- Une augmentation de la circulation fiduciaire de 308 milliards, soit 58,7 % du gonflement total: ceci est dû à l'accroissement de deux postes:

- celui des avances de la Banque de France, nécessitées par l'amélioration de la balance française des comptes, au cours de l'année 1949. (Voir le supplément de Perspectives du 18 février 1950: "Bilan de l'économie française en 1949", page 7): ces avances sont faites directement au fonds de stabilisation des changes (43 milliards) et indirectement, sous la forme d'achats de devises (62 milliards), autorisées depuis le mois de juin dernier: soit au total: 105 milliards.

- celui des augmentation de crédits: ce qui se manifeste par un bilan de la Banque de France par un gonflement de son portefeuille qui, rappelons-le, ne comprend plus aujourd'hui d'effets publics: ce portefeuille commercial est, en effet, passé de 247 à 364 milliards au cours de l'année 1949 (soit une augmentation de 117 milliards): ce qui atteste la persistance de difficultés de trésorerie des entreprises industrielles ou commerciales. A côté du poste "portefeuille", on note une augmentation des opérations d'open market de l'ordre de 40 milliards. Il serait faux, pourtant, de considérer cette augmentation comme ayant une valeur absolue: car la Banque de France a pratiqué ces opérations dans les deux sens: le volume des "effets négociables" (publics) acheter ou vendre aux banques, a largement varié, au cours de l'année, avec des maxima, fin juin et début décembre. Cette absence de progression continue prouve donc que la Banque de France a soutenu, de façon persistante, les banques, en 1949, et qu'ainsi elle a joué régulièrement le rôle traditionnel qui lui est dévolu: celui d'un organe régulateur et directeur du marché monétaire.

Ajoutons, pour mémoire, une très légère augmentation des avances provisoires à l'Etat (7 milliards), en raison d'un plafond fixé actuellement à 175 milliards.

2.- Une augmentation des encaisses scripturales (216 milliards) Comme elle résulte, en très grande partie (73,6 %) de l'augmentation des dépôts bancaires, nous l'étudierons à propos de la situation des banques.

Comparaison des disponibilités monétaires, en France, en Angleterre et aux Etats-Unis.-

Cette comparaison doit nécessairement se faire en fonction des indices de la production et des prix, respectivement pour chacun des trois pays, les indices de base étant ceux de 1938:

RESTRICTED
.....

- 4 -

Crédit et Banque

-:-

- Comparaison de la masse monétaire des prix et de la production en 1938 et 1949 -

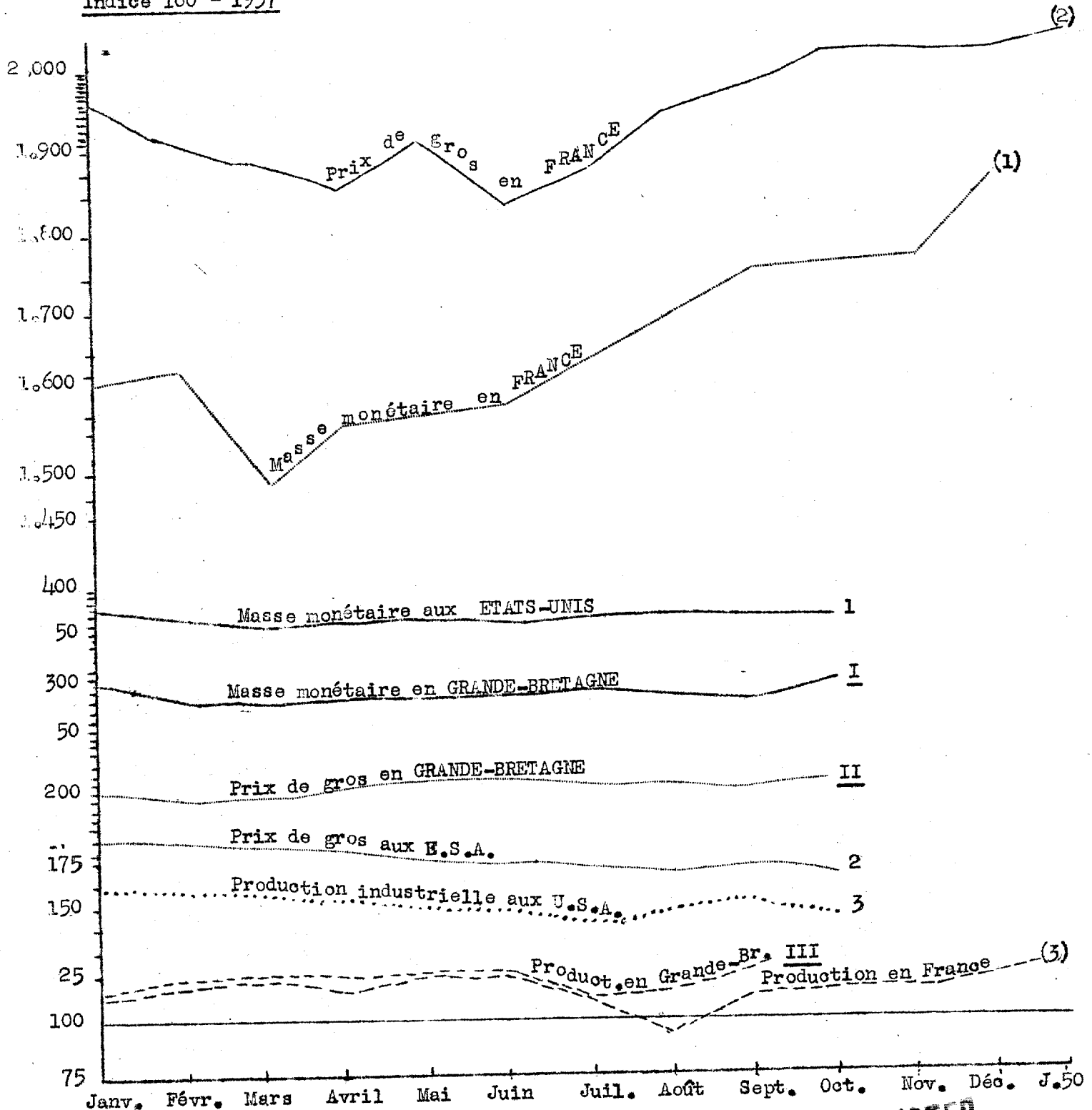
	Moyenne 1938	Décembre 1949
<u>FRANCE.-</u>		
Masse monétaire	100	1.568
Production industrielle	100	126
Prix de gros	100	2.001
<u>GRANDE-BRETAGNE.-</u>		
Masse monétaire	100	263
Production Industrielle	100	126
Prix de gros	100	236,3
<u>ETATS-UNIS.-</u>		
Masse monétaire	100	449
Production industrielle	100	140
Prix de gros	100	178

De tableau nous montre la situation apparemment très favorable de la France; c'est là, en effet, que le coefficient d'augmentation de la masse monétaire, par rapport à celui des prix et de la production est le plus faible. Il n'y aurait donc pas à proprement parler d'inflation, si par là on entend un accroissement exagéré de la masse monétaire par rapport à la valeur de la production. Tel est donc bien un des premiers résultats et, des plus remarquables, de la politique de discrimination et de contrôle du crédit suivie depuis deux ans.

Cependant, il y a quelques dangers à considérer cette masse monétaire d'une manière statique, c'est-à-dire à un moment donné. Si on observe son évolution, au cours des dernières années, au contraire, on est amené à nuancer très sensiblement ce jugement favorable sur la conjoncture monétaire actuelle: si aux Etats-Unis, la masse monétaire fait preuve d'une grande stabilité, alors que les prix ont tendance à baisser et que la production accuse une résistance très solide aux dangers d'une baisse de la consommation, en France, au contraire, l'équilibre paraît beaucoup plus artificiel: la production plafonne; les prix, malgré un très net ralentissement du rythme de la hausse, s'élèvent lentement; la masse monétaire, enfin, suit ce mouvement, avec un certain retard. Mais, dès lors, toute élévation des prix, occasionnée par une augmentation des salaires, non imputée sur les profits des entreprises, nécessiterait, si la production restait à son niveau actuel, un gonflement important de la masse monétaire. La période de prestabilité dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui comporte donc encore, en elle-même, des dangers de déséquilibre inflationniste: la solution théorique, pour parvenir à une stabilité définitive, s'analyse donc en deux possibilités: soit une baisse très sensible des prix, sans diminution de la production, soit une augmentation des crédits et donc de la masse monétaire, sans élévation des prix, c'est-à-dire en somme, par un accroissement de la production.

EVOLUTION COMPAREE DES DISPONIBILITES MONETAIRES EN 1949
EN FRANCE, EN GRANDE-BRETAGNE ET AUX ETATS-UNIS
PAR RAPPORT AUX PRIX ET A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indice 100 = 1937



II

RESTRICTED

LA SITUATION DES BANQUES EN 1949

Le tableau ci-dessous résume cette situation au double point de vue des ressources et des emplois bancaires.

- Le montant des ressources et des emplois des banques -

(en milliards)	31/12 1948	31/3 1949	30/6 1949	30/9 1949	31/12 1949	Variation annuelle totale
RESSOURCES.-						
Dépôts à vue	966	920	966	1.068	1.125	+ 159
Recours à la B. de France	315	377	412	434	493	+ 178
- Mobilisation d'effets publics	110	127	139	148	141	+ 31
- Mobilisation d'effets de commerce	205	250	273	286	352	+ 147
Autres ressources	-	-	-	91	107	
Total	1.281	1.297	1.378	1.593	1.725°	+ 444
EMPLOIS.-						
Effets publics	353	366	377	431	417	+ 64
- nourris par les Bques	243	239	230	283	276	+ 33
- cédés à la B. de France	110	127	139	148	141	+ 31
Effets de commerce et comptes courants débi..	867	902	976	1.083	1.206	+ 339
- nourris par les Bques	662	652	703	797	854	+ 192
- cédés à la B. de France	205	250	273	286	352	+ 147
Total des crédits..	1.220	1.268	1.353	1.514	1.623	+ 403
- nourris par les Bques	905	891	941	1.080	1.130	+ 225
- cédés à la B. de France	315	377	412	434	493	+ 178
Autres emplois	61	29	25	79	102	+ 41
Total	1.281	1.297	1.378	1.593	1.725°	+ 444
(°) - Provisoire						

A.- L'évolution des dépôts dans les banques.-

Les dépôts à vue des banques ont donc augmenté, en 1949, de 159 milliards, contre 364 milliards en 1948. Ce ralentissement très marqué est un signe manifeste des difficultés rencontrées par les particuliers et les entreprises,

RESTRICTED

--:-

pour assurer le maintien de leur niveau de vie antérieurs. La baisse au cours du 1er trimestre s'explique autant par les recouvrements fiscaux (acomptes provisionnels) que par la hausse légère du coût de la vie, saisonnière d'ailleurs. Au contraire, l'accroissement du dernier trimestre doit être reporté en quasi-totalité sur le mois de décembre (50 milliards sur 57), par suite des ventes du commerce, à l'époque des fêtes.

B.- L'évolution des emplois bancaires.-

1) Les comptes-courants débiteurs et portefeuilles d'effets de commerce: Ils ont augmenté de 339 milliards, mais de façon inégale selon les trimestres. Relativement faible pendant le 1er semestre, l'augmentation a été assez rapide pendant le second: d'une part, au cours des mois d'été, en raison de la période des vacances, se traduisant par une production moindre malgré une stabilité relative des dépenses des entreprises, d'autre part, au mois de décembre, pendant lequel on assiste toujours à un gonflement nécessaire des stocks, et de la production des objets rapidement offerts à la consommation.

2) Portefeuille d'effets publics: Une des règles imposée aux banques, en septembre 1948, en vue du contrôle du crédit, comporte, on s'en souvient, l'obligation pour celles-ci de conserver dans leur portefeuille un pourcentage minimum d'effets publics: de telle sorte que les variations, que l'on peut observer sur ce poste, dans le bilan des banques, ne peuvent jouer, en réalité que dans le sens de la hausse, - au-dessus de ce minimum. C'est effectivement ce qui s'est passé au cours de l'année 1949: l'augmentation du portefeuille d'effets publics a été de 64 milliards, mais inégalement répartie au cours des quatre trimestres. C'est ainsi, par exemple, que l'augmentation a été particulièrement forte pendant les mois d'été (+ 54 milliards), en raison du gonflement des dépôts publics pendant la même période. Inversement, on peut expliquer la diminution du portefeuille-effets publics au cours du 4ème trimestre, par la nécessité pour les banques d'en mobiliser une partie auprès de la Banque de France en raison d'un ralentissement des dépôts à vue.

Il semble donc que la fixation de ce pourcentage minimum ait réduit l'amplitude des variations du portefeuille d'effets publics: d'une part et lié, d'une manière assez étroite, l'évolution de celui-ci, à l'évolution des dépôts, d'autre part. Autrement dit, nous pouvons constater ici, l'intensité nécessaire de plus en plus grande, qui existe dans les rapports des banques avec l'Institut d'Emission qui joue, de manière croissante, le rôle de Banque des banques.

Si enfin, on distingue, dans l'augmentation du portefeuille d'effets publics, celle des bons du Trésor de celle des acceptations du Crédit National, on constate que la première a été, de beaucoup, la plus importante, et a même eu tendance à dépasser le chiffre de l'augmentation totale, la différence résultant d'une diminution en valeur absolue, des acceptations du Crédit National: ce dernier phénomène est, en effet, la conséquence du décret du 12 mars 1949 qui a ramené de 80 à 50 % la portion des dépenses publiques (c'est à dire, en somme, des traites publiques) à régler par acceptations du Crédit National.

III

RESTRICTED

-4-

L'EPARGNE AU COURS DE L'ANNEE 1949

Pour donner une idée de l'évolution de l'épargne, en 1949, nous conjuguons les trois sources principales:

1°) D'une part, les émissions privées d'obligations, dont on ne connaît pas encore les chiffres, pour l'ensemble de l'année, ont été de 8,6 milliards, pendant les neuf premiers mois, et traduisent donc une diminution très importante, par rapport à la période correspondante de 1948 (33,6 milliards).

2°) D'autre part, les émissions d'actions, qui ont aussi diminué par rapport à 1948, puisque, pour les neuf premiers mois, elles sont passées à 17,8 milliards, contre 26,4 en 1948.

3°) Enfin, les fonds déposés dans les Caisses d'épargne, dont le tableau suivant retrace l'évolution en 1949.

- L'évolution des fonds dans les Caisses d'Epargne -

(en milliards)	1948	1949	Excédent
<u>Caisse nationale d'Epargne:</u>			
- avoirs en fin d'année	191,6	233,3	+ 41,7
<u>Caisses d'épargne ordinaires:</u>			
- avoirs en fin d'année	211,2	253,5	+ 42,3

La proportion des retraits par rapport aux versements est restée la même en 1949, qu'en 1948 (58 %) les chiffres des premiers et des seconds marquant une permanence très remarquable. Cependant, la stabilité beaucoup plus grande des prix au cours de l'année 1949, fait que le pouvoir d'achat des excédents épargnés a diminué dans une proportion bien moindre qu'en 1948.

Ajoutons, pour être complet, que l'épargne a emprunté encore trois voies:

- les emprunts d'Etat et particulièrement la nouvelle rente 5 % 1949 (Cf. L'étude sur la dette publique) qui a exercé une ponction de 108 milliards d'argent frais, ponction qui a certainement porté un préjudice grave aux émissions du secteur privé, dont elle explique la baisse;

- celle de la thésaurisation sous forme d'achats d'or, qu'il est pratiquement impossible de déterminer numériquement. Tout au plus peut-on dire, qu'elle a dû être, cette année, particulièrement importante, si l'on en juge par les mouvements d'or à la bourse. Dans la mesure où, avec le rétablissement de

RESTRICTED

Crédit et Banque

-:-

la stabilité du franc, les détenteurs d'or s'en dessaisiront, au profit de la Banque de France, lorsque celle-ci aura retrouvé la possibilité d'acheter du métal, cette thésaurisation n'aura pas été complètement inutile à l'économie nationale;

- celle enfin, des émissions des entreprises nationalisées, particulièrement de l'emprunt de l'E.D.F. (sous la forme de bons d'électricité), qui a rapporté 12 milliards de francs; celle des émissions des collectivités publiques et surtout des groupements de sinistrés.

o o c

IV

LA REPARTITION DES CREDITS PAR BRANCHES D'ACTIVITE

La création d'un "Service des risques", centralisant à la Banque de France l'ensemble des crédits octroyés par les banques et dépassant un chiffre minimum, permet aujourd'hui de connaître les affectations des concours bancaires par grande branche d'activité économique.

A.- L'évolution générale des crédits recensés.-

Le tableau ci-dessous résume cette évolution au cours de l'année 1949.

- L'évolution des crédits recensés (en fin de trimestre) -

(en milliards)	31/12/48	31/3/49	30/6/49	30/9/49	31/12/49
<u>1.- CREDITS.-</u>					
Autorisations	1.027,7	1.113,7	1.185,8	1.365,1	1.505,5
Utilisations	640,4	722	758,6	877,2	959,7
% d'utilisation	62,3 %	63,2 %	63,9 %	64,2 %	63,7 %
<u>2.- Cautions et Avals.-</u>					
Autorisations	203,8	249,9	238,4	263	270
Utilisations	167,1	198,1	192,8	192,8	193
% d'utilisation	82 %	78,8 %	74,6 %	73,3 %	71,3 %
Nombre de bénéficiaires	25.123	27.656	29.129	30.324	31.068

On constate donc, pour l'année entière, une augmentation:

- des autorisations de crédits de 477,8 milliards
- des utilisations de crédits de 319,4 -

Alors qu'en 1948, les utilisations avaient augmenté de 324,4 milliards. Cette comparaison montre que, pour avoir été notable, la progression des crédits a été sensiblement ralentie à la fois en valeur absolue, si l'on tient compte du niveau des prix, et en valeur relative. Ce freinage a été particulièrement notable au second trimestre. Après l'essor du 3ème trimestre qui s'explique, comme on l'a vu plus haut par la stabilité des frais généraux des entreprises, malgré la baisse saisonnière de la production, un ralentissement sensible est à noter au cours du 4ème trimestre, malgré la pression toujours très sensible qui s'exerce en fin d'année du fait d'abord du financement des récoltes, particulièrement important en 1949 si l'on en juge par les quantités de céréales livrées aux organismes stockeurs (50,3 millions de qx, fin décembre 1949, au lieu de 35,5 en 1948), du fait ensuite, des règlements de fin d'année et des paiements d'impôts.

- 11 -

Crédit et Banque

-:-

B.- L'évolution des utilisations de crédits entre les diverses natures de risques.-

Le tableau ci-dessous résume la situation en 1949:

- L'évolution par nature de risque (en fin de trimestre) -

(en milliards)	31/12 1948	31/3 1949	30/6 1949	30/9 1949	31/12 1949	Variation en 1949
Effets commerciaux....	230,1	269,3	288,8	294,4	332,4	+ 102,3
Caisse des marchés ...	53,7	52,1	61,5	76,7	74,4	+ 20,7
Crédits mobilisables..	154,8	161,2	147,7	182,1	213,5	+ 58,7
Crédits non mobilisables	112,1	144,6	156,6	163,9	159,9	+ 57,8
Moyen terme	89,7	94,3	104,-	160,1	169,6	+ 79,9
	640,4	722,-	758,6	877,2	959,8	+ 319,4

Dans cette augmentation totale de 319,4 milliards, c'est l'accroissement des effets commerciaux qui est le plus important (102,3 milliards) bien que le pourcentage de ces derniers de fin d'année 1949, soit légèrement plus faible qu'en 1948 (34,6 contre 35,9 %). Cependant, cet accroissement a été inégalement réparti au cours de l'année: faible au second trimestre (19 milliards) et encore plus au troisième (5,6 milliards) il a été assez net au dernier trimestre (38 milliards) pour les raisons données ci-dessus. (27 milliards pour le seul mois de décembre).

Ce tableau nous permet d'expliquer l'essor de l'utilisation de crédits au troisième trimestre, que nous constatons tout à l'heure, c'est pas un recours plus abondant à l'escompte qui a occasionné ce gonflement de crédits, en raison du retard apporté aux expéditions, pendant la période des congés annuels, mais un appel plus large à la fois aux crédits mobilisables et aux crédits à moyen terme.

Nous pouvons conclure, en somme, pour l'année 1949, conformément à la tendance que nous avons déjà dégagée à plusieurs reprises au cours de cette étude, à une légèrement accentuation de la pression du crédit, symbolisé par l'évolution du pourcentage d'utilisation (Cf. tableau page 10) qui est passé de 62,3 % à 63,7 %. Cependant, on aurait tort d'interpréter ces chiffres, avec le pessimisme que manifestent certains esprits, devant les premiers signes de mévente: car, on l'a vu, l'ensemble des utilisations de crédit a plutôt baissé par rapport à l'année dernière. S'agit-il alors d'une accélération des achats ou d'un ralentissement des ventes? Il est difficile en la matière de donner une réponse valable, pour l'ensemble des secteurs économiques. L'examen rapide de l'évolution des crédits par branches d'activité montrera la nécessité d'un jugement plus nuancé.

RESTRICTEDC.- L'utilisation des crédits recensés par branches d'activité.-

Elles sont résumées dans le tableau ci-dessous, tel qu'il est établi par le service central des risques :

- L'utilisation de crédits recensés par branches d'activités -
(en fin de trimestre)

(en milliards)	31/12/48	31/3/49	30/6/49	30/9/49	31/12/49	Même date en %	Variation annuelle
Charbon, éner- gie, transports	134,5	146,9	158,4	192,4	195,7	20,4 %	+ 61,2
Sidérurgie, mi- nerais & mé- taux	162,1	183,9	203,8	216,1	238	24,8 %	+ 75,9
Textiles	47,1	62,3	67,6	73,1	81,9	8,5 %	+ 34,8
Prod. chimiques	52,2	65,7	71,2	85	85,9	8,9 %	+ 33,7
Bâtiments et trav. publics	34,6	36,5	42	47,1	45,7	4,8 %	+ 11,1
Industries div.	36,9	43,7	45,4	50,3	54,3	5,7 %	+ 17,4
Commerces non spécialisés .	26	33,2	31,9	28,2	31,6	3,3 %	+ 5,6
Agriculture et alimentation.	130	129,7	116,5	162,2	199,7	20,8 %	+ 69,7
Divers	17	20,1	21,8	22,8	27	2,8 %	+ 10
Total	640,4	722	758,6	877,2	959,8	100	319,4

Quelques précisions sont nécessaires pour les trois principales branches d'activité.

Charbon, énergie, transports :

Il s'agit, pour cette branche d'activité, de crédits octroyés en grande majorité à des entreprises nationalisées, (Houilleries, E.d.a.F., Gaz de France, S.N.C.F.) comme l'indique le tableau ci-dessous en fin d'années :

(en milliards)	31/12/48	31/12/49	Variation
- Charbon	54,1	73,3	+ 19,2
- Electricité et gaz	48,9	41,9	- 7
- Pétrole et carburants.....	21,8	35,2	+ 13,4
- Transports	9,7	45,3	+ 35,6
Total	134,5	195,7	+ 61,2

RESTRICTED

Crédit et Banque

-:-

Ce sont les transports, puis les raffineries de pétrole, enfin les houillères et le commerce du charbon, qui se répartissent cette augmentation. La baisse des crédits accordés à l'E. de F. et au Gaz de France s'explique surtout par celle des crédits à moyen terme, qui ont été relayés partiellement par l'argent frais apporté à l'emprunt de l'E. de F.

L'ensemble des crédits bancaires consentis à cette branche d'activité est de 20,4 % du total contre 21% en fin 1948.

Sidérurgie, minerais et métaux:

Les crédits se répartissent comme suit en fin d'année:

(en milliards)	31/12/48	31/12/49	Variation
- Sidérurgie	39	68,8	+ 24,8
- Métaux non ferreux	9,8	11,6	+ 1,8
- Commerce des métaux	12,4	22,5	+ 10,1
- Constructions mécaniques	100,9	140,1	+ 39,2
	162,1	238	+ 75,9

L'augmentation des crédits à la sidérurgie, surtout au dernier trimestre, s'explique par la reprise de la production mensuelle, pendant la même période (775.000 tonnes par mois en moyenne, contre 749.000 t. pendant les 9 premiers mois de l'année). Le niveau bas des prix de vente n'a pas permis aux entreprises de financer elle-même l'augmentation de fonds de roulement qui en est résulté.

L'augmentation des crédits aux constructions mécaniques marque, pour certaines d'entre elles, un ralentissement des ventes (fonderie, quincaillerie), pour d'autres, un développement d'activité et le financement de marchés conclus avec l'étranger (machines outils de matériel ferroviaire et agricole, optique, constructions navales).

Le pourcentage des crédits accordés à cette branche d'activité est passé à 24,8 % fin 1949 contre 25,3 % fin 1948.

Agriculture et alimentation:

Les crédits se répartissent ainsi en fin d'années:

(en milliards)	31/12/48	31/12/49	Variation
- Blé, céréales, meunerie, etc	41,1	88,2	+ 47,1
- Produits laitiers	10,2	11	+ 0,8
- Vins, distilleries	29,1	29,7	+ 0,6
- Sucrierie	12,1	15,8	+ 3,7
- Conserveries	7	7,6	+ 0,6
- Divers	30,5	47,4	+ 16,9

RESTRICTED

Crédit et Banque

-:-

La variation des crédits dans cette branche est très grande, au cours de l'année. En particulier, pour les céréales, les crédits bancaires s'élèvent brusquement à la fin du troisième trimestre et pendant tout le quatrième, pour baisser à nouveau pendant le premier semestre de l'année suivante. C'est donc au moment où se constituent les stocks que la demande des concours bancaires est la plus élevée.

Nous avons déjà expliqué, ci-dessus, les causes de l'augmentation importante des crédits pour les céréales: le stockage ayant porté cette année sur des quantités beaucoup plus abondantes que l'année dernière.

Au contraire, les crédits à la viticulture et aux distilleries sont restées presque sans changement: cela s'explique par la baisse importante de la production de vin (40 millions d'hectol en 1949 contre 47 en 1948). De même, l'augmentation des crédits aux sucreries est faible, les entreprises ayant à traiter un tonnage inférieur à celui de l'année dernière.

o o o

RESTRICTED

Crédit et Banque

-:-

V

LE FINANCEMENT DE LA PRODUCTION & DES ECHANGES
AUTRE QUE LE CREDIT BANCAIRE

Le crédit bancaire ne représente en effet qu'une fraction des ressources dont disposent les entreprises, en particulier pour leurs dépenses d'équipement. Si on méconnaît encore la partie de ces dépenses effectuées par autofinancement, il est possible de déterminer le montant des émissions d'actions et d'obligations (total: 26,4 milliards) (Cf. le § sur l'Epargne, ci-dessus) et les chiffres des avances consenties par le Fonds de Modernisation et d'Equipeement et le ministère de la Reconstruction. C'est à celles-ci que nous voudrions maintenant consacrer de brefs développements.

A.- Le financement par les fonds publics en 1949.-

Le tableau ci-dessous résume le montant des investissements réalisés en 1949, de cette manière (estimation provisoire).

- Le montant des investissements financés par les fonds publics en 1949 -
 (pour la Métropole seule)

(en milliards)	Budget	Crédit M.R.U.	Fonds de moderni- sat. et d'équip.	Comptes spéciaux du Trésor	Total
Houillères		1,1	63		64,1
Electricité		2,6	97		99,6
Gaz		0,8	1		7,8
S.N.C.F.			30	35,5	65,5
Carburants	2,6	5	1		8,6
Sidérurgie		4,2	17		21,2
Matériaux de construction ...		1,3			1,3
Machinisme agricole et azote.		0,5	5		5,5
Agriculture et industrie agricole et alimentaire	8,6	27,3	21	10	66,9
Tourisme		1	1	0,2	2,2
Marine marchande		1,7		43	44,7
Autres transports et communi- cations	74,2	9,2	2	3	88,4
Industrie, commerce		20,3	3	0,6	23,9
Services publics	32	11,9			43,9
Travaux préliminaires à la reconstruction		36,7			36,7
Logements		91,4		22	113,4
Ensemble	117,4	215	247	114,3	693,7

RESTRICTED
Crédit et Banque
-:-

Les prêts consentis sur les ressources du F.M.E. sont normalement réalisés par la Caisse Nationale de Crédit Agricole et le Crédit Foncier, pour l'Agriculture, par le Crédit National, pour le secteur industriel, par la Caisse centrale de Crédit Hôtelier, pour l'industrie hôtelière.

B.- Comparaison du financement par les fonds publics en 1949 et en 1950.-

Puisque l'on connaît les dépenses d'investissements prévues au budget 1950, on peut, par le tableau ci-dessous, esquisser une comparaison avec les dépenses correspondantes autorisées en 1949.

- Comparaison 1949-1950 -

(en milliards)	Crédits proposés pour 1950	Dépenses cor- respondantes autorisées en 1949	Différence pour 1950
<u>I.- Réparation des dommages de guerre:</u>			
Versements à la Caisse autonome	257	220	+ 37
Mobilisation des titres émis par la Caisse			
Reconstitution de la flotte	72	84	- 12
- du réseau S.N.C.F.			
<u>II.- Prêts du Fonds de modernisation et d'équipement:</u>			
Prêts d'équipement	370	346,6	+ 13,6
- Houillères, S.N.C.F., E.D.F.			
- G.D.F.- Air France			
Autres prêts		9,8	
<u>III.- Prêts aux habitations à bon marché</u>	21	22	+ 1
<u>IV.- Opérations de garanties</u>	7	2,6	+ 4,4
Total général	727	685	+ 42

L'augmentation des investissements financés par les fonds publics (à l'exception des dépenses d'équipement et de reconstruction des services publics) est donc, par rapport à 1949, de 42 milliards (prévisions). On sait ce qu'il faut penser et de ces investissements et des ressources qui y sont affectées (Cf. étude sur le budget 1950). Il faudra attendre le vote de la loi de développement pour entreprendre une comparaison détaillée des divers postes du budget d'investissement de 1950, avec la partie correspondante du budget des dépenses de 1949.

RESTRICTED

- 17 -

Crédit et Banque

--:-

C.- Le montant total des investissements au cours de l'année 1949.-

Nous pouvons, au terme de cette étude, sur les investissements, évaluer leur montant pendant 1949.

Ceux-ci se chiffrent à environ 970 milliards pour la Métropole répartis comme suit:

- Auto-financement des entreprises (évaluation):	130 milliards	
- Fonds publics (non compris les investissements hors Métropole)	693	-
- Emissions d'actions et d'obligations	26,4	-
- Financement bancaire (évaluations)	74	-
- Divers	46,6	-

On le voit, la part des fonds publics est prépondérante parce qu'elle représente 73 %, celle des appels directs au public très faible. La reconstruction et l'équipement sont devenues des charges nationales, dont l'Etat doit assurer le poids, en prélevant, soit par la voie fiscale, soit par celle de l'emprunt, les ressources nécessaires. Exceptionnellement s'ajoute, aujourd'hui l'aide américaine (250 milliards) qui finance ainsi, près de 25 % des investissements français. On ne saurait donc trop insister sur le caractère provisoire de cette dernière ressource, et, en conséquence, sur la nécessité d'un retour à l'épargne privée. Les banques ne peuvent que fournir des ressources de préfinancement, ou relayer des ressources futures: de plus en plus, leur rôle reste dans l'octroi de crédits à court terme, afin d'assurer la stabilité de la production et des échanges.

o o o

A N N E X E
= = = = =

RESTRICTED

LA SITUATION DES 6 GRANDES BANQUES EN 1949

Pour permettre aux lecteurs de Perspectives de suivre l'évolution de notre rubrique trimestrielle: "La situation des 6 grands banques", nous ajoutons cette annexe à notre étude sur "Crédit et Banque en 1949". Des tableaux ci-dessous, nous pouvons tirer quelques remarques d'ordre général:

I.- Le développement des dépôts dans les banques en 1949 s'est fait d'une manière moins accentuée et plus irrégulière.

- Fin 1947: comptes courants et comptes de chèques: 361,2 milliards

- Fin 1948: - - - - - : 574,6 -

Différence + 213,4 milliards

- Fin 1949: - - - - - : 665,1 -

Différence avec 1948 + 90,5 milliards

II.- L'évolution des comptes de chèques correspondant, en règle général, à des comptes d'épargne et des comptes particuliers, et celle des comptes courants (commerciaux) a été divergente: les premiers ont progressé sans à-coups tandis que les seconds étaient sujets à des pointes saisonnières, se répétant régulièrement durant le premier mois de chaque trimestre: cette évolution saisonnière est tout à fait nouvelle dans le bilan des banques - il ne semble pas possible dans l'état actuel, d'en connaître les causes avec précision, de conclure à son caractère permanent.

III.- Ce que nous venons de dire explique l'évolution heurtée des comptes d'emplois de fonds (portefeuille et avances), de même que les engagements passagers du marché monétaire à certaines échéances. Ce développement des emplois a porté surtout sur le portefeuille et beaucoup moins proportionnellement sur les comptes débiteurs qui s'étaient largement développés au cours des années précédentes et notamment en 1948.

Enfin, on peut noter l'extrême faiblesse du capital propre des 6 banques envisagées (6 milliards) contre 800 milliards de dépôts (dont 665 de comptes courants de la clientèle) et 900 milliards du total des bilans.

D.C.

o o o

RESTRICTED

Crédit et Banque

-:-

- TABLEAU I -

Situations des Banques en France (6 grandes banques: Crédit Lyonnais, Société Générale, C.N.E.P., B.N.C.I., Crédit Commercial, Crédit Industriel)

(en millions de francs)

	Fin mars 1945 (1)	Fin décemb. 1948	Fin mars 1949	Fin juin 1949	Fin septemb. 1949	Fin décemb. 1949
ACTIF.-						
Espèces en caisse (au Trésor, à la B. de France)...	11.343	56.529	46.330	48.459	52.365	51.555
Banquiers et correspondants	6.735	48.475	46.850	55.154	53.115	54.770
Portefeuille (effets & bons)	122.045	459.450	428.891	462.696	520.479	565.234
Avances sur garanties	1.896	12.148	12.875	13.210	11.640	13.667
Ctes-courants débiteurs ..	12.360	130.010	145.426	146.448	141.489	137.867
Avances et débit. divers..	14.906	19.512	24.954	21.779	19.059	14.311
Portefeuille-titres	620	2.447	2.558	2.615	2.671	2.746
PASSIF.-						
Comptes de chèques	62.544	198.840	201.790	218.757	234.682	244.219
Comptes-courants	77.699	375.807	352.753	373.559	397.353	420.871
Comptes exigibles après encaissement	1.443	12.540	12.088	14.327	12.934	14.628
Créditeurs divers	11.317	68.054	63.848	58.953	57.604	62.529
Banques et correspondants.	5.852	47.747	51.752	57.748	64.855	60.046
Bons à échéance fixe	3.681	9.245	10.339	9.677	9.975	11.563
	162.636	712.233	692.570	733.021	777.403	813.856
Acceptations à payer	934	41.250	43.032	39.217	35.017	36.442
Capital et réserves	5.525	6.190	6.190	6.249	6.249	6.249
Total des bilans	172.048	789.739	758.669	803.080	855.965	900.981
(1) - Dernière situation avant l'échange des billets.						

.....

- TABLEAU II -

(milliards de francs)

RESTRICTED

	Opérations de crédit (3)		Dépôts (1)	
	Total	Variations sur le mois précédent	Montant	Variations sur le mois précédent
Mars 1945 (2)	151,2	-	162,6	-
à décembre 1945	238,1	+ 86,9	268,5	+ 105,9
Année 1946	332,2	+ 94,1	376,2	+ 107,7
Année 1947	394,1	+ 61,9	446,1	+ 69,9
Année 1948	621,1	+ 227,0	712,2	+ 266,1
Année 1949	731,1	+ 110,0	813,9	+ 101,6
Janvier 1949	624,7	+ 3,6	714,0	+ 1,8
Février -	634,1	+ 9,4	721,5	+ 7,5
Mars -	612,1	- 22,0	692,6	- 28,9
Avril -	653,6	+ 41,5	739,1	+ 46,5
Mai -	632,4	- 21,2	721,5	- 17,6
Juin -	646,1	+ 13,7	733,0	+ 11,5
Juillet -	687,2	+ 41,1	783,6	+ 50,6
Août -	679,7	- 7,5	765,7	- 17,9
Septembre -	692,7	+ 13,0	777,4	+ 11,7
Octobre -	746,1	+ 53,4	826,4	+ 49,0
Novembre -	694,1	- 52,0	785,0	- 41,4
Décembre -	731,1	+ 37,0	813,9	+ 28,9

(1) - Y compris les dépôts à terme, d'ailleurs peu importants, de 2 à 10 milliards.

(2) - Dernière situation valable avant l'échange des billets.

(3) - Portefeuille, ctes-cts débiteurs, avances et divers.

RESTRICTED

- EVOLUTION DU BILAN DES 6 GRANDES BANQUES -

Société Générale, Crédit Lyonnais, Comptoir d'Escompte, Crédit Industriel et Commercial, Crédit Commercial de France, Banque Nationale de Crédit.

- En milliards de francs -

